

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Allemagne, 1,40 F; Belgique, 1,40 F; Canada, 2,10 F; Côte d'Ivoire, 2,20 F; Espagne, 1,75 F; France, 3,50 F; Grèce, 2,00 F; Israël, 2,20 F; Italie, 2,00 F; Japon, 2,20 F; Liban, 2,20 F; Luxembourg, 1,75 F; Norvège, 1,75 F; Pays-Bas, 1,75 F; Portugal, 1,75 F; Royaume-Uni, 2,20 F; Suède, 2,20 F; Suisse, 2,20 F; Tchécoslovaquie, 2,20 F.

Tarif des abonnements page 7

5, RUE DES ITALIENS
75457 PARIS CEDEX 09

C. C. P. 4297-23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Les Jeux les plus controversés de l'histoire olympique se sont ouverts à Moscou

La fête triste

Quel qu'il arrive à Moscou dans les prochains jours, les XIX^e Jeux olympiques resteront marqués par la crise internationale des sept derniers mois et les controverses qui ont entouré leur préparation. Une triste impression qu'aura illustrée dès le premier jour une cérémonie d'ouverture déséquilibrée par l'absence de représentation d'une bonne partie de la planète, enlaidie par des querelles de drapeau, et à laquelle le grand public, en raison du boycottage des principaux réseaux occidentaux de télévision, ne sera guère associé.

Quel qu'il arrive encore, l'intérêt des compétitions est considérablement réduit du fait de l'absence de grands pays sportifs, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, le Kenya, en particulier dans les disciplines les plus spectaculaires que sont l'athlétisme et la natation.

La controverse sur le boycottage a toutes les chances de ne pour- suivre, même bien après que les champions se seront éteints à Moscou, d'autant plus que l'on peut accorder à chaque camp le bénéfice de la sincérité. Du côté des avocats de la participation, et si l'on met à part les tenants d'un prosélytisme inconditionnel et partisan, les arguments de ceux qui cherchent à séparer autant que faire se peut le sport de la politique, à privilégier ce qui reste d'idéal olympique et de fraternité sportive derrière les grandes manœuvres politico-commerciales auxquelles donnent lieu les Jeux olympiques modernes, sont parfaitement honorables.

En Union soviétique même, les ambitions de l'appareil totalitaire, les ongles policiers et les nouvelles persécution de dissidents ne sauraient faire oublier la bonne volonté de milliers d'organismes « à la base », pas plus que l'intérêt sincère éprouvé par l'homme de la rue pour le sport et les manifestations d'amitié.

Cela dit, les motivations des partisans du boycottage ne sauraient non plus être contestées, même chez M. Carter, dont l'intérêt électoral n'était nullement évident à cet égard en janvier. Au contraire, le choix ne s'appuie en cette matière que sur la conviction intime et la réaction « instinctive ». Le boycottage, dit-il, ne pouvait être un véritable moyen de pression sur l'U.R.S.S., dans la mesure même où il sera totalement sans effet à la fin de la manifestation dans quelques jours. A la différence des instruments de la Realpolitik, qui visent à un résultat, il se veut seulement une condamnation morale. Plus simplement encore, il traduit la gêne légitimement éprouvée à honorer de sa présence à une grande fête une puissance qui réprime les droits de l'homme et, en ce moment même, écrase le peuple afghan. Et si le coup porte, c'est précisément parce que les dirigeants communistes, en quête perpétuelle de légitimité, voulaient trouver dans cette fête une honorabilité nouvelle.

Sans doute, de Montréal à Munich, en passant par le Mondial argentin, les grandes manifestations sportives ont presque toutes donné lieu à contestation et à manipulations politiques. Mais l'U.R.S.S. est une grande puissance, d'autant plus exposée à la critique qu'elle domine et inquiète la plupart de ses voisins. La comparaison s'impose d'ailleurs avec les Jeux de Berlin en 1936, car Adolf Hitler, s'il ne s'était encore livré à aucune agression hors de ses frontières, avait déjà publiquement manifesté son mépris des droits de l'homme.

A Paris, le gouvernement de Front populaire d'alors s'était résigné dans l'embarras à la participation, s'écarter ainsi du parti communiste, farouchement partisan du boycottage. Aujourd'hui, ses conditions ont changé, mais l'embarras aura été le même d'un bout à l'autre.

« Il est presque impossible d'éviter l'ingérence de la politique dans le sport »

nous déclare le nouveau président du C.I.O.

De nos envoyés spéciaux

Moscou. — M. Juan Antonio Samaranch, ambassadeur d'Espagne à Moscou, qui a été élu le 16 juillet président du Comité international olympique (C.I.O.), ne prendra officiellement ses fonctions que le 3 août, à la fin des Jeux de Moscou. Il a l'intention de s'installer en Suisse et d'être un « président à plein temps ». Il reste très réservé sur ses projets en attendant de succéder à Lord Killanin, et très prudent sur le bilan de la crise que le mouvement olympique traverse. Quelques heures avant la cérémonie d'ouverture, pour laquelle les Soviétiques ont préparé un programme grandiose, M. Samaranch a confié au Monde ses soucis et ses espoirs.

« On ne peut pas dire que les Jeux de Moscou soient de grands Jeux sur le plan sportif, mais ce sont des Jeux assez importants ».

et l'appréciation que l'on pourra porter dépendra, notamment dans les deux grands sports qui sont la natation et l'athlétisme, des records du monde qui pourront y être battus, déclare-t-il. Le mouvement olympique s'en sort ni bien ni mal. Le C.I.O. attendait, avant la campagne de boycottage, 110 à 115 délégations. Il n'y en aura que 80, dont quelques pays avec des délégations réduites. Lord Killanin a estimé que M. Carter avait été mal conseillé en lançant sa campagne de boycottage. M. Samaranch, qui déclare avoir beaucoup de respect pour Lord Killanin, préfère ne pas parler de ce problème tant qu'il n'exerce pas ses fonctions de président.

ALAIN GIRAUDO
et DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 9.)

Les sidérurgistes européens vont procéder à une réduction de leur production d'acier

La sidérurgie européenne vit des temps difficiles. Le net fléchissement des exportations vers les États-Unis et le ralentissement sensible de l'industrie automobile du Vieux Continent entraînent une baisse des commandes qui pourrait déboucher sur une « guerre des prix » dommageable à toutes les entreprises.

Pour prévenir une telle évolution, M. Davignon, commissaire européen chargé des questions industrielles, a proposé aux groupes sidérurgiques un renforcement du plan anti-crise mis au point en 1977, renforcement qui passerait par une réduction volontaire de la production d'acier. Les industriels ont accepté. Le nouveau dispositif pourrait entrer en vigueur à la fin du mois en dépit des réticences italiennes.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les sidérurgistes européens acceptent de s'engager à réduire leur production d'acier brut comme la leur demande la Commission européenne. C'est ce qui ressort de l'entrevue qu'ils ont eue jeudi 17 juillet avec M. Davignon, le commissaire chargé des affaires industrielles.

« Un consensus s'est dégagé entre tous les participants pour faire face (...) avec détermination et solidarité aux difficultés accrues créées pour le secteur par la dévalorisation économique actuelle », lit-on dans le communiqué publié par la Commission.

Pour empêcher que la chute brutale des commandes que l'on prévoit pour le deuxième semestre 1980 n'entraîne une dégringolade des prix, M. Davignon a proposé aux industriels de prendre les devants et de décider dès maintenant une réduction de la production d'acier brut par rapport à cette période de référence. On parle dans les couloirs à Bruxelles d'une réduction d'au moins 10 % par rapport au deuxième semestre 1979.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 14.)

UN ANNIVERSAIRE CÉLÉBRÉ EN PRÉSENCE DE M. FIDEL CASTRO

L'An I de la révolution sandiniste

Le Nicaragua célèbre, ce samedi 19 juillet, le premier anniversaire de la chute de la dictature Somoza. Plusieurs hommes d'État étrangers, notamment M. Fidel Castro, assistent aux cérémonies qui commémorent la victoire de la révolution sandiniste.

Peu après son arrivée, le président cubain s'est entretenu avec l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, qui dirige la délégation américaine, et le secrétaire d'État adjoint pour les

affaires interaméricaines, M. Bowdler. A l'occasion de cet anniversaire, les autorités organisent un défilé militaire destiné à montrer, dans cette région troublée, la puissance de leur jeu révolutionnaire.

Francisco Pizani, qui vient de prendre ses fonctions de correspondant du « Monde » au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, nous adresse du Nicaragua son premier article.

De notre envoyé spécial
FRANCIS PISANI

Managua. — La présence de M. Fidel Castro aux cérémonies du premier anniversaire de la révolution sandiniste semble

considérée comme « normale » par la plupart des Nicaraguayens. Elle était attendue. « Il est ici chez lui », commentent avec dépit ceux que l'évolution du pays depuis un an inquiète le plus. Ils voient dans cette visite la preuve du bien-fondé de leurs pires craintes. Pour les révolutionnaires la venue du « grand frère » est un peu plus que normale : elle est légitime. Que ce soit au titre des liens vieux de plusieurs années ou au nom de l'aide cubaine à la révolution sandiniste, M. Moises Hassan, membre de la junte, a insisté, lors d'une conférence de presse donnée jeudi, sur le fait que Cuba est de loin le pays qui avait le plus aidé le Nicaragua « en proportion de ses richesses ».

La junte de gouvernement avait pris soin, conformément à sa politique « ouverte », de convier MM. Carter, Lopez Portillo et les présidents démocrates-chrétiens

A AIX-EN-PROVENCE

L'héritage de Bernard Lefort

Les projecteurs de l'actualité sont fixés sur l'opéra d'Aix-en-Provence, où le délicieux « Così fan tutte » réalisé par Jean Mercurio entrera en lice à son tour, mercredi prochain 23 juillet, au Théâtre de l'Archevêché. Mais cela ne doit pas éclipser les récitals de chant et les beaux concerts de la cathédrale Saint-Sauveur, qui ont mis particulièrement en valeur le chœur de l'université d'Uppsala dans les « Requiem » de Mozart et de Fauré, ainsi que la « Messe en si mineur » de Bach.

Le chœur suédois, dont les robes des dames, bleues, brunes, roses ou grises, s'accrochent au dessin irisé d'oiseau-lyre, a donné le plus exquis des concerts « a cappella » avec des œuvres apparemment austères de Pizzetti, Lidholm, Frank Martin, Poulenc, Schoenberg, mais si délicatement mises en scène et si merveilleusement chantées, surtout que l'on se livre au plaisir de découvrir tant de musiques inconnues.

Rares sont les voix de choristes aussi légères, ductiles, au timbre ravissant, qui s'harmonisent comme un rayon de lumière dans une diction impeccable, avec un phrasé qui exprime toute la densité musicale du texte.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 10.)

des femmes du MLF éditent...

Mujeres de Nicaragua

Paz Espejo

femmes en luttant de tous les pays

Des femmes pour chacune

ce livre est en vente dans toutes les librairies.

AU JOUR LE JOUR

AU MOINS UNE

Vous êtes au courant, non ? Ils l'ont annoncé à la télévision : l'essence moins chère à partir d'aujourd'hui. En Belgique. Eh oui ! Voilà au moins une histoire belge qui ne fera rigoler personne en France !

BERNARD CHAPUIS.

TOUS LES PRIX S'ENVOIENT

PARIS-ZURICH-PARIS
EST AU PLUS BAS DES PRIX

AIR FRANCE / SWISS

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

LE COUP D'ÉTAT EN BOLIVIE

Le nouveau président affirme que « les aventures électorales sont terminées »

Le général de brigade Luis García Meza, commandant de l'armée de terre, a été nommé nouveau président de la République bolivienne, lors d'une cérémonie qui a eu lieu dans une caserne de La Paz le vendredi 18 juillet, au lendemain du coup d'État perpétré par les forces armées. Il gouvernera au nom de la junte des commandants en chef des trois armées, dont il fait partie, en compagnie du général Waldo Bernal (aviation) et du contre-amiral Oscar Terrazas. La cérémonie a eu lieu à la caserne de Miraflores, à La Paz, où le général García Meza, commandant des forces armées, ce qui indique que les militaires sont unis dans la conduite de cette nouvelle phase de la vie publique bolivienne.

Le pays demeurait, ce samedi matin, coupé du reste du monde : aéroport fermé, télé et télécommunications coupées, frontières contrôlées. La vérification de certaines informations se trouvait ainsi malaisée.

Il semble, néanmoins, que les forces armées aient le contrôle de la situation sur la plus grande partie du pays. Dans le centre de la capitale, où l'université a été fermée, où les patrouilles sont nombreuses et où des postes de contrôle ont été établis aux principaux points stratégiques, aucune

activité de résistance n'était perceptible. Des actions sporadiques d'hostilité aux nouvelles autorités auraient cependant eu lieu dans le quartier ouvrier d'Alto La Paz. Des coups de feu isolés mais fréquents sont entendus la nuit. Les rues sont désertes, tant en raison des mises en garde répétées de la radio pro-gouvernementale à la population qu'en raison de l'ordre de grève générale lancé par la centrale ouvrière bolivienne. Pour tenter de cacher la portée du mouvement de cessation volontaire du travail, les forces armées ont décrété le 18 juillet jour férié.

En province, la région où la situation est la plus tendue est la zone minière située à 300 km au sud de La Paz. L'appel d'une radio des mineurs, qui émettait toujours vendredi, des milliers de civil en armes ont élevé des barricades sur les routes et bloqué des camions. Des véhicules blindés feraient route vers les agglomérations minières de Siglo-Veinte et Huanuni.

Tout confirme, à La Paz, que le général García Meza entend maintenir profondément le nouvel équilibre politique qui était établi en Bolivie à la faveur du processus de démocratisation de ces deux dernières années. Les élections du 29 juin ont été annulées comme étant « frauduleuses ». Le nouveau président a

dénoncé le gouvernement de la présidence déchu, Mme Gueiler, pour sa mauvaise gestion économique et pour avoir permis l'élection « du communisme du cas- brième et de l'anarchie » en Bolivie. « L'heure de la tromperie, des manœuvres politiques, est terminée. Les aventures électorales sont terminées. C'est l'avènement d'un gouvernement de reconstruction nationale », ont déclaré les nouvelles autorités. Les syndicats sont interdits jusqu'à la publication d'une loi qui réglementera strictement leurs activités, ainsi que celles des partis politiques.

Plusieurs centaines d'arrestations auraient été opérées dans le pays. Dans la capitale on était toujours dans l'incertitude sur le sort de Mme Gueiler, arrêtée en compagnie de dix-sept de ses collaborateurs au palais Quemados, ainsi que des leaders syndicaux et politiques de premier plan détenus depuis le 17 juillet, après une perquisition au siège de la centrale ouvrière. Des rumeurs circulaient selon lesquelles le leader du parti socialiste, M. Quiroga, blessé lors de son arrestation, serait décédé. M. Simon Reyes, numéro deux du parti central, avait été tué la veille et M. Juan Lechin, son président, blessé.

Un strict couvre-feu est établi dans la capitale, et tout le pays a été déclaré « zone militaire ».

LA MAIN DE L'ÉTRANGER ?

Comme de coutume dans ce petit pays soumis aux influences de voisins puissants, en raison notamment du fait qu'il est isolé, une question se pose : l'étranger a-t-il joué un rôle dans ce nouveau coup d'État ?

Le Brésil a aussitôt démenti toute participation. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a simplement précisé que, conformément à la doctrine de Brasília, la reconnaissance de nouveaux régimes interviendra lorsque les autorités militaires aient fait la preuve qu'elles assurent le contrôle politique et territorial du pays.

À propos de l'Argentine, le vice-président de la Bolivie, M. Jaime Paz, a accusé Buenos-Aires d'avoir versé plusieurs millions de dollars aux militaires de La Paz. De l'hôpital de Washington, où il se remet d'un accident d'avion survenu peu avant les élections du 29 juin, et au cours duquel plusieurs personnes politiques du centre gauche ont péri, M. Paz a soutenu ce qu'il a dénommé les « cotitacidantes » à l'appel de sa thèse :

« L'importance numérique de la mission militaire argentine en Bolivie »

« Sa collaboration étroite avec les services secrets militaires boliviens »

« La similitude entre les méthodes des militaires des deux pays et des secteurs civils paramilitaires boliviens pendant le coup d'État et celles de leurs équivalents argentins. »

Une large réprobation

Le nouveau coup d'État militaire en Bolivie a été largement condamné, à l'intérieur et hors du pays.

Mgr Jorge Manrique, archevêque de La Paz, a dénoncé la « tentative de répression de la volonté populaire de démocratie ». L'ancien président Walter Guevara, de son côté, a demandé à tous les pays démocratiques de soutenir « la lutte du peuple bolivien pour la défense de la démocratie ».

À Washington, le département d'État a rappelé en consultation son ambassadeur en Bolivie, M. Marvin Weissman. Cette mesure, qui n'équivaut pas à une rupture des relations diplomatiques, traduit cependant

« une extrême désapprobation » du coup d'État contre le gouvernement de Mme Lidia Gueiler, a précisé le département d'État. Le porte-parole a indiqué que le gouvernement américain n'avait reçu aucun message des militaires au pouvoir et n'avait pas cherché à rentrer en contact avec la junte en attendant qu'il y ait des éclaircissements. Les États-Unis sont en « consultation étroite » sur la situation bolivienne avec les autres pays andins, ainsi qu'avec l'Organisation des États américains.

Dans l'ensemble des pays andins (Venezuela, Colombie, Pérou et Equ-

teur), les protestations sont nombreuses.

À Bogota, en particulier, le président Turbay Ayala a exprimé sa « profonde préoccupation » devant la situation créée par le coup d'État.

D'autre part, la Confédération latino-américaine des travailleurs (CLAT), dont le siège est à Bogota, a appelé ses huit millions et demi de sympathisants dans toute l'Amérique latine à une grève le 27 juillet.

L'Équateur a suspendu ses relations diplomatiques avec La Paz.

En Europe, le gouvernement espagnol a condamné le coup d'État du 17 juillet.

En outre, à Quito, M. Olivier Stin, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a déclaré : « Le gouvernement français a en maintes occasions manifesté son appui à l'évolution démocratique des pays du pacte andin. Il exprime le vœu que les événements de Bolivie, sur lesquels il attend des informations directes, ne viennent pas compromettre cette évolution. »

Après la C.F.D.T., la C.G.T. et le P.S. ont protesté contre l'intervention des forces armées dans la vie publique bolivienne.

Nicaragua

L'An I de la révolution sandiniste

(Suite de la première page.)

Mais leurs positions politiques sont très différentes. Les Nicaraguayens peuvent en fait saluer les représentants de presque toutes les conceptions du socialisme. À côté des chefs d'État précédemment cités prennent place, en effet, les anciens présidents du Venezuela et du Costa-Rica, MM. Carlos Andrés Pérez et José Figueres, ainsi que des représentants de l'Internationale socialiste : le Dominicain M. Pena Gomez et l'Espagnol M. Felipe Gonzalez. Le C.E.E. est représenté par M. Claude Cheysson, et les États-Unis par leur ambassadeur aux Nations unies, dont on se plaît à rappeler qu'il a rang de membre du cabinet.

La Presse, le journal qui prend le plus ses distances à l'égard du Front sandiniste de libération nationale, a rappelé que la visite de M. Fidel Castro au Chili de l'Unité populaire à la fin de l'année 1971, avait créé des difficultés politiques au gouvernement de Salvador Allende. Certains observateurs voient dans la venue du président cubain une erreur politique susceptible d'avoir des conséquences néfastes pour la révolution sandiniste, notamment dans ses relations avec les États-Unis et d'autres pays du continent. Il est sans doute trop tôt pour être aussi affirmatif. Mais cette visite prend tout son sens quand on réfléchit à la lumière des très graves tensions qui font de l'Amérique centrale une des régions fragiles du globe.

La journée du 19 juillet est marquée par un défilé militaire, que l'on a vu impressionnant et surprenant pour une révolution qui a triomphé voici à peine douze mois. Il s'agit manifestement d'un événement « à la cannoise », alors que la situation au Salvador se détériore au point qu'elle pourrait justifier bientôt une intervention militaire étrangère.

La prééminence de cette jeune armée populaire, ébranlée par des milices qui comptent déjà plu-

sieurs dizaines de milliers d'hommes, et la présence de M. Fidel Castro semblent destinées à montrer que le Nicaragua sera bien défendu.

Quant à la ligne politique de la révolution, il est clair pour tout le monde qu'elle sera socialiste. À terme, « toutes les forces politiques de ce pays s'entendent », nous a déclaré un membre important du F.S.L.N. « Certains a-t-il poursuivi, pensent à un socialisme formel, d'autres à un socialisme authentique et solidaire, nous, au milieu de ces différentes forces, nous nous faisons les avocats d'un socialisme sandiniste. »

Le concept est encore vague. Pour le moment, la direction nationale du Front insiste sur le caractère populaire et anti-impérialiste de la révolution. Elle dit à qui veut l'entendre qu'elle est favorable au pluralisme et au respect de la propriété privée « dans des limites que les événements politiques et économiques détermineront ». En tout état de cause, la petite propriété devrait être préservée.

Une image de l'originalité sandiniste vient d'être donnée à la radio, où deux commandants de la révolution ont répondu en direct aux questions que leur posaient les auditeurs par téléphone.

Francis PISANI.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Voici la composition du nouveau cabinet bolivien qui a été nommé le vendredi 18 juillet et dont tous les membres sont des militaires.

Président du conseil : général Luis García Meza ;

Ministre des affaires étrangères : général Javier Cerroto Calderon de la Barca ; défense : général Reyes ; intérieur et justice : colonel Luis Arce Gomez ; finances : général José Sánchez Calderon ; industrie, commerce et tourisme : colonel Mario Guzman ; éducation et culture : colonel Artur Coss ; communications, transport et aviation civile : colonel René Guzman ; travail et affaires syndicales : général Augusto Calderon ; sécurité sociale et santé publique : capitaine de frégate Avelino Rivas ; agriculture : colonel Julio Molina ; logement et urbanisme : général Arturo Liensaga ; mines et métallurgie : colonel Carlos Morales Naves del Prado ; énergie et hydrocarburants : capitaine de frégate Libertad Sosa ; ministre secrétaire à la presse et à l'information : M. Fernando Palacios ; secrétaire à l'intégration : capitaine de frégate F. Martinez.

PROCHE-ORIENT

M. SADAT NE SE RENDRA EN ISRAËL QUE LORSQUE M. BEGIN SE SERA « CALMÉ »

Tel-Aviv (Reuter). — Le président Sadat a déclaré, dans une interview publiée le vendredi 18 juillet par le journal israélien *Yediot Aharonot*, qu'il n'envisageait d'entreprendre une visite en Israël que lorsque M. Begin se sera « calmé ». « Il est absurde de prévoir une nouvelle rencontre au sommet tant que M. Begin se trouve dans des dispositions aussi vives », a indiqué le chef de l'État égyptien à propos des récentes déclarations du président du conseil israélien, selon qui Israël n'est pas responsable de l'impasse où ont abouti les pourparlers sur l'autonomie palestinienne.

Le chef du gouvernement israélien avait déclaré au début de la semaine que, pour parvenir à un accord sur la question de l'autonomie, les délégués égyptiens devaient s'abstenir de toute proposition contraire aux accords de Camp David, menaçant la sécurité et l'avenir de l'État hébreu ou visant à « modifier » Jérusalem.

Iran

LES PÉRÉGRINATIONS D'UNE JUIVE D'ISRAËL. Mme Ruth Blau a intercedé auprès de l'imam Khomeiny en faveur de juifs jugés par les tribunaux islamiques

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que depuis la révolution l'Iran se déclare en guerre avec Israël, alors que des Israéliens, juifs ou non, ont été emprisonnés ou exécutés comme « agents du sionisme », une Israélienne se rend en Iran, à plusieurs reprises, à Téhéran au cours des derniers mois. En toute impunité, elle affirme, même avoir rencontré et obtenu la libération de plusieurs prisonniers juifs détenus avec nombre de dirigeants iraniens.

Israélienne ? Oui, car Mme Ruth Blau vit à Jérusalem. Mais elle cache cette identité et est l'un des secrets de ses voyages. Sur la porte de sa maison, cette inscription vaut toute explication : « Je suis juive et sioniste ». Mme Blau (1) est la veuve du rabbin Abraham Blau, chef spirituel de la secte des Netouret Kartas, les Gardiens de la cité, juifs religieux, mais orthodoxes, qui se sont singularisés en s'opposant à la création de l'État d'Israël. Ils ne cessent, depuis, d'en combattre les institutions, d'en dénoncer les tentatives de sécession de l'indépendance du peuple juif et de se faire l'œuvre du Messie. Les Gardiens de la cité poussent leur défi contre « l'État sioniste » jusqu'à l'interdiction du dialogue avec les organisations palestiniennes, ce qui leur vaut parfois quelques ennemis avec les services secrets israéliens.

Convalscence que le sionisme est responsable de la méconnaissance entre juifs et musulmans, Mme Blau décide, lorsque éclate la révolution en Iran, de solliciter un entretien avec l'imam Khomeiny, encore à Neauphle-le-Château. Elle veut s'assurer que la communauté juive iranienne n'aura rien à craindre d'un changement de régime. Aujourd'hui, elle relate ainsi cette rencontre dont on a contesté la réalité en Israël, les aventures de Mme Blau y étant souvent mises en doute : « Me parlant avec une certaine chaleur — pour autant qu'il en soit capable, — l'imam m'a dit que les juifs jouiraient des mêmes droits que tous les Iraniens et qu'il serait protégés au même titre que les autres minorités religieuses. »

On a plus tard, déçu d'appréhender que ses promesses n'ont pas été respectées, Mme Blau met à profit les relations qu'elle a nouées en France dans l'entourage de l'imam pour tenter d'intercéder en faveur de juifs poursuivis devant les tribunaux islamiques. Un Israélien, un belge et un français dont elle dispose, elle se rend à Téhéran en février, puis en avril, puis en mai, essayant notamment d'obtenir la révision du procès d'Albert Danielpour, homme d'affaires juif accusé, entre autres, d'espionnage au profit d'Israël. Ses tentatives demeurent vaines, de

même qu'une démarche du chancelier autrichien Bruno Kreisky, le 5 juin, Albert Danielpour est exécuté.

Mme Blau retourne une fois encore à Téhéran, fin juin. « J'ai voulu savoir ce qui s'était passé », dit-elle. En fait, c'est l'anarchie. Toute hiérarchie est cour-circuitée. Les chefs religieux sans valeur et irresponsables ont pris le pouvoir. C'est terrible. Elle défend toutefois le président Bani Sadr et l'imam Khomeiny, en déclarant : « C'est l'imbécillité de Carter, qui se maladresse, a sapé l'autorité que possédait le président Bani Sadr. En fait, c'est l'anarchie. Toute hiérarchie est cour-circuitée. Les chefs religieux sans valeur et irresponsables ont pris le pouvoir. C'est terrible. » Elle défend toutefois le président Bani Sadr et l'imam Khomeiny, en déclarant : « C'est l'imbécillité de Carter, qui se maladresse, a sapé l'autorité que possédait le président Bani Sadr. En fait, c'est l'anarchie. Toute hiérarchie est cour-circuitée. Les chefs religieux sans valeur et irresponsables ont pris le pouvoir. C'est terrible. »

Dans ses pérégrinations, Mme Blau a bénéficié du soutien des représentants de l'O.I.P. à Téhéran, installés dans les locaux de l'ancienne députation iranienne, qui était une véritable ambassade sous le règne du chah. « Ces Palestiniens m'ont accordé tout leur soutien », confie Mme Blau. Elle ajoute que les « gens très bien », très religieux, lui ont fait « une interruption pour leur prière ». N'ignorant pas le caractère provocateur de ses propos pour des Iraniens, Mme Blau ajoute : « Malgré tout, les Israéliens et les Palestiniens m'ont prouvé, d'être en état de besoin, que juifs et musulmans peuvent vivre ensemble. » En dépit de ses critiques, elle ne cache pas son admiration pour la manifestation de « foi » du peuple iranien. « Quel événement ! Pour la première fois, une nation tout entière s'est levée en proclamation « Allah ou akbar » (Dieu est le plus grand). Une manifestation pour cette intégrité de signifier son mépris envers les juifs laïcs et sacrilèges d'Israël. Mme Blau ne trahit pas, à ce point qu'à Jérusalem elle refuse de se servir de billets de banque israéliens à l'effigie des chefs historiques du sionisme, David ben Gourion ou Théodore Herzl.

FRANCIS CORNU.

(1) Elle est l'auteur d'un livre, *Les Gardiens de la cité*, paru chez Flammarion (Le Monde du 30 mars 1979).

● Sami Abdel Rahman, ancien secrétaire général du parti démocratique kurde d'Irak, a été arrêté à Téhéran. M. Abdel Rahman a été, de 1970 à 1974, ministre irakien pour les affaires du Nord. En 1976, sous la révolution kurde dirigée par Mustapha Barzani, il prit position contre le gouvernement de Bagdad et fut également un adversaire farouche du régime du chah d'Irak. — (A.F.P.)

URUGUAY ÉVITER UN MASSACRE

Les familles des prisonniers politiques en Uruguay — ce pays devenu symbole de la terreur institutionnelle — s'exposent aux plus grands risques pour crimes d'État et pour la certitude d'un massacre imminent.

En novembre 1979, les organismes de solidarité avec l'Uruguay avaient dénoncé la mise en place du plan ATTICA qui visait à exterminer un certain nombre de prisonniers politiques.

Par la torture, et une tension psychologique chaque jour aggravée, les militaires cherchent à provoquer les prisonniers dont la réaction donnerait prétexte à un massacre. Ce plan criminel avait été momentanément interrompu par la visite de la Croix-Rouge internationale, en février, mars, avril 1980. Mais c'est avec le plus grand cynisme que les militaires, de la déport des délégués du C.I.G.R., ont poursuivi leur entreprise meurtrière.

Les simulations d'exécution collective avec et sans pendant les réceptions et les visites, les menaces de mort permanentes qui ont déjà conduit quatre prisonniers à des tentatives de suicide, l'utilisation de provocateurs armés, le retrait du pénitencier de plusieurs détenus pour de nouvelles séances de torture, les inévitables sanctions arbitraires ont actuellement créé une tension arrivant à son paroxysme.

Les responsables directs sont les officiers en poste à la prison de Libertad : MAURINO, GONZALEZ, MARTINEZ, SOGA, SANCHEZ et, bien entendu, le haut commandement des Forces armées uruguayennes.

C'est à notre responsabilité et à notre conscience que les familles et amis des prisonniers politiques sont appelés devant le péril auquel sont exposés leurs proches.

Envoyer un télégramme, une lettre, téléphoner à l'ambassade d'Uruguay, diffuser ces informations, être une chance donnée à ces prisonniers de ne pas périr comme eux des camps de concentration nazis.

Adresses-vous à : Teniente General Luis QUEIROLO, avenue Garibaldi 2512, MONTEVIDEO (URUGUAY).

et à : Ambassade d'Uruguay, 147, avenue Malakoff, 75016 PARIS. Tél. : 500-01-50. Association de Parents des Disparus en Uruguay (APDUE). Collectif Uruguay de France-Amérique latine. Collectif pour la Défense de Sami Barzani (C.D.S.B.). Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Uruguay (C.D.P.P.U.), 67, rue du Théâtre, 75015 PARIS.

UN AN APRÈS SA CHUTE

M. Somoza vit isolé au Paraguay

Asunción (A.P.). — Un an après avoir été chassé de son pays par les guérilleros sandinistes, M. Anastasio Somoza vit isolé au Paraguay. Il surveille ses affaires de loin, effaçant de nouveaux investissements et rêve de retourner au Nicaragua.

Il s'inquiète aussi d'une éventuelle extradition, et évite de faire quoi que ce soit qui puisse embarrasser son hôte, le président Alfredo Stroessner.

Il accuse le communisme, le président Carter et l'ancien président du Venezuela, M. Carlos Andrés Pérez, d'avoir contribué à sa chute, mais il se défend d'être amer. Si les choses étaient à refaire, dit-il, il confierait plutôt le pouvoir à un gouvernement provisoire pour éviter des effusions de sang. Selon les estimations de la Croix-Rouge du Nicaragua, cinquante mille personnes sont mortes pendant l'année des combats qui se sont

terminés peu de temps après le départ de M. Somoza, le 17 juillet 1979.

L'ancien président est convaincu que l'aile gauche des sandinistes a eu tort d'imposer le socialisme si rapidement, et qu'une révolte populaire est inévitable. Il n'exécute pas son retour au pouvoir.

Protégé par de hauts murs, la maison où est installé M. Somoza est agréablement d'une piscine. Deux Mercedes et un grand break Ford sont garés à l'entrée. Devant les grilles, des officiers de la sécurité du Paraguay en civil montent la garde, et un soldat armé d'une mitraillette patrouille aux alentours de la propriété.

Selon M. Somoza, on compte trente-sept mille réfugiés nicaraguayens dispersés en Amérique latine. Lui-même recouvre chaque jour de dix à quinze lettres et de nombreux appels à l'aide.

AMÉRIQUES

Brésil

Les attentats contre les personnalités de gauche se multiplient

Sao-Paulo (A.F.P.). — Une vague d'attentats politiques, la première d'une telle ampleur depuis l'accession au pouvoir du général João Figueiredo il y a près d'un an et demi, affecte le Brésil depuis quelques semaines. Elle a pris, par certains aspects, l'allure d'un défi au projet d'ouverture politique que le chef de l'Etat affirme vouloir mener à bien.

Apparemment commis par des éléments d'extrême droite, ces attentats qui n'ont pas été revendiqués, ont jusqu'à présent eu pour cible des députés d'opposition, des avocats spécialisés dans la défense de prisonniers politiques, des locaux du Parti des travailleurs (P.T.), enfin des librairies et des kiosques à journaux, qui avaient auparavant reçu des menaces leur enjoignant de cesser de distribuer certaines publications de gauche.

Ces attentats n'ont fait pour l'instant d'une seule victime, l'avocat Dalmiro Dallari, ancien président de la commission Justice et Paix liée à l'archiduchesse de Sao-Paulo II a été enlevé, puis blessé à coups de couteau par quatre inconnus la veille de la visite du pape Jean-Paul II à Sao-Paulo au début de ce mois. Il devait faire office de lecteur pendant la messe pontificale.

Quelques jours plus tard, à Sao-Paulo, les bureaux de député du P.T. et Luis Eduardo Greenhalg, responsable du comité brésilien d'Amnesty, ont été attaqués. Ces attentats sont spécialisés dans la défense de prisonniers politiques arrêtés et torturés pendant la dictature militaire et ré-

comment relâchés. Ils assistent également les dirigeants syndicaux métallurgistes de la ceinture industrielle de Sao-Paulo, parmi lesquels M. Luis Inacio Da Silva, dit « Lula », président du P.T. poursuivi par la justice militaire pour incitation à une grève illégale en avril dernier. D'autres personnalités actives dans la défense des droits de l'homme, notamment le président de la commission Justice et Paix, l'avocat José Carlos Dias, ont reçu des derniers jours des menaces anonymes ou ont été pris en filature dans la rue.

La série d'attentats de Sao-Paulo n'a apparemment aucun lien direct avec les attaques contre les kiosques à journaux dans le reste du pays. Elle serait l'œuvre de certains éléments du service d'actions secrètes, tel le commandement de la deuxième armée, établi à Sao-Paulo et dirigé par le général Milton Tavares, un anticommuniste farouche et l'un des « faucons » du régime. Telle est du moins l'hypothèse avancée par M. Ailton Soares, par plusieurs de ses confrères et par des journalistes. Ces éléments appartenant au Département d'ordre interne et au Centre d'opération de défense interne (D.O.I.-C.O.D.I.) de l'armée, très actifs sous la dictature militaire, sont aussi soupçonnés d'avoir directement participé, il y a trois mois, aux arrestations sans mandat de dirigeants syndicaux et de militants catholiques, parmi lesquels Lula et Dalmiro Dallari. Le ministre de la Justice, M. Ibrahim Abi Ackel, a affirmé récemment que le gouvernement ne faisait « ni un pas d'honneur » à retrouver les coupables de l'attaque contre M. Dallari. Cependant, la police politique de Sao-Paulo (D.O.P.S.), chargée de l'enquête, a déclaré qu'elle avait pu identifier les auteurs qui suivent l'affaire, ont affirmé que pour mener leur tâche à bien ils devraient avoir accès au fichier du personnel du D.O.I.-C.O.D.I.

El Salvador

● L'ambassade du Costa-Rica à San-Salvador, où se sont réfugiés plus de deux cents personnes, dont de nombreux enfants, n'est plus considérée comme une entité diplomatique, ont annoncé les autorités de San-José. Cette décision a été prise, a annoncé un émissaire du gouvernement costaricien, à l'issue d'un ultimatum intimant aux occupants d'avoir à quitter les lieux avant le vendredi 18 juillet, en fin d'après-midi, afin de se réfugier au Costa-Rica. Trois avions de ce pays se tenaient prêts à les y conduire. Les paysans avaient répondu qu'ils ne prendraient aucune décision avant d'avoir consulté les Ligues populaires du 28 février (L.F. 28), organisation d'extrême gauche qui est à l'origine de l'occupation. L'émis-saire costaricien a indiqué que le sort des deux cents personnes de l'ambassade se trouve désormais entre les mains de la Croix-Rouge internationale et de l'archevêché de San-Salvador. — (A.F.P.)

● Seize personnes ont trouvé la mort le jeudi 17 juillet à Comara, dans la banlieue de San-Salvador, lors d'une fusillade opposant les forces de sécurité à des guérilleros. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants pris sous le feu croisé des combattants. D'autre part, une bombe a endommagé la façade de l'ambassade du Nicaragua à San-Salvador, sans faire de victimes. — (Reuters)

Etats-Unis

Arguant d'une discrimination à l'égard des femmes

Un tribunal fédéral s'oppose à la reprise de la conscription

De notre envoyé spécial

Washington. — Le tribunal fédéral de Philadelphie a rendu, vendredi 18 juillet, un arrêt surprenant. Si son application n'est pas suspendue par la Cour suprême, il rendrait illégal le recensement obligatoire des jeunes gens âgés de dix-huit à dix-neuf ans. Les trois juges fédéraux de Philadelphie, siégeant en « Cour constitutionnelle », MM. Joseph Lord, Max Rosen et Edward Cahn, ont estimé que le recensement des seuls jeunes hommes constituait une discrimination à l'égard des femmes.

Le gouvernement a immédiatement réagi en faisant appel devant la Cour suprême. L'excuse donnée à la Cour de permettre aux opérations de recensement d'avoir lieu comme prévu à partir de lundi dans trente-cinq mille bureaux de poste, en attendant une décision sur le fond.

L'arrêt de Philadelphie ne devrait pas avoir de conséquences pratiques. La mécanique du recensement, interrompue en 1973 par le président Nixon avec le retrait américain du Vietnam, est en marche depuis plusieurs semaines, et il semble difficile de l'arrêter.

En fait M. Carter, lorsqu'il avait demandé au Congrès, en février, les fonds nécessaires à l'opération, avait également suggéré le recensement des jeunes femmes. Mais le législateur, sous la pression des éléments conservateurs, ne l'a pas suivi dans cette voie. Aussi M. Weinberg, un avocat de Philadelphie qui avait déjà déposé une requête à ce sujet en 1971, repartait à l'assaut. Son argument peut se résumer ainsi : le Congrès ne peut pas, selon la Constitution, autoriser le recensement à des fins militaires des Noirs seulement ou des Blancs, ou de quelque groupe que ce soit. Pourquoi donc les femmes sont-elles exclues ? Les juges de Philadelphie ont le sentiment que leur décision choque la conscience moyenne américaine. Ils ont pris soin de préciser que leur intention n'était pas d'obtenir une représentation égale des hommes et des femmes dans les forces armées mais seulement de lutter contre l'exclusion totale — qui leur paraît inconstitutionnelle — des femmes du processus de recensement.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Afghanistan

PRÈS DE TROIS CENTS LYCÉENNES AURAIENT ÊTRE ARRÊTÉS

New-Delhi (A.P.). — Le gouvernement afghan a pris des mesures contre les lycéens qui ont été à l'avant-garde des récentes manifestations anti-soviétiques, en procédant à des arrestations quand elles se sont présentées aux examens annuels, selon des informations en provenance de Kaboul. Deux cent soixante-sept jeunes filles au moins, âgées de quinze à dix-neuf ans, ont été emprisonnées, après qu'elles eurent mis fin à un boycottage des cours qui durait depuis un mois pour se présenter à la session d'examen, du 10 au 15 juillet. On a appris d'une source qui, par le passé, s'est révélée digne de foi, quatre-vingt-cinq arrestations environ ont été opérées au lycée Soraya. En outre, quatre cents adolescentes ont été renvoyées de leur établissement.

Des tracts, distribués par des résistants à Kaboul, ont invité les élèves à reprendre leur boycottage, à la rentrée, mercredi prochain.

Selon ces mêmes informations, quarante mille Afghans sont sans abri à la suite de récentes opérations terrestres et aériennes menées par les Soviétiques contre des villages, aux alentours de la capitale.

● Le Mouvement le soutien à la résistance du peuple afghan (1) constitué à l'issue du rassemblement « Six heures pour l'Afghanistan » (le Monde des 24 mai et 8-9 juin) affirme que « seule la résistance du peuple afghan, qui se manifeste non seulement dans les montagnes et les campagnes mais aussi, et de plus en plus au cœur des villes, impose avec l'aide de la population internationale le départ de toutes les troupes soviétiques et l'indépendance de l'Afghanistan ». Il favorise la création de comités de résistance et de résistance alphabétique et de reporter à la fois la résistance et le soutien politique et matériel à cette résistance.

(1) C/o Jean Frey, 90, rue 1.400-Brossollet, 93120 Noisy-le-Sec. C.C.P. 11001-13 E, Paris.

● Le Comité de soutien des droits nationaux du peuple afghan (1) créé à Paris, le 20 juin 1980, dénonce l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques et suggère que « la résistance du peuple afghan, qui se manifeste non seulement dans les montagnes et les campagnes mais aussi, et de plus en plus au cœur des villes, impose avec l'aide de la population internationale le départ de toutes les troupes soviétiques et l'indépendance de l'Afghanistan ». Il favorise la création de comités de résistance et de résistance alphabétique et de reporter à la fois la résistance et le soutien politique et matériel à cette résistance.

(1) C/o Jean Frey, 90, rue 1.400-Brossollet, 93120 Noisy-le-Sec. C.C.P. 11001-13 E, Paris.

Chine

LE SUICIDE COMME MOYEN D'EXPRESSION

Pékin (A.F.P.). — Le suicide, jusqu'à présent réprimé par la morale communiste, est en passe de devenir un geste exemplaire lorsqu'il s'agit de dénoncer des « imperfections » reconnues par le régime chinois.

Pour la seconde fois en quelques jours, la presse chinoise a relaté, jeudi 17 juillet, deux cas de suicide.

Deux jeunes Chinoises se sont empoisonnées ensemble au début de l'année pour protester contre le comportement de leurs supérieurs, rapports le Zhongguo Qingnian Bao (journal de la jeunesse chinoise).

Ouvrières modèles dans une usine de Wuxi, en Chine orientale, la première s'est suicidée parce qu'elle était brimée après son refus d'épouser le fils de son chef d'équipe, la seconde parce qu'elle avait été prise en grippe par ce même chef d'équipe pour avoir dénoncé un contremaître arrivé en retard au travail.

Une autre jeune fille a été récemment citée en exemple par la presse officielle pour s'être suicidée parce qu'elle ne parvenait pas à faire éclater la vérité sur une affaire d'escroquerie. Elle a été admise au parti à titre posthume.

Les pays d'Indochine proposent l'établissement

d'une « zone démilitarisée » entre le Cambodge et la Thaïlande

Un plan, visant à mettre un terme à la tension à la frontière du Cambodge et de la Thaïlande, a été adopté par les ministres des affaires étrangères des trois pays d'Indochine (Cambodge, Laos, Vietnam), à l'issue d'une réunion à Vientiane, le vendredi 18 juillet. Il préconise notamment la création d'une « zone démilitarisée » à la frontière khméro-thaïlandaise, ainsi qu'une coopération entre Bangkok et Phnom-Penh et les organisations internationales d'aide « pour régler la question des réfugiés et alléger le fardeau qui pèse sur la Thaïlande ». Ce plan prévoit, d'autre part, que « les opérations de distribution de l'aide au peuple khmer doivent être effectuées sur la soi-disant zone démilitarisée » et demande, enfin, l'instauration d'un dialogue entre la Thaïlande et le Cambodge, soit directement au niveau gouvernemental, soit par l'intermédiaire d'organismes non gouvernementaux ou de pays tiers.

Les auteurs de ce plan déclarent que les camps de réfugiés « doivent être implantés loin de la frontière pour éviter les incidents ». « Suivant les lois internationales sur la neutralité », ajoutent-ils, les Khmers armés — qui se sont les débris de Pol Pot (Khmers rouges) ou les autres groupes réactionnaires, — réfugiés en Thaïlande, doivent être désarmés, rassemblés dans des camps isolés.

Le texte tripartite affirme encore que le régime de Phnom-Penh est prêt « à discuter avec les organisations humanitaires, afin que l'aide au Cambodge soit assurée de la manière la plus efficace possible sur la base du respect de l'indépendance et de la souveraineté du pays ».

Les trois ministres ont, d'autre part, condamné « sévèrement les milieux officiels réactionnaires de Pékin » qui intensifient « les activités antiviétnamiennes », ainsi que la « fermeture unilatérale » par Bangkok de la frontière entre la Thaïlande et le Laos.

A Hanoi, la presse a accordé ces derniers jours une large place au vingt-cinquième anniversaire de la signature de l'accord de coopération

entre le Vietnam et l'U.R.S.S., mais un certain nombre de signes laissent penser que les relations entre les deux pays ne sont pas au « beau fixe ». Les visites récentes des principales personnalités vietnamiennes à Moscou pourraient s'expliquer davantage par l'existence de problèmes à résoudre que par la volonté d'entretenir des relations cordiales entre « pays frères ». La somme : soviéto-vietnamienne n'avait pas été annoncée à l'avance, la presse de Moscou avait simplement indiqué que M. La Duan, le secrétaire général du P.C.V., « prendrait des vacances en U.R.S.S. », alors que, selon l'agence officielle d'Hanoi, il y effectuait une visite officielle.

Selon les observateurs diplomatiques à Hanoi, l'aide alimentaire soviétique s'est élevée, en 1979, à 1,5 million de tonnes et il n'est pas certain qu'elle soit intégralement reconduite cette année alors que le Vietnam doit faire face à un grave problème de « soudure » entre deux récoltes. Selon les mêmes sources, l'U.R.S.S. aurait également réduit de moitié, en 1980, ses livraisons d'engrais (800 000 tonnes dernières).

Enfin, si la marine soviétique bénéficie de facilités dans la rade de Cam-Ranh, il ne serait pas question qu'Hanoi l'autorise à y installer une base. — (A.F.P.)

Bangkok et les organisations internationales semblent toujours en désaccord sur les conditions de distribution de l'aide aux Cambodgiens

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

En effet, c'est le maintien forcé de dizaines de milliers de civils le long de la frontière, plutôt que dans des camps protégés à l'intérieur du territoire thaïlandais, qui a servi d'alibi humanitaire au ravitaillement des combattants. Dans un communiqué prudent et vague, le C.I.C.R. l'U.N.I.C.E.F. et le P.A.M. (Programme alimentaire mondial) ont réaffirmé, jeudi 17 juillet, leur volonté de poursuivre les opérations côté thaïlandais dans les limites et « conformément à leurs mandats respectifs ». A ces exigences nouvelles, le gouvernement thaïlandais avait initialement répondu en menaçant d'interdire à partir de Bangkok toutes opérations internationales de secours direct à Phnom-Penh. La Thaïlande, qui prétend rester neutre dans ce conflit, avait également accusé les organisations humanitaires de faire le jeu de Hanoi au Cambodge.

En fait, on a systématiquement évité, ici, dans les milieux officiels comme dans la presse, d'exposer les vraies raisons du changement d'attitude des organisations internationales. Celles-ci ont discrètement fait savoir au gouvernement de Bangkok que des mesures de représailles contre l'opération en direction de Phnom-Penh pourraient avoir de fâcheuses répercussions sur les nombreux projets de développement que les Nations unies financent en Thaïlande. Enfin, elles ont pris contact avec les autorités indiennes et celles de Hongkong pour remplacer Bangkok comme base logistique de l'opération d'aide au Cambodge au cas où la Thaïlande mettrait ses menaces à exécution.

R.-P. PARINGAUX.

Corée du Sud

TROIS ANCIENS MINISTRES DE PARK CHUNG-HEE SONT ARRÊTÉS POUR CORRUPTION

Séoul (A.F.P.). — Dix-sept hommes politiques sud-coréens, dont trois anciens ministres du gouvernement du président Park Chung-hee, ont été arrêtés dans le cadre de la lutte contre la corruption, a annoncé samedi 19 juillet le commandement de la loi martiale.

Il s'agit de MM. Koo Ja-shoo et Kim Kyun-ok, qui avaient été l'un et l'autre ministre de l'Intérieur, et de M. Koh Jai-il, ancien ministre de la construction. Les autres personnalités arrêtées sont six députés du parti démocratique républicain (majorité) et huit députés du nouveau parti démocratique (opposition). Ils ont tous été inculpés de corruption, d'abus de pouvoir et de trafic d'influence.

D'autre part, le gouvernement sud-coréen estime que l'inquiétude manifestée par certains pays européens au sujet de la corruption prochaine du leader de l'opposition, M. Kim Dae-jung, devant une cour martiale, constitue une « ingérence inadmissible » dans les affaires intérieures du pays, a indiqué samedi à Séoul le ministre des affaires étrangères.

De même source, on précisait que le chef de la diplomatie avait fait part aux ambassadeurs des pays concernés du mécontentement de son gouvernement. Une telle « ingérence » est encore qualifiée par les autorités « d'inacceptable ».

La réaction du gouvernement de Séoul fait suite à des informations en provenance de Bonn, selon lesquelles les ministres des affaires étrangères de R.F.A. et de France, MM. Hans-Dietrich Genscher et Jean-François-Poncet, auraient exprimé leur vive inquiétude à propos du sort de M. Kim. La situation en Corée du Sud devrait être examinée lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de juillet-août

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS et des grandes écoles : LE SUCÈS n'est pas qu'à Paris... En vente partout : 7 F

FRANÇOISE RENAUDOT

Moi j'irai à Dreux

RECIT

L'instinct maternel existe

"Ah! La belle et noble passion, qui, de l'âme, passe dans l'écriture de Françoise Renaudot, nous transporte superbement et prouve une fois que le plus haut courage appartient à la femme comme toute vie émane d'elle."

Jules Roy/Le Figaro

"L'acharnement d'une mère pour que son fils vive. Un livre dur, rare, bouleversant."

Françoise Xénakis/Le Matin



ROBERT LAFFONT

EUROPE

Pologne

Le P.C.P. : les grèves sont de nature « à éveiller l'inquiétude des amis » du pays

Varsovie (A.F.P., A.P., Reuters). — Le bureau politique du parti communiste polonais a lancé, le vendredi 18 juillet, un appel solennel aux ouvriers en grève de Lublin (*le Monde* du 18 juillet) pour qu'ils reprennent le travail. Dans une allusion aux autres pays du bloc communiste et notamment à l'U.R.S.S., le bureau politique, qui tenait une réunion extraordinaire sur la situation dans cette ville industrielle située à 120 kilomètres au sud-est de Varsovie, a estimé que les grèves étaient « de nature à éveiller l'inquiétude chez les amis de la Pologne ».

Le mouvement de revendications ouvrières de Lublin, un des principaux centres industriels et le siège de la seule université catholique du pays, est sans doute le plus grave

défi lancé à l'autorité centrale depuis le début de l'agitation sociale en Pologne. Le vendredi 18 juillet, la ville a été à peu près totalement paralysée par la grève des employés des transports. Les autorités ont dû faire appel à des camions militaires pour assurer la distribution des produits de première nécessité.

Selon le Comité d'autodéfense sociale (KOR), dix-sept entreprises de la ville étaient en grève vendredi et la population manifestait une « solidarité surprenante » avec les grévistes.

Le bureau politique a approuvé la création, par le gouvernement, d'une commission spéciale présidée par M. Jagielski, vice-premier ministre et député de Lublin, pour examiner les revendications des grévistes.

Libres opinions

Panegyrique et formules creuses

par PIERRE LI (*)

La Pologne connaît depuis le 1^{er} juillet un mouvement revendicatif soutenu par des grèves. A lire l'*Humanité*, il est difficile, sinon impossible, d'en déceler l'importance, sauf si l'on connaît le pays. Tout au plus comprend-on, dans le quotidien communiste, que des augmentations de prix de la viande ont provoqué des mécontentements et que le parti polonais (POUP) veut montrer qu'il a l'initiative de la concertation.

Le « syndrome de 79 » a bon dos pour expliquer les réactions populistes polonaises. Cette formule émise au journal du P.C.F. de préciser que le pouvoir en place à Varsovie n'a pas résolu le problème des prix alimentaires qui, en 1970, avait entraîné la chute de l'ancienne équipe dirigeante, lors des émeutes du littoral de la Baltique.

S'en tenant aux vérités officielles, l'*Humanité* a attendu le 7 juillet pour parler de grève, en écrivant : « Les discussions... n'ont pourtant jamais débouché sur des mouvements de grève généralisée. On peut parler de débrayages dans certaines usines. Ces mouvements sont aujourd'hui totalement terminés. Paradoxalement, les critiques les plus vives sont le fait des dirigeants du parti, des syndicats, des ministres, des députés... »

A faire apparaître les cadres comme des gens qui ne sont jamais pris au dépourvu, à vouloir présenter en harmonie des rapports conflictuels, on en oublie que ce sont les ouvriers (membres du parti ou non) qui ont pris l'initiative de la contestation en déclenchant des grèves.

Celles-ci ont touché successivement des usines très importantes de la métallurgie, de la sidérurgie, de la chimie et du textile dans la capitale et diverses régions du pays.

Loth de s'arrêter, le mouvement revendicatif s'est poursuivi une deuxième semaine. Il ne ressemble pas aux explosions de colère de 1970 et 1976. Mais cette différence pourrait indiquer en revanche que les ouvriers polonais, tirant leçon du passé, maîtrisent mieux leur action lorsqu'ils entrent en conflit avec le pouvoir. Celui-ci agit également avec plus de souplesse, ouvrant des négociations sous la pression des travailleurs, sans attendre l'émeute, sans recourir à la répression.

Ce processus, s'il se développe librement, pourrait conduire à des changements plus fondamentaux, des résultats positifs durables. Mais on n'en tirera d'enseignement que si l'on veut bien observer, analyser, tous les facteurs, sans se limiter au cadre de ce qui est reconnu officiellement.

Or même ce cadre n'est pas exploité. « Une chose est sûre, la situation n'est pas dramatique », écrivait le 4 juillet Jacques Dimet, correspondant de l'*Humanité* à Varsovie. Le matin même, le rédacteur en chef de *Polityka*, Mieczyslaw Rakowski, membre du comité central du POUP, reprochait à la propagande gouvernementale de ne pas tenir la population informée de « la gravité de la situation économique ».

Il soulignait dans son article la baisse du revenu national, le grippe des mécanismes de gestion, la manipulation des statistiques, la baisse-aller dans le travail, les retards dans le logement, la stagnation de l'élevage, l'alignement des queues dans les magasins. Il appelait à agir rapidement, à faire confiance aux capacités humaines, à établir un programme pour venir à bout d'un système chaotique.

Pour avoir été près de quatre ans le représentant de l'*Humanité* en Pologne, je sais que nombre des compatriotes de Rakowski expriment des avis plus sévères. Mais l'*Humanité* résume en une ligne ce que décrit le rédacteur en chef du grand hebdomadaire polonais.

Même en insistant sur le positif, plus l'actif du bilan apparaît « formidable », selon le mot de Charles Flerman, le 28 juin dernier, Maxime Grenet, membre du bureau politique et responsable de la politique extérieure du P.C.F., y consacrait plus d'une demi-page à défendre « le bilan réel du socialisme » contre le « mensonge », résumant pudiquement, en moins de dix lignes, « des lenteurs, des obstacles, des erreurs... ».

Le lendemain, devant le comité central, Georges Marchais précisait, comme il fallait peindre ce tableau : « Sans en masquer les imperfections, mais sans ignorer non plus les immenses réalisations positives... Une façon de donner du poids à l'image. Mais les gens en France qu'anime un désir de changement attendent-ils le portrait flattrieux du socialisme ? »

Traiter par le panegyrique, le silence, les formules creuses ou rassurantes, une réalité que vont chaque année découvrir des dizaines de milliers de touristes, c'est s'exposer à perdre la confiance de ceux qui croient les communistes capables d'ouvrir les yeux devant les obstacles pour les franchir plus sûrement.

Les textes adoptés par le P.C.F. lors de ses vingt-deuxième et vingt-troisième congrès n'interdisent nullement de porter un regard plus exact sur cette réalité : « C'est avec la volonté d'éluder aux progrès du socialisme, de son influence, de son autorité que nous exprimons franchement notre point de vue sur ce qui nous paraît erroné dans la pratique de tel ou tel pays socialiste », déclarait Georges Marchais en février 1978.

Le secrétaire général du P.C.F. affirmait également : « Nous ne voulons pas l'unité du monde, mais la diversité qui enrichit. Rien n'est plus étranger à notre conception du socialisme que ce qu'on appelle le « communisme de casernes... »

Malheureusement, force est de constater que la diversité disparaît des colonnes de l'*Humanité* en même temps que des journaux de la presse communiste. Lorsque j'ai moi-même démissionné en décembre dernier, j'écrivais à la direction de l'*Humanité* que j'étais en désaccord avec la conception de l'information qu'on y pratiquait. Qu'il s'agisse des pays socialistes ou d'autres thèmes de l'actualité, la variété de mes observations ne cadre pas avec l'image que veulent afficher les dirigeants du P.C.F. Les bons y sont peints en blanc, les mauvais en noir. Mais cela n'aide guère à comprendre le mouvement plus contradictoire de la réalité.

(*) Ancien correspondant de l'*Humanité* à Varsovie.

Union soviétique

La presse adopte un ton plus critique à l'égard de Bonn

De notre correspondant

Moscou. — Trois semaines après la visite du chancelier Schmidt en U.R.S.S., le ton de la presse soviétique, à l'égard du gouvernement de Bonn, laisse percevoir un certain désenchantement. Commentant les résultats des entretiens de Moscou, la *Pravda* avait déjà indiqué qu'il faudrait du temps avant de pouvoir juger « dans quelle mesure la déclaration des représentants de la R.F.A. sur leur volonté de servir les idéaux de la paix, de contribuer à la politique de détente, à la diminution du niveau de la confrontation militaire, se matérialisera par des décisions concrètes ». Or l'agence Tass, dans un commentaire diffusé vendredi 18 juillet, estime que « la différence entre les déclarations des dirigeants de la R.F.A. et leurs actes concrets ne peut que susciter l'inquiétude et le regret ».

Ce dernier terme s'applique très clairement aux suites, jugées trop modestes par Moscou, de la visite du chancelier en U.R.S.S. Le Kremlin aurait sans doute souhaité que le gouvernement de Bonn mette plus d'ardeur à défendre la nouvelle proposition soviétique de négociation sur les armes nucléaires à moyenne portée, et surtout, il voudrait croire, ou laisser croire, que l'initiative soviétique aurait dû changer radicalement le climat politique en Europe.

Aussi Tass reprend contre les dirigeants ouest-allemands ses griefs anciens et en ajoute quelques autres. L'agence leur repro-

che de se flatter d'avoir été « particulièrement actifs » dans la décision de l'OTAN de décembre dernier sur l'installation, en Europe, de fusées américaines à moyenne portée et d'insister sur la nécessité de mettre en œuvre cette décision.

Elle dénonce les « pressions » que Bonn exerceait sur les Pays-Bas et la Belgique pour que ces Etats abandonnent leur réserve à l'égard de ces armes. Elle regrette que le gouvernement fédéral allemand ait donné son approbation à la mise au point et à la production éventuelle, par la France, de la bombe « neutrons », cette intention allant « dans le sens de la politique de l'OTAN », qui vise à assurer à l'Occident une supériorité militaire sur le camp socialiste. Elle critique encore le renforcement du potentiel militaire de la R.F.A. Ce pays étant, selon Tass, « le principal fournisseur d'armes des membres européens de l'OTAN », on s'explique qu'il occupe « une position constructive » aux pourparlers de Vienne sur la réduction des forces en Europe.

Le catalogue des reproches ne serait pas complet sans une allusion à l'attitude positive de Bonn vis-à-vis de la volonté de Londres de doter ses sous-marins atomiques de nouvelles fusées américaines. L'agence soviétique dénonce par ailleurs la décision du gouvernement britannique, qui relance la course aux armements et « donne l'impression que, sous prétexte de politique, les armes nucléaires sont possibles pour empêcher un dialogue sur les armes nucléaires à moyenne portée ».

Depuis la visite de M. Schmidt à Moscou, l'U.R.S.S. a multiplié les mises au point et les avertissements, comme si elle craignait que les Occidentaux n'interprètent sa volonté de négocier comme une acceptation des propositions de l'OTAN, voire comme un aveu de faiblesse. Son objectif reste inchangé : empêcher l'application de la décision de l'OTAN de décembre dernier et l'implantation de fusées américaines à moyenne portée en Europe occidentale.

DANIEL VERNET.

Yougoslavie

En visite officielle à Belgrade

LE MINISTRE OUEST-ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES FAIT L'ÉLOGE DE LA POLITIQUE D'INDÉPENDANCE DE BELGRADE

(De notre correspondant.)

Belgrade. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, en visite officielle à Belgrade du 17 au 19 juillet, et son collègue yougoslave, M. Vukobratovic, ont mis l'accent, le vendredi 18 juillet, au cours d'une conférence de presse, sur les « succès » de leur entente. M. Vukobratovic a rappelé la contribution de l'Allemagne fédérale à la conclusion du récent accord entre la Yougoslavie et la Communauté européenne et a rendu un hommage à son « approche positive » du mouvement des non-alignés. De son côté, M. Genscher a déclaré qu'il était convaincu de la volonté de la direction yougoslave de poursuivre la politique d'indépendance nationale comme l'une des garanties de la stabilité de l'Europe. La République fédérale d'Allemagne espère que tous les pays respectent l'indépendance de la Yougoslavie, a ajouté M. Genscher qui a dénoncé ceux qui prôlent une « domination » et la « domination ». Il a insisté sur le rôle que pourraient jouer dans le règlement des problèmes internationaux les pays non alignés et s'opposent aux tentatives de ceux qui prôlent les « alliances naturelles ». Il critiquait ainsi implicitement la thèse des éléments radicaux du mouvement des Cuba et l'insolite combinaison avec détermination par le gouvernement de Belgrade.

M. Genscher a confirmé enfin la volonté de son pays, en des termes particulièrement élogieux, de Belgrade, d'aider la Yougoslavie dans ses efforts actuels de stabilisation économique. Les premières mesures qu'elle a prises dans ce « tout nouveau » « communisme » et elle pourrait, a-t-il dit, donner une nouvelle impulsion à ses échanges avec la Communauté. On ne connaît encore ni les modalités ni l'importance de cette aide, pas plus que de celle promise par les Etats-Unis qui fait l'objet en ce moment de négociations à Washington.

PAUL YANKOVITCH.

● Mme Simone Veil, président du Parlement européen, qui était arrivée le 15 juillet, à Belgrade, s'est entretenue avec M. Markovic, président de l'Assemblée fédérale yougoslave. L'entretien a porté notamment sur la coopération entre la Yougoslavie et la Communauté européenne en ce qui concerne la sécurité et la coopération en Europe. — (A.F.P.)

● Une messe sera célébrée le dimanche 20 juillet à midi à l'église roumaine de Paris, 9 bis, rue Jean-de-Beauvais (V^e), à l'intention des victimes de l'oppression sur l'initiative du Conseil national roumain qui vient d'être formé sous le patronage de l'archevêque de Bucarest, le cardinal de la présidence est assurée par Mme Ioana Diana Bratiano.

AFRIQUE

Botswana

M. Masire a été élu président par le Parlement

De notre correspondant

Johannesburg. — Le directeur Quett Masire a été élu vendredi 18 juillet président du Botswana par l'Assemblée nationale réunie à Gaborone. Il succède à Seretse Khama, décédé cinq jours auparavant (*le Monde* du 15 juillet).

M. Masire a obtenu 34 voix sur 38. Deux députés se sont abstenus. Il avait été choisi la veille comme candidat du parti démocratique du Botswana (B.D.P.) au pouvoir, et aucun autre candidat ne se présentait contre lui (1).

Le nouveau président a déclaré, après son élection, qu'il ferait son possible pour poursuivre la « voie démocratique » de son prédécesseur, qui avait gouverné le pays depuis l'indépendance en 1966.

Le garant de la continuité

« Je suis avant tout un fermier », déclare modestement M. Quett Masire. Dans ce domaine, il a fait des merveilles, puisqu'il a été le premier dans son pays à recevoir, en 1957, un diplôme de « maître-fermier ». Mais il s'est également révélé un politicien efficace.

Né le 23 juillet 1925 à Kanye, au sud-ouest de la capitale, M. Masire a fréquenté la même école que son prédécesseur, Sir Seretse Khama, celle de Tiger Kloof en Afrique du Sud.

Il fut tout à tour fermier, enseignant et journaliste avant d'embrasser une carrière politique. Il fut notamment reporter sur *Journal African Echo*, puis rédacteur en chef de l'organe du parti démocratique du Botswana (*ancien nom du Botswana*).

Ami de longue date de Sir Seretse Khama, il aide ce dernier à fonder le parti démocratique en 1962, dont il fut nommé secrétaire général. Gros travailleur, il parvint à conduire le parti à la victoire lors des élections décisives à la veille de l'indépendance.

M. Masire était au côté de Sir Seretse lors de la négociation, à Londres, de la Constitution du futur Etat indépendant. Lorsque le Botswana accéda à la souveraineté, il devint vice-président, avec la responsabilité du ministère du développement et des finances.

Parfois surnommé amicalement « l'ombre de Seretse », le nouveau président partage totalement les convictions démocratiques de son prédécesseur : le Botswana est l'un

des seuls pays du continent où survivent plusieurs partis politiques et où l'on ne compte aucun prisonnier politique. M. Masire est également connu sur la scène africaine pour avoir souvent représenté, ces dernières années, l'ancien président malade.

Pour être présent au sein du parti, M. Masire n'en est pas moins hanté par son appartenance à une tribu minoritaire, les Batswana, qui ne constituent que 18 % des huit cent cinquante mille habitants du Botswana. Le président étant appartenant à l'ethnie majoritaire, les Batswana, dont son fils, M. Ian Khama, est le chef suprême (2). Si M. Masire a été le maître d'œuvre de la victoire du parti démocratique aux élections de 1965, il fut lui-même défait et ne fut « rapatrié » qu'en étant nommé député par Seretse Khama. Le nouveau président se porte garant de la poursuite de la politique modérée et généralement pro-occidentale de son prédécesseur, mais sa tâche ne sera pas facile.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Le B.D.P. contrôle 33 sièges au sein du Parlement (38 députés élus sur 33, auxquels il faut ajouter les 4 membres nommés). (2) M. Ian Khama a hérité du « trône » des Batswana auquel son père avait dû renoncer, en 1964, sous la pression des autorités coloniales britanniques. Général de brigade et, à ce titre, l'un des principaux chefs de la lutte armée contre le régime britannique, il fut (vingt-sept ans) pour signer la déclaration de l'indépendance du Botswana le 30 septembre 1966. La limite d'âge était fixée à trente ans.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● SEPT PERSONNES DÉCÈDÈRENT DETENUES par les services de sécurité chiliens qui enquêtent sur le meurtre, survenu le 15 juillet, d'un officier supérieur, le capitaine Vergara. Mme Eliana Broussard, une avocate chilienne travaillant pour le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, son mari, qui avaient été arrêtés aussitôt après l'attentat du 15, ont, en effet, été libérés le vendredi 18. — (Reuters)

Espagne

● UN JEUNE BASQUE A ÉTÉ TUÉ dans un attentat, le vendredi 18 juillet, à Vergara, dans la province de Guipuzcoa. L'assassinat de M. Ramon Leco Tabuena n'a pas encore été revendiqué. Depuis le début de l'année, soixante-quatre personnes, dont trente policiers, ont trouvé la mort dans des actions terroristes en Espagne. — (A.F.P.)

Guatemala

● UN JOURNALISTE guatémaltèque, M. Jesus Macrogrou, a été assassiné le 17 juillet à Guatemala, ce qui porte à treize le nombre de membres de cette profession décédés de mort violente dans ce pays depuis le début de l'année. Quarante-cinq journalistes ont quitté le pays après avoir reçu des menaces d'assassinat. L'armée guatémaltèque (R.G.F.) a révoqué, le vendredi 18 juillet, l'assassinat du chef du quatrième corps de la police, le colonel Macareno, et de ses trois gardes du corps, perpétré il y a quatre jours dans la capitale. — (A.F.P.)

Inde

● LES DEUX JOURNALISTES FRANÇAIS, MM. Rémy Fayet de Libération et Pierre Tardieu de Paris-Match qui avaient été arrêtés le 14 juillet, dans l'Etat de l'Assam, dans le nord-est de l'Inde, ont été libérés sans conditions le 18 juillet. — (A.F.P.)

Jamaïque

● DIX-SEPT PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES, le vendredi 17 juillet, à la Jamaïque, lors

d'affrontements ou d'attentats politiques. Le premier ministre, M. Michael Manley, et le leader de l'opposition, M. Edward Seaga, ont lancé un appel commun, invitant la population à dénoncer à la police toute personne, y compris parmi leurs propres partisans, qui font usage d'armes. Plus de trois cent cinquante personnes ont été tuées depuis le début de l'année, à l'occasion d'affrontements politiques en Jamaïque. Des élections doivent avoir lieu cet automne dans cette île caraïbe. — (U.P.I.)

Koweït

● LE QUOTIDIEN KOWEÏTIEN « AL RAÏ AL KOWEÏTIEN » a été dévasté samedi 12 juillet par une série d'explosions d'origine criminelle, cessant de paraître pour une durée illimitée, a annoncé la direction du journal. L'attentat avait fait un mort et dix-huit blessés. — (A.F.P.)

Sri-Lanka

● UNE PARTIE DES TRAVAILLEURS du secteur public et privé ont fait grève le vendredi 18 juillet à l'appel des syndicats proches de l'opposition, à l'indépendance du mouvement que « cette mesure constitue un progrès sur la voie d'une plus grande liberté d'expression dans le pays, mais que de nombreuses atteintes restent à prendre pour garantir le respect des libertés constitutionnelles ».

Deux autres courants d'opposition, le mouvement de l'unité populaire (U.P.), qui se réclame de la politique socialiste de l'ancien ministre de l'économie, M. Ahmed Ben Salah, et le parti communiste, tentent d'interdire depuis 1978, attendant toutefois l'autorisation de faire paraître leurs journaux. En outre, le mouvement intégré n'a pas encore la possibilité de reprendre la publication, interrompue depuis l'hiver dernier, de ses deux périodiques.

Zimbabwe

● LE GÉNÉRAL WALLIS, commandant en chef des forces armées du Zimbabwe, a confirmé, vendredi 18 juillet, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait démissionné de ses fonctions (*le Monde* du 18 juillet). Il a toutefois nié que sa décision soit motivée par l'échec de l'intégration des anciens guérilleros au sein de l'armée zimbabwéenne. — (A.F.P.)

Tunisie

LES AMIS DE M. MESTURI SONT AUTORISÉS À PUBLIER DEUX HEBDOMADAIRES

(De notre correspondant.)

Tunis. — Le gouvernement tunisien a décidé, le vendredi 18 juillet, à la demande du mouvement d'opposition des démocrates socialistes (M.D.S.) animé par l'ancien ministre M. Ahmed Mesturi, l'autorisation de publier deux hebdomadaires, l'un en arabe, « Al-Moustaqbal », l'autre en français, « l'Avenir ». En prenant la décision de publier ces deux journaux, qui paraîtront en première page le 20 septembre, M. Mesturi et ses proches se désolent un peu plus de leurs anciens amis du M.D.S., qui diffèrent déjà depuis 1978, sur l'opportunité de constituer un parti politique ainsi que l'a demandé jusqu'ici sans succès le groupe que conduit M. Mesturi.

L'autorisation accordée à ces deux nouvelles publications confirme l'intention des autorités de favoriser une désescalade de la vie politique en Tunisie. « Il y a un moment où nous faisons récemment le premier ministre M. Mohamed Masmoudi (*le Monde*) du 18 juillet) selon lesquelles « l'essentiel dans la conjoncture que vit actuellement la Tunisie est que tous les courants puissent s'exprimer librement ». L'entrevue de M. Mesturi, on considère que « cette mesure constitue un progrès sur la voie d'une plus grande liberté d'expression dans le pays, mais que de nombreuses atteintes restent à prendre pour garantir le respect des libertés constitutionnelles ».

Deux autres courants d'opposition, le mouvement de l'unité populaire (U.P.), qui se réclame de la politique socialiste de l'ancien ministre de l'économie, M. Ahmed Ben Salah, et le parti communiste, tentent d'interdire depuis 1978, attendant toutefois l'autorisation de faire paraître leurs journaux. En outre, le mouvement intégré n'a pas encore la possibilité de reprendre la publication, interrompue depuis l'hiver dernier, de ses deux périodiques.

● Le Front Polisario annonce dans un communiqué que ses forces ont récemment attaqué une colonne marocaine près de Lagariat, tuant trente soldats marocains, en blessant quinze autres, et détruisant plusieurs véhicules. Le texte précise aussi que les marocains ont bombardé le 7 juillet la garnison marocaine de Bir Anzaran, au Sahara occidental et entrepris des opérations similaires quelques jours plus tard à Guelia Zemmour et à Boujdour. — (Correspondant)

ÉLOGES ÉTRANGERS POUR LE PREMIER MINISTRE

Le paradoxe « barriste »

« Les États-Unis ont des enseignements à tirer de la politique économique de M. Barre. C'est M. John Anderson, candidat indépendant à la présidence des États-Unis, qui l'a dit, le 15 juillet, au cours de sa visite à Paris.

« M. Barre est un premier ministre remarquable, et si M. Giscard d'Estaing devait, pour une raison quelconque, ne plus participer à la course à la présidence, M. Barre serait probablement élu président sans difficulté. » C'est le correspondant en France du quotidien libéral allemand General Anzeiger qui l'a écrit, le mercredi 16 juillet. Ces éloges d'origine étrangère suront sans nul doute été fort bien reçus à l'hôtel Matignon, d'autant plus qu'en France aussi bon nombre de journalistes se montrent assez bien disposés, en ce moment, à l'égard du premier ministre (voir la dernière revue de la presse hebdomadaire dans le Monde du 16 juillet). M. Barre avait déjà été comparé au général Joffre par le chef de l'Etat : ses partisans avaient déjà discerné en lui un second Antoine Pinay, un nouveau Georges Pompidou, voire un autre Poincaré. Certains le comparent aujourd'hui à Caton l'Ancien, dit le Censeur. Pour la plupart, les éditorialistes adoptent un ton mesuré dans leurs jugements sur la politique économique et sociale du gouvernement, dont ils soulignent les côtés positifs même s'ils relèvent ses aspects négatifs. Le Nouvel Observateur, lui-même, prend un langage barriste pour noter qu'il n'existe pas de « remède miracle » à la crise. La tendance générale de la presse d'information est la nuance, alors qu'en 1979, à pareille époque, chacun, ou presque, affûtait sa plume pour

celebrer au vinaigre — le 28 août — le troisième anniversaire de la nomination de M. Barre à l'hôtel Matignon.

Prophète en son pays

Le premier ministre serait-il donc en passe de devenir prophète en son pays ? Pourtant, au fond, rien n'a changé. La politique gouvernementale se caractérise toujours par des échecs retentissants, et les sondages attestent la remarquable impopularité de M. Barre. Selon la dernière enquête en date, publiée par le Figaro-Magazine du 5 juillet (1), 52 % et 51 % des personnes interrogées jugent inefficace l'action du gouvernement contre le chômage et contre la hausse des prix. Pourtant, M. Barre continue imperturbablement d'affirmer que les Français, comme les députés de la majorité, approuvent sa politique. Et voilà qu'à l'étranger, et en France, des voix indépendantes s'élèvent qui confortent son point de vue.

Le paradoxe n'est pas nouveau et il est explicable. Il y a même plusieurs façons de l'expliquer.

M. Barre voit simplement la confirmation de sa conviction selon laquelle les réactions épidémiques des citoyens ne doivent pas être confondues avec leur sentiment profond. Anti-barristes — en surface, par mauvaise humeur, les Français seraient beaucoup plus « raisonnables » en leur for intérieur. Le premier ministre fonde son assurance sur les nombreux contacts individuels qu'il a à Lyon, à l'occasion de ses déplacements bi-mensuels dans sa circonscription électorale, ainsi que sur ses échanges de vues avec les parlementaires, hors des enceintes du Parlement.

L'évolution de l'attitude de la presse, si elle se confirmait, ne ferait donc que refléter une prise de conscience. Dans cette première hypothèse, l'hôtel Matignon est fondé à estimer que les campagnes d'explication du premier ministre ont porté leurs fruits, puisque la plupart des analystes finissent par se ranger à son avis sur la nécessité de l'effort, de la rigueur et de certains sacrifices dans le contexte international nouveau créé par la crise de l'énergie.

Ce langage est d'ailleurs devenu celui des gaullistes, surtout chez M. Michel Debré, mais aussi celui de certains socialistes, M. Michel Rocard en particulier, ce qui apporte de l'assurance à M. Barre, même si ceux-ci, partant du même diagnostic, ne préconisent pas du tout les mêmes remèdes. L'autre explication est moins avantageuse pour le premier ministre. Elle consiste à noter que M. Barre est essentiellement servi par les divisions de l'opposition et par les circonstances. Dans cette seconde hypothèse, loin d'emporter l'adhésion réelle des Français, le premier ministre bénéficie simplement d'une certaine réputation face à une crise qui est souvent perçue comme une fatalité.

Protecteur

Si l'on admet qu'en périodes d'extrêmes incertitudes les citoyens sont angoissés et accordent leur confiance à l'homme d'Etat qui leur apparaît le plus solide, tout le moins populaire et ses insuffisances fussent-elles notées, on est alors fondé à souligner que M. Barre tient parfaitement son rôle de protecteur au service des réflexes conservateurs.

Dans la même hypothèse, il est permis d'ajouter que le premier ministre a su cultiver son personnage en faisant du caractère permanent de ses diatribes contre la démagogie — politique — un argument sublimement démagogique. De même qu'il s'est facilité la tâche en évitant tout débat public contradictoire — depuis son face-à-face télévisé du 12 mai 1977 avec M. Mitterrand, M. Barre n'a accepté aucune confrontation télévisée avec l'opposition, — en se refusant, depuis plus d'un an à toute conférence de presse sur l'ensemble de sa politique, en utilisant à merveille l'instrument de la télévision qui convient idéalement aux pseudo-débats, et en se contentant de déléguer tous ceux qui proposent d'autres politiques que la sienne.

La logique de cette stratégie hautement personnaliste pourrait conduire M. Barre à se déclarer « en réserve de la République » après son départ de l'hôtel Matignon ou faire acte de candidature à l'Elysée. Si M. Giscard d'Estaing, pour une raison quelconque...

Dans les deux hypothèses, le premier ministre est fondé à se prévaloir du même succès politique : ni son style, ni son caractère, ni ses échecs ne paraissent ni menacer la majorité actuelle ni porter à M. Giscard d'Estaing un ombrage fatal. Toutefois, ce succès n'a évidemment pas la même valeur suivant l'explication retenue. Comme souvent, la vérité se situe peut-être entre les deux.

ALAIN ROLLAT.

(1) Sondage de la SOFRES réalisé entre le 20 et le 26 juin auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.

DÉFENSE

Le service militaire est actuellement « ou trop long ou trop court »

estime M. Lancien (R.P.R.)

Trois députés R.P.R., MM. Yves Lancien (Paris), Pierre Mauger et René Tomasini (Eure) vont déposer une proposition de loi prévoyant un service militaire obligatoire de quatre mois pour assurer la défense opérationnelle du territoire et la défense civile en organisant l'appel à un volontariat de 18 à 24 mois pour « constituer un corps de réserve performant ». Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la révision d'ensemble du système de défense proposée par M. Michel Aurillac, député de l'Indre au nom du R.P.R. (le Monde du 4 juin).

M. Valéry Giscard d'Estaing, dans une déclaration à l'Elysée, le 14 juillet dernier, avait confirmé son opposition à une réduction

de la durée du service, et avait ajouté : « Quand je me suis prononcé sur la durée du service, vous avez remarqué que, dès que l'on a parlé, les auteurs de propositions de réduction du service militaire ont disparu : comme si cette proposition n'avait même pas été faite. Or elle avait été faite par écrit. »

M. Lancien qui est, à l'Assemblée nationale, vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées, a expliqué, le 17 juillet, dans une déclaration remise à la presse : « Il n'y a pas de pire solution que le service militaire tel qu'il est, ou trop long ou trop court. » Le service ramené à quatre mois

comme le préconise le R.P.R. « doit d'abord être considéré comme le résultat, mais aussi comme la condition d'une autre conception de la défense. »

« Je n'aurais pas hésité à proposer, le cas échéant, une formule de service long. Seule, compte, à mes yeux, l'efficacité de la défense, dès lors qu'elle est couplée avec des moyens que notre pays peut lui consacrer et qu'elle s'appuie sur une adhésion de la nation, et d'abord de ses jeunes. »

« Admettant que, depuis cinq ans, « on tourne de plus en plus le dos à la dissuasion stratégique pour privilégier l'hypothèse de la bataille de l'ouest », M. Lancien estime que « les moyens d'opérer pour un service de 18 à 24 mois qui assureraient la permanence d'unités véritablement opérationnelles et non la seule rotation de contingents successifs à l'instruction ». « Cela voudrait dire aussi la réalisation d'équipements hautement compétitifs pour des effectifs pris de deux fois plus importants, alors que nous sommes qu'à 50 % des capacités d'entraînement avec nos effectifs actuels. »

« La C.G.T. et la condition des appelés. — La condition des appelés a été détériorée de façon scandaleuse », affirme dans un communiqué, la C.G.T., qui demande que le prêt du soldat soit porté à 30 % du SMIC. La confédération demande aussi l'amélioration et la gratuité du transport des permissionnaires, la revalorisation du rôle des appelés par une meilleure formation, une augmentation du nombre des cadres du contingent, une meilleure utilisation des compétences et, enfin, le respect des droits du citoyen à pour tous les soldats du contingent et les personnels militaires.

« Le prince de Galles est attendu le lundi 21 juillet en France où, pour la première fois, sur l'invitation du président de la République, il fera un voyage d'information dans les forces armées. Le prince Charles assistera lundi matin à Colmar à une démonstration de chargement de Mirage-III et de Jaguar et à un simulacre de bombardement. Le soir, à Toulouse, il sera l'hôte de l'état-major de la 11^e division parachutiste. Le lendemain, à Pau, il assistera à des exercices de saut et d'hélicoptère et dans la soirée, à Brest, il offrira une réception à bord du yacht royal Britannia. Mercredi, il visitera la base des sous-marins nucléaires de l'île Longue.

Quatre décisions du Conseil constitutionnel

● LA CONVENTION FRANCO-ALLEMANDE ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Conseil constitutionnel a déclaré conformes à la Constitution, le jeudi 17 juillet, la loi autorisant l'approbation de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (exécution de commissions rogatoires, remise de documents judiciaires, procédure de dénonciation aux fins de poursuite) ainsi que la loi modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1959 relative aux conditions d'éligibilité des présidents d'université. Il avait été saisi, après que le Parlement ait adopté ces deux textes, par le groupe communiste de l'Assemblée nationale. Les sénateurs socialistes avaient également saisi le Conseil après le vote de la loi sur les conditions d'éligibilité des présidents d'université.

● LES LOIS ORGANIQUES

Le Conseil constitutionnel, au cours de la même séance, a pris deux autres décisions. Saisi par le premier ministre, il a déclaré conforme à la Constitution la loi organique portant suppression du renouvellement de l'administration publique dans les lois organiques. Par ce texte, le renvoi au règlement d'administra-

tion publique, qui avait perduré depuis longtemps tout caractère spécifique, a été remplacé par un renvoi à un décret en Conseil d'Etat.

● LE RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Saisi par le président de l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel a déclaré conformes à la Constitution les dispositions de l'article 118 du règlement de l'Assemblée nationale telles qu'elles résultent de la résolution du 27 juin 1980. Cette résolution avait été proposée par M. Robert-André Vivien (R.P.R.), président de la commission des finances, à la suite de l'imbrication budgétaire de la fin de l'année 1979. Ce nouveau texte tire les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel qui, le 24 décembre 1978, avait déclaré non conforme à la Constitution le budget pour 1980. Dans sa nouvelle rédaction, l'article 118 du règlement de l'Assemblée nationale permet, désormais, lors de la discussion budgétaire, à l'issue de l'examen des articles de la première partie de la loi de finances (et lorsque le gouvernement ou la commission des finances le demandent), une seconde délibération « de tout ou partie du texte constituant cette première partie avant de passer à l'examen de la deuxième partie ».

PROPOSITION DE LOI U.D.F. POUR UN « SERVICE MINIMUM » A E.D.F.

M. Fernand Icart, rapporteur général du budget, député U.D.F. des Alpes-Maritimes, et Roger Chénard, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, ont déposé une proposition de loi « tendant à assurer un service minimum de production et de distribution d'électricité ». Les deux députés se défendent de vouloir mettre en question le droit de grève.

Selon leur texte, « en cas de cessation concertée du travail d'électricité de France, la production et la distribution d'électricité doivent être assurées dans la mesure nécessaire à la sécurité des personnes, à l'intégrité des biens, à l'exercice de l'action des pouvoirs publics indispensables et au fonctionnement des éléments du service public dont l'interruption porterait atteinte aux besoins essentiels du pays ». Le président d'E.D.F. pourrait requérir les personnels nécessaires à l'exécution du service minimum. Ce service minimum à l'électricité de France avait déjà fait l'objet d'une proposition de loi de M. Robert-André Vivien, député R.P.R. du Val-de-Marne, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale (le Monde du 19 juin).

Le R.P.R. et l'élection présidentielle

LA FÉDÉRATION DE L'AUBE APPUIE M. CHIRAC

(De notre correspondant.)

Troyes. — La commission exécutive de la fédération de l'Aube du R.P.R. s'est réunie vendredi 19 juillet. Elle a évoqué la situation politique dans le département après le souhait exprimé par M. Robert Galley, ministre de la coopération, maître de Troyes, membre du R.P.R., que M. Giscard d'Estaing soit candidat à l'élection présidentielle de 1981 (le Monde du 15 juillet). Il n'a pas été question d'exclusion, une telle décision relevant des instances nationales.

Dans un communiqué, la fédération indique que, « à la demande de très nombreux militants du sympathisant et amis des circonscriptions de l'Aube, Christian Ajac, secrétaire départemental, et tous les cadres départementaux ont créé un comité d'appui à la candidature de Jacques Chirac à l'élection présidentielle ». « Ils considèrent, en effet, ajoute le communiqué, qu'il est le seul capable de mener le rassemblement populaire à la victoire et l'assurance de leur soutien le plus total. » — A. B.

DMSBB

Deutsche Mark Dollar Banco

£ PIS ¥ Fr

Pound Peseta Yen Franc

BB!

La BBanco Internationale.

Banco de Bilbao, une organisation avec plus de 1.000 guichets en Espagne et implantée en France (12 guichets), Grande-Bretagne (5 guichets), États-Unis (2 guichets), Grand Cayman, Allemagne, Italie, Mexique et Venezuela, vous offre son aide pour résoudre tous vos problèmes du plus complexe, comme le financement international ou d'import-export, au plus simple, comme une démarche à caractère personnel.

Nous sommes à votre disposition dans tous nos bureaux ou à :

Siège principal en France
29, Avenue de l'Opéra
75.021 PARIS

BB

BANCO DE BILBAO

GENERAL MANAGEMENT INTERNATIONAL, Abteil. 16, 67 rue de la République, 67222 Strasbourg, France

Pour assurer une présence navale dans l'Océan Indien
Quatre porte-avions américains vont être modernisés

Washington (A.F.P.). — Le Pentagone va moderniser plusieurs porte-avions qui permettent aux États-Unis de déployer une force d'intervention dans des régions éloignées où l'armée américaine ne dispose d'aucune base, et en particulier de protéger la route du pétrole au Proche-Orient. Le Saratoga, en service depuis 1955, va quitter la Méditerranée prochainement pour regagner les États-Unis, où il sera immobilisé deux ans pour être modernisé. La marine américaine espère ainsi prolonger son existence de quinze ans. Trois autres porte-avions de la même classe, le Forrestal, le Ranger et l'Independence, qui sillonnent les mers depuis plus de vingt ans, subiront un traitement identique. La crise iranienne est à l'origine de cette décision. Auparavant, quatre des treize porte-avions américains étaient en opérations : deux en Méditerranée, et deux — dans le Pacifique. Les autres subissent un entretien dans leurs ports d'attache, pour faire des escales américaines de Téhéran et l'intervention soviétique en Afghanistan ont fait modifier ce système de rotation. Aujourd'hui, cinq porte-avions sont déployés en même temps, mais la présence navale au large des côtes iraniennes pose de sérieux problèmes à l'avenir.

Alors que la marine s'apprête à raccourcir le temps des missions en mer pour préserver le bon moral des équipages, le Navy a été maintenant neuf mois, avec son équipage de six mille hommes, dans les eaux stratégiques de la mer d'Oman, un record. Le vice-amiral Staser Holcomb, directeur des services de planification de la marine, estime qu'il faut trois porte-avions de plus pour maintenir une présence permanente dans l'Océan Indien. Un délai de sept ans et un budget de 2,1 milliards de dollars sont nécessaires pour construire un porte-avions à propulsion nucléaire de 93 000 tonnes : il en existe trois exemplaires : le Nimitz, l'Enterprise et le Eisenhower, mis en service en 1977, actuellement en mission dans l'Océan Indien. Un quatrième porte-avions nucléaire, le Carl Vinson sera lancé en 1982. Le cinquième, dont les crédits ont été approuvés par le Congrès, ne sera pas livré à la marine américaine avant la fin de cette décennie.

C'est l'une des raisons qui ont amené le Pentagone à ordonner la modernisation des porte-avions de la classe du Forrestal pour prolonger leur existence jusqu'à la fin du siècle. Cette opération est d'autant plus nécessaire que deux des treize porte-avions américains, le Midway et le Coral Sea, qui ne sont pas équipés pour recevoir l'action d'interception de l'aéronavale F-14, sont en service depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Outre les porte-avions précités, la marine américaine dispose de quatre autres unités : le Kitty Hawk, le Constellation, l'America et le Kennedy.

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

PÊCHE

L'écologie en Union soviétique

III. — Sa majesté l'automobile

De notre envoyé spécial MARC AMBROISE-RENDU

En U.R.S.S., les principes écologiques de protection de la nature, de ménagement des richesses naturelles et de respect de l'environnement sont inscrits dans la Constitution. Avec l'accord du gouvernement et du parti, sous la pression des géographes et avec l'assentiment des populations, les réserves naturelles se multiplient. Bon gré, mal gré, les usines commencent à épurer leurs rejets (« Le Monde » des 18 et 19 juillet). Mais un nouveau danger menace les villes et les régions touristiques : la

prolifération de l'automobile. — Dans un village, la lourde pièce de béton destinée à un chantier de construction glisse sur le plateau du semi-remorque et menace de tomber sur la route. La voiture qui vient en sens inverse donne un coup de volant. On a frôlé l'accident grave, sur cette route de campagne qui court le long de la mer Noire entre la Caucase et la Crimée.

Sotchi, la célèbre station balnéaire, est à quelques kilomètres. Nous sommes en mars, hors saison. Pourtant, en quelques minutes, alors qu'on attend le camion grue qui ramènera la plaque de béton à sa place d'origine, minables bouchons se forment de part et d'autre du lieu de l'incident. Camions, cars de touristes, taxis, véhicules de l'administration et voitures particulières stationnent sur des kilomètres. Malheureusement, tentent de passer en double file. Les plus résignées arrêtent le moteur, descendant sur le bas-côté et observent avec l'intérêt qu'on devine les bulldozers qui, parallèlement à la vieille nationale, tranchent la montagne pour ouvrir une autoroute.

Tant pis pour les velléités pleines de sursauts, tant pis pour les pins, les magnolias et les ifs archaïques, tant pis pour les maisonsnettes et les villas d'autrefois nichées dans la verdure au-dessus des crues. La Côte d'azur soviétique, comme la nôtre il y a dix ans, est au bord de la thrombose : séropart trop

petit, routes vieillottes, installations portuaires saturées. Tout cela va changer. Les Soviétiques à leur tour découvrent les séductions de la trilogie fameuse : « sea, sun, sand », la mer, le soleil et le sable. Alors gottions pendant qu'il en est encore temps le charme des jardins botaniques, du théâtre de Sotchi en forme de temple grec, de la gare qui ressemble à une mosquée d'opérette, de la capitale du port et de ses arcades de pierre blonde. Les pentes du Caucase qui dégringolent jusqu'à la mer ressemblent en plus sauvages à l'arrière-pays napoléonien y a trente ans.

Lorsqu'on écoute Alexandrovitch Ierodov, élu municipal de Sotchi, c'est le sens de la nostalgie est un sentiment « bourgeois ». Car la situation, résumée sur un vaste panneau placé dans un hall mais est tout à fait claire. La Riviera soviétique se déroule sur 145 kilomètres de part et d'autre de Sotchi. « Déconstruite » en 1920, soviétiquement aménagée à partir de 1935, devenue région hospitalière pendant la guerre, relancée et définitivement débarrassée de ses moustiques en 1955, la station balnéaire a ses deux cent cinquante hôtels et établissements de cure à une capacité de quatre-vingt-cinq mille lits. Officiellement, les plus méritantes des Soviétiques défilent par leurs entrées et leurs syndicats, viennent ici restaurer leurs forces de travail. « La première production de Sotchi », dit M. Ierodov, c'est le tourisme. Selon les vrais malades venus sur recommandation médicale ne représentent que 10 % de la clientèle qui débile ici toute l'année. Les autres sont des vacanciers, encore intimidés par le confort des hôtels et les promenades en vedette rapide. Les stakhanovistes bardés de médailles s'étonnent que l'on leur propose de se relaxer sur la plage au soleil sur une serviette de bain. Mais on sent que bientôt les femmes en maillots deux-pièces, parfois venues de Pologne ou d'Italie, seront de l'embarras des « anciens ».

Engorgement pour les vacances

Car l'engorgement pour les vacances est la mer à complètement déformée les intentions et les structures officielles. Théoriquement, on ne peut venir ici autrement qu'en groupe et muni d'un bon de vacances. En réalité, comme souvent en Union soviétique, on s'arrange. Les quatre cent mille habitants du littoral — dont beaucoup sont encore cultivateurs, s'installent dans une seule pièce et l'ont, pour l'instant, le reste de leur maison à ce qu'on appelle ici des « touristes sauvages ». Et ceux-ci sont aujourd'hui, de l'aveu même des officiels, plus nombreux que les « curistes » en hôtel. Chaque année, la Côte reçoit ainsi un million cinq cent mille travailleurs méritants et deux millions de « sauvages », qui ne sont autres que des estivants standards à l'occidentale.

Des 1967, la municipalité de Sotchi avait compris qu'il lui faudrait faire face à une pression de plus en plus forte. Les services ont élaboré un plan de développement s'étendant sur vingt-cinq ans. En 1992, la Riviera soviétique devrait avoir plus que doublé, avec deux cent mille lits d'hôtels ou d'établissements de cure.

Et comme il faut faire place aux amis du bloc soviétique, 15 % des lits seront réservés aux étrangers contre 5 % aujourd'hui. Il y a fort à parier que les « indigènes » vont accompagner ce boom en agrandissant leurs demeures et même en faisant construire, s'ils le peuvent, des pavillons pour les « amis ».

Pour tenter de maîtriser cette floraison d'hôtels, de restaurants,

d'installations sportives, de magasins et de maisons individuelles, les autorités ont délimité une zone de 145 kilomètres de la côte huit zones dont chacune doit devenir une station balnéaire « autonome ». Les plans d'urbanisme ont, par là, été prévus. Les immeubles « ne dépasseront pas trente étages », chaque arbre coupé devra être remplacé par dix autres, il est interdit de déboiser, les touristes venus en voiture, les voitures venues de Pologne ou d'Italie, seront de l'embarras des « anciens ».

Car la logique de l'aménagement va son train. L'indispensable autoroute va déborder sur le double ruban de béton « le plus en arrière possible », mais elle condamne à mort des centaines d'hectares de terre agricole et trois cent mille arbres. Comme partout, l'urbanisation se concentre dans la plaine au plus près du bord de mer et au plus près de 30 kilomètres de profondeur. Le mur de béton s'élève. La montagne ? On y installera les colonies de vacances, et plus tard, centres.

Les édiles de Sotchi sont, après les notes, saisis par le vertige des projets grandioses. Déjà on transporte des curistes de marque sur les hauteurs caucasiennes par hélicoptère. On voit maintenant de télégraphiques qui, partant au ras de l'eau, propulseraient les baigneurs directement sur les pistes de ski.

Reconquérir la ville

Seul l'ouvrage des ports de plaisance semble devoir être épargné à la Côte de la mer Noire. On conçoit que le havre de Sotchi est trop exigü pour abriter à la fois les paquebots de croisière, les multiples vedettes rapides qui promènent les groupes et le club de voile. On va donc le déplacer et construire « quelques petits ports pour des embarcations modestes ». La plaisance est admise en Union soviétique mais sur les lacs et fleuves de l'intérieur. En mer, c'est une autre affaire qui préoccupe fort la police des frontières. Un voilier aurait-il vite fait de passer dans les eaux turques.

On raconte qu'un baigneur qui s'était endormi sur son matelas pneumatique et que le vent poussait au large a été repêché par les vedettes garde-côtes. Il a échappé de quelques années de Sibirie pour « tentative de fuite ». C'est la plus extrême des politiques qui entrent la destruction du plan continental de la mer Noire par des ouvrages portuaires. Pas

la volonté de protéger le milieu marin. C'est une autre politique, celle-ci beaucoup plus sympathique, qui va transformer la vie des moscovites et celle des habitants des grandes cités soviétiques. Elle peut se résumer en deux mots : reconquête des centres-villes et reconstruction des quartiers. On voit qu'elle ressemble à celle qui est menée un peu partout à travers le monde. Pour Moscou, les projets se fondent sur trois idées.

Premier principe : pour ne pas étendre encore une capitale déjà immense, on s'en tient à l'architecture verticale. « Vous, Occidentaux », s'exclame M. Lappo, urbaniste attaché à l'Institut de géographie de Moscou, « Vous posez en postulat que la maison individuelle peut mieux que l'immeuble. Nous pensons le contraire et nous ne sommes même pas pour les collectifs de grande hauteur. Il faut concentrer, donc construire haut et ménager des espaces verts ».

L'architecture des blocs d'habitation dont le manque d'imagination se le cède en risant à l'indigence de ce que l'on construit en France pendant les années 60, restera conditionnée par la préfabriqué soviétique, une spécialité soviétique. « Nous construisons en usine, dit-on, pour gagner du temps car tous les chantiers sont fermés en hiver. Et nous marquons de main-d'œuvre quelconque. Mais on promet que les éléments sortis d'usine vont se diversifier. Les architectes peuvent déjà faire leur choix sur des catalogues plus fournis. Tant mieux pour les vingt mille logements que, selon les statistiques officielles, on continuera à édifier à Moscou chaque année. Ils ne sont pas tellement destinés à abriter une population nouvelle qu'à desservir les moscovites qui, on le sait, habitent des appartements qu'ils partagent avec une ou plusieurs autres familles.

En effet, le second objectif des urbanistes est celui-ci : freiner la croissance démographique de la capitale pour qu'elle ne dépasse pas neuf millions d'habitants en l'an 2000. Elle en compte actuellement huit millions.

Troisième principe : restructurer l'habitat des constructions en sept ou huit villes bien individualisées. Au centre, les 28 hectares du Kremlin demeurent à l'abri de leurs remparts. Autour, les 2 000 hectares de la ville historique et administrative ne pourront guère changer. On y a déli-

Le symbole de la prospérité

Cette politique, au demeurant assez cohérente, va-t-elle résister à l'irruption de la nouvelle venue : l'automobile individuelle ? En voulant se mesurer avec la « prospérité » occidentale, la patrie du capitalisme fait faillite. L'automobile est le symbole le plus tapageur : la voiture. Elle l'a admis. Les Soviétiques auront leur auto et les architectes s'en rendent compte. Serge Kovalchouk, architecte de la municipalité de Moscou, en compte actuellement six cent mille voitures dans la capitale. Il y a vingt ans, il n'y avait que vingt ans. Elles s'ajoutent aux innombrables véhicules militaires, engins de déminage et autres autobus qui déjà mènent grand tapage.

Il est vrai que Moscou semble avoir été dessinée par un admirateur de Ford. Aussi étendue que l'agglomération parisienne, la capitale russe abrite deux millions d'habitants de moins et elle est quadrillée d'interminables avenues aussi larges que les Champs-Élysées. Sorti du centre historique, les immeubles s'épaissent, laissant circuler entre eux des ruelles d'hygiène d'air et le soleil. Autant d'emplacements pour des jardins. Mais aussi, éventuellement, pour des parkings. La faible densité de l'habitat soviétique et les lourds investissements du métro et l'on préfère en guise de transports en commun tabler sur les bus, les cars et les trolleys.

Tout cela appelle la voiture, les responsables de la capitale le savent bien. Ils le savent d'autant mieux que la ville, torride en été, se vide déjà chaque soir d'une partie de ses habitants : un million de moscovites dit-on, préfèrent rouler une heure ou s'enlasser dans un train pour rejoindre leur datcha que de coucher en ville. Or, la maison de campagne conduit irrésistible-

ment neuf « secteurs sauvegardés » couvrant 300 hectares, où l'on veut au moins sauver le patrimoine architectural. C'est là que seront les futures rues piétonnes. La première, la rue Smolenskaya, aura 2 kilomètres de long. Au-delà, les urbanistes veulent organiser sept « villes » d'environ un million d'habitants chacune autour d'un point fort : université, grand hôtel, centre commercial, parc et réseau de communications. Ces centres seront marqués par des tours-sénaux de vingt-cinq étages. Attention, on redescendra à des hauteurs plus modestes : douze à seize étages.

Tous ces beaux projets sont étayés par une volonté manifeste d'améliorer la qualité de la vie des Moscovites. On souhaite multiplier les parcs et les jardins. On en compte déjà 4 000 hectares, soit 20 mètres carrés par habitant (l'équivalent de Metz, championne de France des espaces verts) et on projette d'en ouvrir 3 000 hectares de plus. On continue aussi à nettoyer les quartiers de leurs industries les plus gênantes. Soixante-sept grandes entreprises auront été déplacées vers la périphérie au cours des quinze dernières années.

Enfin, à l'extérieur, au-delà du dernier périphérique — il y en a trois en ce moment — les questions, — la construction sera étroitement limitée dans un rayon de 150 kilomètres. Sur les régions de la capitale, cette zone d'usage d'embarcations privées à leur serait même interdit.

Des associations de protection de la nature

Des associations de protection de la nature protestent contre les ouvertures en juillet de nombreux dépôts de déchets de la chasse au gibier d'eau. « Des centaines de milliers d'hectares seront ratisés en pleine période de reproduction », dénoncent ces associations, parmi lesquelles on note l'Association française du Fond mondial pour la nature (W.W.F.). La Société nationale de protection de la nature et la Ligue pour la protection des oiseaux.

FIN

A LUXEMBOURG

Les Neuf vont tenter de fixer les quotas de captures alloués à chaque État

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des Neuf vont s'efforcer, une fois de plus, de définir, lundi 21 juillet à Luxembourg, le contenu d'une politique commune de la pêche. Il faut s'attendre, dans la meilleure des hypothèses, à une négociation longue et difficile qui devrait se poursuivre au cours de l'automne prochain. Selon certains milieux communautaires, on pourrait assister à un inflexionnement de la position (jusqu'aux trois fermes) de la Grande-Bretagne, qui accepterait maintenant d'engager sur le fond les pourparlers interrompus pratiquement depuis janvier 1979.

Le 20 janvier dernier, les Neuf sont parvenus à fixer pour cette année, contrairement à ce qui s'était passé en 1978, le total des prises pouvant être effectuées dans les eaux communautaires. Il s'agit maintenant de répartir les quotas État par État ; exercice difficile parce qu'il nécessite des concessions de chaque État membre en raison de la diminution des stocks des principales espèces péchées.

Les propositions que vient de transmettre la Commission aux Neuf ont soulevé les réserves de tous les gouvernements. Aucun n'accepte, en effet, la gâtée de cour — comment pourrait-il en être autrement au début d'une négociation ? — de partager les sacrifices. Du point de vue de la France, par exemple, les quotas proposés par la Commission privilégient trop les régions dont la pêche a une place prépondérante dans leur économie (Irlande, nord de la Grande-Bretagne, Groenland). Les Français contestent les quantités qui leur seraient allouées pour plusieurs espèces (cabillaud, églefin et surtout morue). Mais ce sont les Danois qui sont le plus mécontents des propositions de Bruxelles.

L'autre point-clé de la négociation concerne les « droits historiques » des États membres (France et Pays-Bas principalement) en pêche de certaines espèces (saumon, hareng, sardine, etc.). Les Danois qui sont le plus mécontents des propositions de Bruxelles. L'autre point-clé de la négociation concerne les « droits historiques » des États membres (France et Pays-Bas principalement) en pêche de certaines espèces (saumon, hareng, sardine, etc.). Les Danois qui sont le plus mécontents des propositions de Bruxelles.

DEUX COOPÉRATIVES BRETONNES VONT AIDER LA TUNISIE À CONSTITUER UNE FLOTTE MODERNE

(De notre correspondant.)

Tunis. — La Tunisie a choisi la France comme partenaire pour créer la première des sociétés mixtes de pêche, qu'elle se propose de constituer avec des pays étrangers, après sa décision, prise voici un an, de ne pas renouveler l'accord qui la liait dans ce secteur à l'Italie.

C'est aux termes d'une convention signée, samedi 12 juillet, à Tunis, entre l'Office national de pêche de Tunisie et deux coopératives bretonnes, l'Armement coopératif du Finistère et l'Union pêcheurs industrie de Bretagne, qu'a été créée la société franco-tunisienne. 51 % du capital appartient aux Tunisiens et 49 % aux Français. Le but principal de l'extension de la pêche hauturière et la formation des pêcheurs qui vont être, dans un premier temps, assurés par des techniciens français et la fourniture d'un matériel moderne. La société, qui se propose d'entrer rapidement en activité, attirera des chalutiers en attendant de posséder sa propre flotte.

LA FRANCE ET LE VENEZUELA DÉLIMITENT LEUR FRONTIÈRE MARITIME DANS LES CARAÏBES

Un traité sur la délimitation des frontières maritimes entre le Venezuela et les départements d'outre-mer français de Martinique et de Guadeloupe a été signé le jeudi 17 juillet à Caracas, lors du passage dans cette ville d'Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères. Ce traité délimite les eaux territoriales entre les deux départements antillais et l'île vénézuélienne d'Araya (El Yacaré) dans la mer des Caraïbes. Les termes du traité, fondé sur le principe de la délimitation des eaux territoriales à 300 milles des côtes, contiennent une nuance en faveur de la France au large de la Guadeloupe : a dit M. Stirn.

glais. Autrement dit, les Anglais ne reconnaissent pas le droit de pêche aux petits chalutiers français et néerlandais de pêcher en bordure de leurs côtes. Une telle attitude revenait à fermer la porte à toute négociation.

Dans ses propositions formulées la semaine dernière, la Commission s'en tient aux dispositions du traité d'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. à savoir : une zone privilégiée de 12 milles pour les bateaux anglais, mais avec l'octroi de droits à l'intérieur de cette bande pour les pêcheurs des autres États membres qui viennent traditionnellement dans ces parages. Reste à savoir si le gouvernement de M. Thatcher va changer radicalement de position.

L'optimisme exprimé par certains à Bruxelles tient à deux faits. Tout d'abord, le Royaume-Uni a accepté de fixer les niveaux de capture pour 1980. Ensuite, il est prêt, semble-t-il, à accepter un compromis sur la taille des flottes — ce qu'on appelle le « malage » — pour les pêcheurs exerçant des activités dans leurs eaux, notamment les langoustiers français.

Reste à savoir également si l'affaire de la contribution de la Grande-Bretagne au budget de la C.E.E. ne va pas finalement compromettre ce que l'on avait pensé, faire naître une nouvelle tension entre Londres et les autres capitales européennes.

MARCEL SCOTTO.

TRANSPORTS

LES ÉQUIPAGES DES CARGOS FRANÇAIS « MARSOULIN » ET « BELOUGA » ATTENDENT LEURS SALAIRES DEPUIS TROIS MOIS

L'avocat des marins du Marsoulin et Belouga, capitaine de la Compagnie de navigation maritime immobilisée respectivement au Havre et à Marseille, a porté plainte le 18 juillet contre l'armateur pour infraction aux dispositions du code du travail maritime.

M. Gérard Blumhuth, du bureau de Marseille, a en outre demandé aux administrateurs maritimes des deux ports de refuser le désarmement des bateaux ou toute délivrance de visa en cas de vente avant le jugement, le 22 juillet, du tribunal de commerce de Paris sur cette affaire. La plainte a été déposée auprès de la gendarmerie maritime au Havre à la suite de l'échec d'une réunion de conciliation tenue dans ce port, qui regroupait les représentants de l'équipage, les syndicats de marins et d'officiers, de la Compagnie de navigation maritime, les armateurs et confédération qu'il leur était impossible de fixer une date pour le règlement des soldes de l'équipage. Les vingt-trois hommes d'équipage du Marsoulin et les vingt-quatre marins du Belouga n'ont pas été payés depuis trois mois.

PAS TRÈS RAGOUTANT LE « NORWAY »...

Miami (A.F.P.). — Le Norway, l'ancien paquebot français, qui fut l'un des plus luxueux transatlantiques du monde, semble aujourd'hui ne plus être à la hauteur de sa réputation, si l'on en croit le service américain de la santé publique.

Les inspecteurs de ce service qui décernent des notes d'hygiène de 0 à 100 font grincer d'un 8, après une visite en début du mois de juin, à Miami, lors de son voyage inaugural vers les Caraïbes. Selon des informations publiées le 15 juillet, il y a eu en effet relevé de nombreuses déficiences en matière d'hygiène : ustensiles de cuisine « sales », nombreux moustiques sur les tables de travail. Un des responsables du service sanitaire a même constaté lors de la préparation d'un buffet que « la mayonnaise était étalée sur les sandwiches avec un pinceau à peinture. Je n'ai trouvé de navires dans cet état que dans deux ou trois cas », a-t-il affirmé. Les services américains ont cependant laissé le navire quitter le port, estimant qu'il n'y avait pas de danger immédiat pour les passagers. Une seconde inspection ayant montré que les responsables « faisaient leur possible pour améliorer la situation ».

Le Monde

Serv. des Abonnements
2, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 6287-27

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
231 F 421 F 541 F 594 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIES NORMALES
367 F 621 F 741 F 794 F

ÉTRANGER
(par mandats)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
231 F 381 F 501 F 554 F

EL - SUISSE - TURQUIE
231 F 381 F 501 F 554 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque (port trois fois) ne doivent pas joindre ce chèque à leur demande.

Transmission d'adresses définitives ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitale d'imprimerie.

CIRCULATION

PROGRESSION CATASTROPHIQUE (+ 45 %)

DU NOMBRE DES ACCIDENTS DE MOTO

En tenant compte des chiffres de 1979, les accidents de moto ont connu une progression « catastrophique » (+ 45 %) depuis le début de l'année, annonce la sécurité routière. (Voir nos dernières éditions datées 19 juillet).

Si l'évolution des accidents de la route est marquée globalement par une relative stabilité par rapport à 1979, cette stabilité ne concerne pas toutes les catégories d'usagers. 4 533 personnes ont été tuées, au total, depuis le début de l'année, contre 4 538 (soit + 0,38 %). Mais le nombre des tués en moto est passé, pour la même période, de 249 à 363 (+ 45,8 %) et le nombre des blessés de 9 852 à 12 081 (+ 31,5 %).

Selon les responsables de la sécurité routière, si ces tendances se prolongent, on comptera en 1980 près de 1 500 tués et plus de 40 000 blessés en moto ; c'est dire que les progrès accomplis dans les autres secteurs de la sécurité routière risquent d'être annulés.

Les J.O. de MOSCOU



LE MESSAGE DE BIENVENUE DE M. LEONID BREJNEV

Moscou (A.F.P.). — M. Leonid Brejnev a adressé, vendredi 19 juillet, un message de bienvenue aux participants aux Jeux de Moscou.

« Tout le travail de préparation des Jeux, déclare-t-il notamment, a été réalisé dans le strict respect des règlements du mouvement et de la charte olympique, sur la base des assurances données au C.I.O. par le président du Soviet suprême. Toutes les conditions requises ont été réunies pour que les Jeux de la XXII^e Olympiade soient d'un haut niveau sportif et technique. Nous espérons que les Jeux seront marqués par une atmosphère d'amitié et de compréhension mutuelle, qui guident le mouvement olympique, soient toujours présents lors des rencontres d'athlètes de nombreux pays. »

M. Brejnev conclut en manifestant sa satisfaction « de voir que tous les athlètes de nombreux pays des cinq continents se soient retrouvés sous les drapeaux olympiques à Moscou. Cela démontre bien que la volonté de coopération des peuples est indomptable. »

« L'HUMANITÉ » : un succès sans précédent pour le progrès des relations humaines.

L'humanité annonce l'ouverture des Jeux olympiques, samedi 19 juillet, en première page, sous le titre : « Hourra les Jeux ». Le quotidien du P.C.F. indique que, « journal de la vérité », à la différence de ses confrères, il « rendra longuement compte des Jeux grâce à cinq correspondants, qui feront revivre ces Jeux olympiques sous tous leurs aspects, sportifs, culturels et politiques. »

Dans un éditorial intitulé : « L'Olympisme victorieux », Roland Passavant écrit notamment : « La tenue de ces XIX^e Jeux olympiques, dans la capitale de l'Union soviétique, constitue un succès sans précédent pour ceux qui mettent le progrès des relations humaines, le combat pour plus de compréhension et de justice dans un monde en paix. Si un échec devait survenir, nous n'hésiterions pas, pour des objectifs politiques, à tenter de briser l'olympisme, sans le moindre respect des sportifs, de leur volonté de leur expérience, de leurs témoignages, de leurs sacrifices, de leurs espérances. »

Il ajoute : « A l'opposé du consensus allant des gardiens aux socialistes, toutes les forces de gauche dans cette campagne contre les Jeux, le P.C.F. comme toujours dans le passé, a appelé à la lutte pour la sauvegarde de l'olympisme, pour le droit au sport et le respect des sportifs. Ses efforts soulignent la constance et le sérieux de sa politique dans ce domaine, comme la présence sur les Jeux de son secrétaire général, Georges Marchais, et d'une délégation d'études en portait témoignage. »

CHINE NOUVELLE : l'Union soviétique est victime de sa politique d'agression.

Pékin (A.F.P.). — La presse chinoise salue l'ouverture des Jeux olympiques en décrivant pratiquement le village olympique de Moscou comme une sorte de camp de concentration.

Une dépêche de l'agence Chine nouvelle, datée de Moscou, parle d'un renforcement du dispositif policier dans la capitale soviétique et évoque une atmosphère particulièrement étrange qui règne au village olympique qui abrite les athlètes et le centre de presse, entouré de grilles de plus de 2 mètres de haut et autour duquel patrouillent constamment des hommes en armes.

« Selon les évaluations des observateurs, les autorités soviétiques ont doublé les effectifs de leurs agents de la sécurité dans la capitale. »

Chine nouvelle accuse aussi l'Union soviétique d'avoir rendu les Jeux olympiques « victimes de sa politique d'agression. »

L'agence énumère les diverses explications données par la propagande soviétique pour expliquer la non-participation aux Jeux d'un grand nombre d'athlètes : « Moscou a soigneusement évité de citer les deux raisons capitales : l'incident d'Afghanistan et le boycott international », écrit Chine nouvelle.

« Quelles que soient les mesures qu'elles ont adoptées pour tromper les Soviétiques et diffuser d'autres pays, les autorités soviétiques ne peuvent en aucun cas décharger leur responsabilité dans le sabotage des Jeux olympiques », conclut l'agence. « Au cours de l'histoire, celle de plus de quatre-vingts ans, des Olympiades, deux pays — l'Allemagne hitlérienne et l'Union soviétique — ont déclenché des guerres d'agression au moment où ils accueillent les Jeux. »

Les déclarations de M. Samaranch

(Suite de la première page.)

Lord Killanin déclare : « Je ne dirai pas un seul mot qui puisse représenter un obstacle pour l'avenir des Jeux. Mon but est que cette crise soit oubliée et que tous les comités nationaux olympiques participent aux Jeux de Los Angeles. Jamais, d'ailleurs, les Sociétés n'ont mis en doute leur participation à ces Jeux. »

Le fait que les prochains J.O. se tiennent à Los Angeles crée néanmoins un problème protocolaire pour la cérémonie de clôture des Jeux de Moscou, au cours de laquelle, selon la tradition, le drapeau américain devrait être hissé.

Plusieurs membres du C.I.O. ont déclaré que le protocole serait respecté malgré l'opposition du président Carter. M. Samaranch est moins affirmatif. « Cette affaire reste en suspens jusqu'au 3 août. Nous avons le temps de réfléchir avant de prendre une décision », affirme-t-il. « Mon avis personnel est que le drapeau d'un pays appartient à ce pays. »

Le futur président du C.I.O. estime qu'il est très difficile d'éviter l'ingérence de la politique dans le sport : « C'est presque impossible. Si nous avons un monde en paix, nous aurons un mouvement olympique très tranquille ; si nous avons un monde au bord de la guerre froide, nous aurons beaucoup de difficultés. Je ne suis ni optimiste ni pessimiste », ajoute M. Samaranch. « Je crois que l'avenir du monde olympique dépend beaucoup de celui du monde, et notamment des relations Est-Ouest. S'il n'y a pas de tensions, il n'y aura pas de problèmes ; si la tension persiste, nous aurons des difficultés à Los Angeles. Nous en aurons même en Grèce. »

Cependant, M. Samaranch, qui se déclare pour le moment « ni favorable ni défavorable » au site unique pour les J.O., est aussi réticent à cet égard que son prédécesseur. « Nous avons une offre très intéressante de nos amis grecs, une commission présidée par M. Giatromou d'Elagie (Côte d'Ivoire) a commencé à travailler. Nous avons besoin d'étudier cette proposition. Mon premier voyage en tant que président du C.I.O. sera pour la Grèce afin de m'informer. »

Consulter avant d'agir

Il est prêt aussi à étudier un allègement du protocole qui sera déjà appliqué par dix-huit délégations à Moscou et visant à dénationaliser les cérémonies olympiques. Mais M. Samaranch veut avant toute décision prendre l'avis des fédérations internationales et des comités olympiques nationaux.

Ces fédérations viennent d'obtenir que treize nouvelles disciplines figurent au programme des Jeux de 1994, alors que depuis deux olympiades la tendance était à la diminution du programme afin de combattre le gigantisme. « Il est difficile d'imposer des limites », déclare M. Samaranch. Sans parler du gigantisme, nous aurons toujours des Jeux de plus en plus importants, avec un nombre croissant de participants. » Mais l'idée de ramener de trois à deux pour chaque délégation le nombre des participants aux disciplines athlétiques — comme ce sera le cas en natation — lui paraît irréaliste : « La Fédération

internationale d'athlétisme tient beaucoup à ce que les trois meilleurs athlètes nationaux aient un espoir de monter sur le podium. Nous devons respecter cette idée. »

De même en ce qui concerne l'éventuelle inscription individuelle des sportifs aux Jeux, M. Samaranch pense qu'il ne faut pas éliminer les privilèges des comités nationaux qui font actuellement les sélections : « Notre force, déclare-t-il, réside dans de bonnes relations avec les comités nationaux olympiques et les fédérations internationales. »

L'ambassadeur d'Espagne à Moscou n'en pense pas moins que la liberté d'opinion des athlètes doit être respectée : « Mon attitude personnelle, c'est l'attitude

A LA TÉLÉVISION

SAMEDI 19 JUILLET
Résumé de la cérémonie d'ouverture dans les journaux du soir.

DIMANCHE 20 JUILLET
Natation : 17 h. 25, 19 h. 15 (TF 1) ; 18 h. 55, 19 h. 55 (A 2).

LUNDI 21 JUILLET
Natation et plongeon : 16 h. 30, 17 h. 40 (TF 1).
Résumé de la Journée : 22 h. 45, 23 h. 50 (A 2).

Dopage : tricherie possible

De notre envoyé spécial

Moscou. — Les contrôles antidopage seront-ils effectués à Moscou pendant les Jeux avec toute la régularité espérée ? Bien que ce mal endémique du sport de haut niveau soit universellement répandu, une présomption plus lourde pèse depuis longtemps sur les athlètes des pays de l'Est qui sont l'objet d'une « préparation biologique » très poussée. Cette présomption a été souvent étayée par des analyses positives effectuées à l'occasion de championnats internationaux. Il s'agit donc de savoir si, à domicile, les athlètes soviétiques ne bénéficieraient pas de conditions d'analyse trop favorables.

Pour connaître aux soupçons, le prince Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du Comité international olympique, a organisé, vendredi 18 juillet au stade Lénine, une simulation de prélèvement. On lui a alors le sentiment d'assister à un jeu de magie où le prestidigitateur antenne son partenaire dans un sac, le couvre de chaînes, le foule dans une malle et cadencée encore le tout avant de le faire réapparaître libre de tout lien d'un claque-mont de doigts. Que nous a-t-on montré en effet ?

Le sportif sélectionné pour le contrôle se présente au centre de prélèvement, fouille ses poches, se déshabille, se fait passer par un médecin, se verse dans deux bocaux. Ceux-ci sont scellés à l'aide d'un papier qui porte un numéro de code. Ces bocaux sont ensuite placés dans des enveloppes en plastique qui sont plombées avant d'être transportées au laboratoire sous la surveillance de deux gardes, dans un

conteneur plombé lui aussi. Le temps de transport est noté, et les numéros de code des fiocons sont transmis dans des enveloppes scellées au prince de Mérode, qui les conserve dans un coffre-fort dont il est le seul à posséder la clé. Les enveloppes seront ouvertes seulement à l'analyse par chromatographie en phase gazeuse et par spectrométrie de masse révèle des substances interdites et notamment des stéroïdes anabolisants.

Pareil luxe de précautions devrait empêcher toute fraude. Pourtant il y a un truc, une possibilité de tricherie. Toutes les personnes qui assistent au prélèvement, c'est-à-dire l'athlète, qui peut être assisté par son médecin personnel, le médecin du centre et les assistants, connaissent le numéro de code placé sur les fiocons. Autrement dit, tous les soviétiques devraient bien empêcher de compléter une urine « coupable » par une urine « innocente », mais il sera possible de prévenir le laboratoire de ne pas trop pousser les recherches sur l'échantillon de l'athlète, mais de numéro de code. Et le tour serait joué.

Nous ne disons pas qu'un tel tour de passe-passe se produira, car il suppose la complicité des médecins. Toutefois il est possible, et on sait que Mérode l'y a vu, que les sportifs des pays de l'Est à ce que leurs succès éventuels aux Jeux de Moscou ne soient aucunement enchevêtrés. Le prince de Mérode a reconnu que les méthodes de contrôle comportent là une faille, mais il a souligné avec philosophie que toute entreprise humaine a des failles. Il se d'ailleurs que la répression du dopage ne donne pas toujours des résultats : à Lake Placid, pour les Jeux d'hiver, 1 million de dollars ont été dépensés pour les contrôles qui n'ont révélé aucun cas positif, bien que les méthodes d'analyse permettent désormais de détecter des traces d'anabolisants datant de cinq à six mois. — A.C.



(Dessin de CHENEZ.)

Les mots d'ordre sont plus sportifs

« Pas de vide idéologique »

De notre correspondant

Moscou. — Moscou a retrouvé le visage des jours de fête traditionnelle en U.R.S.S. : 7 novembre, anniversaire de la révolution ; 1^{er} mai, fête du travail ; 9 mai, anniversaire de la victoire sur l'Allemagne. Le dispositif est le même. Seule la couleur dominante a changé : la rouge est en cette minotrie et les slogans ornent les gigantesques panneaux dressés au milieu des trottoirs sont à dominante sportive. On a renoncé également à aligner, comme le veut la coutume soviétique, les portraits des membres du bureau politique sur les grandes places de la ville. Même l'effigie de M. Leonid Brejnev se fait rare, sauf quand elle couronne une citation du secrétaire général du parti communiste soviétique dédiée aux J.O. : « L'U.R.S.S. soutient et soutiendra le mouvement olympique contemporain. »

Lénine, dont on découvrait certainement qu'il était un des plus fervents partisans des J.O. modernes, est resté sur les murs où il avait été peint. Mais, en général, les portraits soviétiques sont plus appelés à travailler aujourd'hui mieux qu'hier et demain mieux qu'aujourd'hui. Ils ne peuvent plus apprendre par les slogans que « la Constitution de l'U.R.S.S. vit et fonctionne », que « le plan du parti, c'est le

plan du peuple », que « les idées de Lénine parcourent la planète ».

Aujourd'hui, les mots d'ordre sont plus sportifs, sans que la politique ait abandonné pour autant. A côté de la devise olympique « Plus vite, plus haut, plus fort », le touriste étranger qui pose devant la curiosité jusqu'à se faire traduire les inscriptions en russe saura que « le sport est un ambassadeur de la paix », qu'il « sert la paix et l'amitié entre les peuples », qu'il représente la « santé pour des millions d'hommes », qu'il est indissolublement lié à la paix et au progrès. Les Jeux ont lieu « au nom de la paix » et sont « au service du progrès ». Elles permettent de passer « de l'ennemi dans le sport à la paix sur la terre » et de pratiquer le sport « au nom de la paix et de l'humanité ». Tout cela n'étant finalement que des lieux communs, puisque les J.O. sont à Moscou, capitale de l'U.R.S.S. ; « porte-drapeau de la paix » ; comme l'écrit le président du comité « l'Est soviétique pour la culture physique et le sport : « Il est très important qu'il n'y ait pas de vide idéologique dans le milieu sportif. »

DANIEL VERNET.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Zoetemelk mis en cause

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — M. Jacques Goddet, directeur du Journal l'Équipe et codirecteur du Tour de France, a provoqué un beau tohu-bohu, vendredi 18 juillet, en arrivant dans son hôtelier qu'il ne reconnaît plus. Il a été accueilli par un homme qui se présente comme Joop Zoetemelk, le vainqueur du Tour de France 1979. Selon M. Goddet, cette éventualité viendrait des résultats d'un contrôle antidopage effectué à la fin de la saison dernière, auquel Zoetemelk a été soumis à

l'étape de Saint-Etienne contre la montre, à plus de 45 kilomètres de l'heure du moment où il avait été dopé, moralement.

Zoetemelk possède désormais une marge de sécurité de 6 min. 47 sec. Il a virtuellement gagné le Tour. L'arrivée sera jugée dimanche sur les Champs-Élysées. A moins que M. Jacques Goddet n'ait pas dit tout ce qu'il savait.

JACQUES AUGENDRE.

M. Goddet en a trop dit ou pas assez. L'alternative est la suivante : ou bien Zoetemelk a été convaincu de dopage et M. Goddet le sait, mais ne veut pas le dire carément — il faut ménager ce qui reste d'intérêt au Tour, — ou bien il n'y a rien et l'accusation, même présentée comme une hypothèse, est très grave.

F. J.

Voici le classement de la vingtième étape, Saint-Etienne-Saint-Etienne (34,450 km contre la montre), course vendredi 18 juillet :

CLASSEMENT DE L'ETAPE
1. Zoetemelk (P.-B.), 48 min. 33 sec. ; 2. Kneemann (P.-B.), 48 min. 34 sec. ; 3. Agostinho (Port.), 48 min. 40 sec. ; 4. Kuiper (P.-B.), 48 min. 50 sec. ; 5. Vandendriessche (Belg.), 47 min. 15 sec. 26 ; 6. Oosterbosch (P.-B.), 47 min. 15 sec. 55 ; 7. Vandeweyer (Fr.), 47 min. 41 sec. ; 8. Benze (Fr.), 47 min. 41 sec. ; 9. Ludo Peeters (Belg.), 47 min. 57 sec. ; 10. Jo Meys (P.-B.), 47 min. 57 sec. etc.

CLASSEMENT GENERAL
1. Zoetemelk (P.-B.), 88 h. 18 min. 22 sec. ; 2. Kuiper (P.-B.), 88 h. 47 min. 15 sec. ; 3. Kneemann (P.-B.), 89 h. 48 sec. ; 4. De Mura (Belg.), 89 h. 15 min. 16 sec. ; 5. Agostinho (Port.), 89 h. 15 min. 29 sec. ; 6. Benze (Fr.), 89 h. 16 min. 25 sec. ; 7. Peeters (Belg.), 89 h. 20 min. 53 sec. ; 8. Bazo (Fr.), 89 h. 20 min. 53 sec. ; 9. Ludo Peeters (P.-B.), 89 h. 21 min. 2 sec. etc.

UNE MALADRESSE D'ANTENNE 2

Pas de cérémonie d'ouverture... mais les Springboks

Maladresse, provocation, ignorance ? On peut se poser la question de savoir ce qui a poussé Antenne 2 à remplacer, ce samedi 19 juillet, la transmission de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Moscou par un match de rugby joué il y a plusieurs semaines, et aujourd'hui sans grand intérêt, opposant l'équipe sud-africaine des Springboks à la sélection britannique des Lions. Le choix d'Antenne 2 est en tout cas symbolique. Au lieu de donner les premières images des Jeux de Moscou, même dévaluées par le boycottage, elle a préféré présenter une rencontre de rugby enregistrée au pays de l'apartheid sans trop se soucier de la signification politique de sa décision, surtout un tel jour.

L'Afrique du Sud n'est-elle pas exclue du mouvement olympique et condamnée par l'ONU, qui recommande de ne pas entretenir de rapports sportifs avec le pays de la ségrégation raciale ?

Même si, à Antenne 2, on s'imagine que la retransmission de la rencontre de rugby était prévue depuis longtemps et que la retransmission de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Moscou a été, en fait, remplacée par un tournoi de golf en Grande-Bretagne et un débat sur les Jeux, le programme de l'émission « Les Jeux du stade » ne semble pas plus répondre aux exigences de l'actualité qu'aux souhaits des téléspectateurs.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a protesté auprès de la direction d'Antenne 2. Selon le MRAP, Antenne 2 « apporte son soutien aux pratiques racistes qui soulignent le sport au pays de l'apartheid en présentant, à l'heure même où s'ouvrent les Jeux, un match des Springboks, dont la venue en France a été naguère déclarée officiellement indésirable ». Le MRAP rappelle d'autre part qu'il a protesté auprès de M. Leonid Brejnev contre la « persistance de diverses formes d'antisémitisme en U.R.S.S. ».

هكذا من الأصل



de Moscou

POINTS DE VUE

Lettre ouverte à des otages

par BERNARD STASI (*)

SPORTIFS français à Moscou, cette lettre, il y a peu de chances que vous la lisiez. Le journal qui la publie ne parviendra certainement pas jusqu'à vous. Et s'il réussissait, malgré tout, à franchir les barrières et à échapper aux toulous, je ne suis pas sûr que la prose d'un homme politique éveillerait votre curiosité.

D'ailleurs, en lisant le titre de cet article, vous ne comprendriez sans doute pas que ces lignes vous sont destinées. Libres de vos mouvements (enfin, à peu près...) dans le village olympique où vous vous préparez aux compétitions des jours à venir, vous ne vous sentez pas, l'imaginez, dans le peau d'un otage.

En vérité, le terme d'otage est peut-être excessif. Votre vie n'est pas en danger et votre liberté n'est pas en jeu.

Aussi, je ne me sens pas permis d'utiliser ce mot si, au cours de ces dernières semaines, certains d'entre vous ne l'avaient abondamment employé.

Combien de fois, en effet, et avec quelle vivacité, des sportifs — ou ceux qui prétendent parler en leur nom — ont reproché à ceux qui attireraient votre attention sur les implications politiques des Jeux de vouloir faire, de vous, des otages de la politique !

Je n'insisterai pas sur l'injustice qui consistait à adresser un tel grief à ceux qui, au contraire, vous invitaient à une réflexion personnelle et à l'exercice de votre liberté d'homme.

Après tout, c'est sans doute notre faute si nous n'avons pas réussi à nous faire comprendre de vous, si nous n'avons pas réussi à vous convaincre. C'est notre faute si vous avez le sentiment que nous vous manipulons ou que nous vous méprisons, alors que c'est, précisément, par respect pour l'homme sportif que nous avons fait appel à sa libre conscience. Alors que c'est, précisément, en raison de notre haute conception du sport, de notre haute conception de ce que devraient être les Jeux, que nous considérons que, pas plus que l'Allemagne nazie des persécutions contre les Juifs et des camps de concentration, la Russie des goulags et des hôpitaux psychiatriques n'est digne d'accueillir la fête olympique.

Le mépris

Le mépris à l'égard du sport et des sportifs n'est-il pas, plutôt, du côté de ceux qui, sans oser le dire clairement, pensaient tout bas : « Laissons ces bons jeunes gens s'amuser à leurs jeux innocents et dérisoires. Cela divertit le peuple et ne fera de mal à personne. »

Pour moi, en tout cas, le sport n'est pas une activité dérisoire. Et dans le monde tel qu'il est, seuls les enfants et les imbéciles sont tout à fait innocents.

Peut-être, aussi, n'avons-nous pas su vous faire comprendre que, pour ceux qui le préconisent, le boycottage des Jeux était davantage un réflexe d'honneur et de dignité que le choix d'un camp contre un autre. Et je comprends la crainte de certains d'entre vous d'être « récupérés ». Mais fallait-il, pour ne pas paraître céder aux injonctions maladroites du président américain, refuser d'écouter les appels pathétiques des dissidents soviétiques et des résistants afghans ?

Ces interrogations sont désormais vaines. La bataille pour le boycottage est terminée — et nous l'avons perdue. Vous avez fait usage de votre liberté et vous voici à Moscou.

Je m'incline devant votre choix et ne chercherai pas, le moi du monde, à vous culpabiliser.

De quel droit, d'ailleurs, des responsables politiques vous adresseraient-ils, aujourd'hui, des reproches ? Nous sommes bien mal placés pour cela. Une certaine pudeur s'impose à nous.

En raison des responsabilités qui sont les nôtres, c'était d'abord à nous qu'il appartenait de veiller sur l'honneur et sur l'image de notre pays. Le moins que l'on puisse dire est que ce souci n'a pas paru prédominant chez tous ceux qui se sont prononcés à propos de ces Jeux. Et le gouvernement a souligné bien des consciences inquiètes en proclamant que l'honneur de la France n'était nullement engagé en la circonstance, qu'il s'agissait d'un problème purement sportif et qu'il appartenait donc aux seuls sportifs de trancher. Peut-être, alors, demander aux sportifs d'être plus royalistes que le roi, c'est-à-dire plus politiques que les politiques ?

Permettez-moi d'ajouter que je suis suffisamment familiarisé avec la chose sportive pour comprendre ce que représente, pour un sportif, le rendez-vous olympique — ce rendez-vous préparé par de longues années d'efforts et de sacrifices. Et si je tire

par BERNARD STASI (*)

mon chapeau avec admiration à ceux des sportifs qui ont choisi de rester chez eux, je ne me sens pas le droit de vous jeter la pierre, à vous qui, en raison de l'importance que revêtent pour vous les Jeux olympiques, avez décidé d'y participer. Il vous aurait fallu, en vérité, de l'héroïsme pour y renoncer. Et vous pouvez, à bon droit, nous dire : « Pourquoi devrions-nous, nous seuls, faire preuve de courage, alors que la plupart de ceux qui ont pris position dans cette affaire ont cherché, surtout, à être habiles ? »

Dans, vous êtes à Moscou. Que vous le vouliez ou non, vous y êtes en otage.

Quels que soient la pureté de votre idéal olympique, votre volonté sincère de vous tenir à l'écart de toute contamination politique, votre souci de n'apporter aucune caution à qui que ce soit, vous allez participer à une manifestation de propagande pour le régime soviétique — c'est-à-dire en faveur d'un des régimes les plus totalitaires et les plus impérialistes qui soient dans le monde.

De nombreux documents soviétiques officiels le proclament sans vergogne : si l'organisation des Jeux a été confiée à Moscou, c'est afin de rendre hommage à la supériorité du système soviétique. Et, grâce aux médias, chaque jour, doit être confirmé avec éclat, aux yeux du monde entier, le bien-fondé de ce choix et de ce jugement.

Diversions

C'est également dans une opération de diversion que vous êtes, contre votre gré sans doute, mobilisés. Les autorités soviétiques comptent sur les Jeux pour détourner de l'Afghanistan l'attention de l'opinion internationale. Les clameurs du stade doivent couvrir les cris — les cris de douleur et ceux de colère — du peuple afghan qu'on assassine.

Certes, vous pouvez rejeter de votre esprit toute préoccupation qui risque de troubler votre concentration, de compromettre vos chances ou, tout simplement, de gâcher votre plaisir. Vous pouvez, par indifférence ou au nom d'une conception communiste de l'apathisme, vous désintéresser totalement de l'utilisation politique qui est faite de votre participation aux Jeux. Vous pouvez aussi — et c'est votre droit de libre citoyen d'un pays démocratique — vous réjouir de contribuer à cette opération de propagande. Mais vous ne pouvez pas nier qu'il s'agit bien de cela et qu'on entend vous y utiliser.

Vous pouvez refuser d'être ainsi exploités. Vous pouvez échapper à votre condition d'otage. Et, en le faisant, vous contribuerez aussi à sauver l'honneur de notre pays.

L'honneur de la France... cela vous agace un peu, je le sais, que l'on vous en confie ainsi la charge à l'occasion des compétitions sportives. Cet honneur pèse parfois lourdement sur les épaules. Et beaucoup de contre-performances de nos sportifs dans le passé ne s'expliquent pas autrement que par la peur de décevoir l'attente anglaise et anglaise de tout un peuple.

Peut-être, effectivement, est-il quelque peu abusif de considérer qu'un sportif engage l'honneur de son pays dans une épreuve sportive. Mais à l'occasion du rassemblement de Moscou, ce qui est en jeu et ce dont vous êtes comptables, c'est bien plus que le rang de notre pays dans la hiérarchie sportive. Oui, je le crois sincèrement, pour une fois, c'est vraiment l'honneur de la France que vous avez à prendre en charge. C'est lourd, je le sais, et cela vous complique un peu la tâche. Mais en cet été de 1980, pour qui la tâche est-elle facile ?

En tout cas, ce qu'un bon nombre de Français attendent de vous, c'est que, par un signe, par un acte public, par une démarche, vous exprimiez, clairement, à la fois votre refus et votre solidarité.

Solidarité

Refus d'être utilisés à la plus grande gloire du régime soviétique. Solidarité avec ceux qui, en Union Soviétique ou de l'autre côté de la frontière afghane, souffrent de la répression et luttent contre l'oppression.

Votre geste, quel qu'il soit, contribuera, aussi, à faire comprendre au peuple soviétique que le régime qui pèse si lourdement sur lui ne bénéficie pas, comme on voudrait le lui faire croire, d'une admiration unanime dans le monde. Beaucoup de

(*) Président délégué du Centre des démocrates sociaux : président de l'intergroupe pour les droits de l'homme de l'Assemblée nationale.

ceux qui désespèrent reprendront espoir, grâce à vous.

Et, je puis vous en donner l'assurance, la grande majorité des Français applaudiront.

Certes, si l'on en croit les sondages, près de 80% des Français étaient partisans de la participation aux Jeux de Moscou. Et je crains que les sondages ne se soient nullement trompés.

Beaucoup de nos concitoyens ont fait semblant de croire à la faiblesse de la mythologie de l'olympisme pur et fraternel, malgré tous les démentis apportés par les faits, malgré toutes les déviations, commerciales et nationalistes, où s'est fourvoyé le mouvement olympique au cours de ces dernières années.

En fait, les Français ont cherché à se donner bonne conscience. Ils étaient moins dupes qu'ils le désiraient le paraître, mais ils ne voulaient pas être privés du magnifique spectacle télévisé que constituaient les Jeux olympiques. Par ces temps de moralité et d'inquiétude, on est parfois tenté de les comprendre.

Mais, aujourd'hui que le spectacle va commencer, les Français ne sont pas très fiers — pas très fiers de leur attitude ni de celle de la France officielle. Ils éprouvent une sorte de malaise, le sentiment que l'honneur de la France, dans cette affaire, est quelque peu chiffonné.

C'est à vous qu'il appartient de rendre, à la France, un peu de sa fierté perdue.

Nous avons échoué

par MAREK HALTER (*) et BERNARD-HENRI LÉVY (**)

AINSI, donc, peu importe que l'armée rouge stationne toujours à Kaboul et miliciens locaux qui jettent les villages du Nuristan et de l'Hazarjât. Peu importe que les Orlov, les Nasarlan, les Chicharski puissent toujours les camps et les prisons soviétiques avec d'autres encore, de plus en plus nombreux, à mesure que se rapprochent l'échéance du 15 juillet. Les appels d'André Sakharov, prix Nobel de la paix, auront été vains aussi, qui, du fond de l'exil de Gorki, dans une solitude presque totale, multipliait adresses et suppliques aux hommes libres d'Occident et parlait aussi de France.

Le gouvernement français, en effet, a choisi de ne pas entendre. Le comité olympique français a préféré fermer les yeux. L'opinion publique elle-même, dans sa naïveté, semble avoir pris le parti du silence, pour ne pas dire de l'indifférence. Et les sont là du coup, et nous sommes là, à notre place assignée, comme si de rien n'était, comme s'il ne s'était rien passé, alors que s'ouvrent à Moscou les Jeux olympiques.

Il va de soi que, pour tous les Français qui se faisaient de leur pays une idée plus haute et plus digne, c'est une terrible déception. Il est certain que pour tous ceux qui, gardant mémoire du passé, comptent bien trouver cette fois la force d'entraîner la mécanique qui mène à la démission, c'est un cruel déconfort. Pour nous qui, il y a sept mois, déjà, créons le comité Droits de l'homme Moscou 80 afin de proposer et de populariser l'idée d'un boycottage des Jeux de la honte et de l'infamie, il faut bien se résigner à appeler les choses par leur nom : c'est un échec.

Echec, la mobilisation de toutes les grandes figures de la dissidence, rassemblées au grand complet, le 22 janvier dernier, lors de notre conférence de presse constitutive. Echec, les « Six heures pour Sakharov » que nous organisons, fin février, autour de Stava Rostropovitch dont nous espérons que la musique, à défaut de franchir les frontières, passerait au moins, ici, la borne des consciences. Echec encore, ce 1^{er} mai 1980 dont nous avions rêvé de faire le 1^{er} mai des droits de l'homme et de l'homme, déjà, avaient — sinistre aigreur — pris soin de matraquer. Oui, tant et tant d'initiatives, de manifestations et de débats qui, n'ayant donné point à conclure les puissances de l'abandon, se soldent à nouveau par une forfaiture collective.

Serait-ce que nous aurions trop préjugé de nos forces et des pouvoirs de la parole ? Qu'ils auraient trop préjugé de la portée de leurs voix dans ce pays, ces centaines d'intellectuels, d'artistes, de journalistes qui, eux aussi, se sont engagés dans la bataille du boycottage ? Que nous aurions trop attendu, au fond, d'un Etat dont le président promettait, fin 1978 à Genève, de se faire partout dans le monde « l'avocat inlassable de la cause des droits de l'homme » ? Le résultat est là en tout cas, dont il faudrait bien se décider à tirer les conséquences et les pleines leçons.

Pour notre part, ce n'est pas sans amertume que nous disons aujourd'hui un comité désormais sans objet. Certes, nous nous y étions donné le départ engagé puisqu'il n'avait d'autre but que de lutter ponctuellement, jusqu'à l'échéance du 19, pour que les Jeux olympiques deviennent enfin l'occasion de sanctionner un despotisme. Mais nous n'imaginions pas alors que le bilan serait si mince, et si fragile la sanction, ni si ferme survolté cette étrange alliance que nouait entre eux les Etats et qui, par-dessus les têtes, vient à régulièrement sanctifier les œuvres de la terreur.

De nouvelles batailles viendront bien sûr, avec de nouvelles échéances, et de nouveaux comités, tout aussi provisoires, tout aussi provisoires, pour tenter de la sanction, ni si ferme survolté cette étrange alliance que nouait entre eux les Etats et qui, par-dessus les têtes, vient à régulièrement sanctifier les œuvres de la terreur.

Aux soixante-quinze mille touristes, par exemple, dont on peut souhaiter que les traverses sportives n'étouffent pas tout à fait les élan de la conscience. Aux journalistes présents à Moscou qui peuvent dès maintenant sauver leur honneur et le nôtre, en résistant à la censure que prétendent leur imposer. Les autorités soviétiques aux athlètes enfin, avec qui, une fois on doit, nous avons pu dialoguer et rappeler les quelques heures qui, dans l'histoire du sport, ont retrouvé les exigences éternelles de la justice : celle-ci notamment, dont ils se souviendront peut-être de Smith et Carlos, à Mexico en 1968, faisant d'un podium olympique une tribune de la liberté et d'un simple poing dressé l'emblème retrouvé de la dignité des hommes.

De nombreuses voix s'élèvent

encore pour demander aux sportifs français de ne pas aller à Moscou. Les arguments avancés sont si divers qu'il devient de plus en plus difficile de cerner les motivations réelles de ceux qui préconisent le boycottage. Pour les uns, par leur présence dans la capitale soviétique, les sportifs français cautionneront un régime bureaucratique qui foule aux pieds les droits de l'homme, et ils ne pourront recueillir que « des médailles tachées de sang ».

Pour d'autres, la grande majorité des sportifs de haut niveau sont désormais des machines gavées de produits dopants et, dans ces conditions, les Jeux olympiques ne sont qu'une occasion supplémentaire d'exacerber les nationalismes dans leur forme la plus détestable, le chauvinisme.

Il est indubitable que les autorités soviétiques s'efforceront de tirer parti d'une réussite des Jeux de Moscou. Cette caractéristique ne leur est pas propre. Le régime maoïste avait fait de même en 1968. Le gouvernement de la R.F.A. souhaitait ouvertement effacer les Jeux de Berlin par le succès de ceux de Munich, et le gouvernement canadien a tout mis en œuvre pour récolter des fruits politiques de l'organisation des épreuves de la vingt et unième olympiade. Ce qui est nouveau — dira-t-on — c'est l'organisation des épreuves olympiques dans un pays où les droits de l'homme ne sont pas respectés et qui, en outre, a envahi un autre pays. Nul n'ignore ces faits et, pour certains, ils justifient le boycottage.

A ceux-là, rappelons tout d'abord quelques événements de l'histoire

olympique récente. Les Jeux de Mexico furent précédés du massacre de deux cents étudiants. A Munich, les autorités allemandes précipitèrent la fusillade de l'aéroport de Furensfeldbruck pour trouver une solution rapide à la prise d'otages israéliens et sauver leurs Jeux olympiques (1).

Enfin, à Montréal, outre de très sombres « magouilles » politico-financières entourant la construction des installations olympiques, les athlètes du continent africain sont rentrés chez eux sans avoir participé pour protester contre l'apartheid. A chaque fois, la France est restée et a participé. Pas plus que je ne suis indifférent aux drames vécus par le peuple afghan et par les dissidents soviétiques, je n'ai été indifférent à celui des étudiants mexicains, aux larmes des jeunes israéliens que je côtoyais, en 1972, au camp olympique de la jeunesse, à l'oppression de la majorité noire en Afrique du Sud.

Sensible à tous ces drames, je n'ai pas à établir une hiérarchie entre eux, hiérarchie qui justifierait la participation, la non-participation, la boycottage. En revanche, je refuse d'être entraîné dans une nouvelle manifestation de l'affrontement idéologique des blocs.

Une solution simpliste et partielle

Peut-être faut-il supporter les Jeux olympiques ? La question mérite d'être posée, mais cette suppression est sans doute une solution aussi simpliste que partielle.

Solution simpliste : les problèmes socio-économiques du Mexique auraient-ils été réglés par la notation des Jeux de 1968 ou la paix armée du Moyen-Orient par l'interdiction de ceux de Munich ? Le retrait des délégations africaines à Montréal n'a pas supprimé l'apartheid en Afrique du Sud et l'al la profonde conviction que les armes ne se seraient pas tues en Afghanistan si les Jeux de Moscou avaient été transformés en simples aparthéides.

Certes, la politique internationale est chose complexe et les symboles y ont probablement de l'importance, mais comment expliquer l'attitude du chancelier Schmidt qui vise à créer un isolement diplomatique de l'U.R.S.S. en demandant à ses athlètes de boycotter Moscou et qui s'emploie ensuite à rompre cet isolement en se rendant lui-même dans la capitale soviétique ? Quelle est la signification d'une non-participation française aux Jeux après la rencontre de Varsovie, rencontre précédée d'une présence remarquée de l'ambassadeur de France à Moscou lors du défilé militaire (2) du 1^{er} mai ? Les sportifs américains (2) ne sont-ils pas les seuls à payer très cher l'image électorale de fermeté que le président Carter a choisi de se donner, tandis que les échanges commerciaux et scientifiques avec l'U.R.S.S. se poursuivent ?

Solution partielle : pourquoi restreindre une telle politique aux seuls Jeux olympiques ? La tenue du Mondial en Argentine est, pour les mêmes raisons, totalement inadmissible. L'organisation des championnats d'Europe d'athlétisme à Prague devient une caution donnée au régime de G. Husak. Monte aux athlètes qui ont participé à des compétitions aux Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam ! Et à ceux qui se rendent en R.F.A. pays des interdictions professionnelles ! Allons plus loin : toute équipe disputant un match au Parc des Princes ne couvre-t-elle pas les scandales financiers qui entourent sa construction ?

Les détracteurs convaincus du sport de haute compétition n'éprouvent, bien sûr, aucune difficulté à demander aux athlètes de renoncer à participer leur sport. Il en est de même pour ceux qui, n'y connaissant rien (3), ne voient dans les Jeux qu'un spectacle sans grand intérêt et n'agissent alors qu'avec une perspective électorale. Laissons à ceux qui font ce choix la responsabilité de leurs alliances dans les manifestations auxquelles ils participent sur cette base (cf. comment pour les droits de l'homme réunissant militants de gauche et membres du Parti des forces nouvelles).

Les autres — athlètes ou hommes politiques soucieux de promouvoir la pratique sportive — continueront de chercher la voie étroite entre la non-caution d'actes réprouvés par la communauté internationale et la poursuite d'échanges culturels et sportifs, éléments de la détente.

(*) Membre de la délégation française à Moscou, sélectionné pour le marathon, enseignant en sciences économiques et sociales.

(**) Peintre et écrivain.

Y aller

par J.-M. CHARBONNEL (*)

olympique récente. Les Jeux de Mexico furent précédés du massacre de deux cents étudiants. A Munich, les autorités allemandes précipitèrent la fusillade de l'aéroport de Furensfeldbruck pour trouver une solution rapide à la prise d'otages israéliens et sauver leurs Jeux olympiques (1). Enfin, à Montréal, outre de très sombres « magouilles » politico-financières entourant la construction des installations olympiques, les athlètes du continent africain sont rentrés chez eux sans avoir participé pour protester contre l'apartheid. A chaque fois, la France est restée et a participé. Pas plus que je ne suis indifférent aux drames vécus par le peuple afghan et par les dissidents soviétiques, je n'ai été indifférent à celui des étudiants mexicains, aux larmes des jeunes israéliens que je côtoyais, en 1972, au camp olympique de la jeunesse, à l'oppression de la majorité noire en Afrique du Sud.

Sensible à tous ces drames, je n'ai pas à établir une hiérarchie entre eux, hiérarchie qui justifierait la participation, la non-participation, la boycottage. En revanche, je refuse d'être entraîné dans une nouvelle manifestation de l'affrontement idéologique des blocs.

Une solution simpliste et partielle

Peut-être faut-il supporter les Jeux olympiques ? La question mérite d'être posée, mais cette suppression est sans doute une solution aussi simpliste que partielle.

Solution simpliste : les problèmes socio-économiques du Mexique auraient-ils été réglés par la notation des Jeux de 1968 ou la paix armée du Moyen-Orient par l'interdiction de ceux de Munich ? Le retrait des délégations africaines à Montréal n'a pas supprimé l'apartheid en Afrique du Sud et l'al la profonde conviction que les armes ne se seraient pas tues en Afghanistan si les Jeux de Moscou avaient été transformés en simples aparthéides.

Certes, la politique internationale est chose complexe et les symboles y ont probablement de l'importance, mais comment expliquer l'attitude du chancelier Schmidt qui vise à créer un isolement diplomatique de l'U.R.S.S. en demandant à ses athlètes de boycotter Moscou et qui s'emploie ensuite à rompre cet isolement en se rendant lui-même dans la capitale soviétique ? Quelle est la signification d'une non-participation française aux Jeux après la rencontre de Varsovie, rencontre précédée d'une présence remarquée de l'ambassadeur de France à Moscou lors du défilé militaire (2) du 1^{er} mai ? Les sportifs américains (2) ne sont-ils pas les seuls à payer très cher l'image électorale de fermeté que le président Carter a choisi de se donner, tandis que les échanges commerciaux et scientifiques avec l'U.R.S.S. se poursuivent ?

Solution partielle : pourquoi restreindre une telle politique aux seuls Jeux olympiques ? La tenue du Mondial en Argentine est, pour les mêmes raisons, totalement inadmissible. L'organisation des championnats d'Europe d'athlétisme à Prague devient une caution donnée au régime de G. Husak. Monte aux athlètes qui ont participé à des compétitions aux Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam ! Et à ceux qui se rendent en R.F.A. pays des interdictions professionnelles ! Allons plus loin : toute équipe disputant un match au Parc des Princes ne couvre-t-elle pas les scandales financiers qui entourent sa construction ?

Les détracteurs convaincus du sport de haute compétition n'éprouvent, bien sûr, aucune difficulté à demander aux athlètes de renoncer à participer leur sport. Il en est de même pour ceux qui, n'y connaissant rien (3), ne voient dans les Jeux qu'un spectacle sans grand intérêt et n'agissent alors qu'avec une perspective électorale. Laissons à ceux qui font ce choix la responsabilité de leurs alliances dans les manifestations auxquelles ils participent sur cette base (cf. comment pour les droits de l'homme réunissant militants de gauche et membres du Parti des forces nouvelles).

Les autres — athlètes ou hommes politiques soucieux de promouvoir la pratique sportive — continueront de chercher la voie étroite entre la non-caution d'actes réprouvés par la communauté internationale et la poursuite d'échanges culturels et sportifs, éléments de la détente.

(*) Membre de la délégation française à Moscou, sélectionné pour le marathon, enseignant en sciences économiques et sociales.

(**) Peintre et écrivain.

(*) Membre de la délégation française à Moscou, sélectionné pour le marathon, enseignant en sciences économiques et sociales.

(**) Peintre et écrivain.

La participation aux Jeux de Moscou se confirmant, la traditionnelle campagne de déclinisme du sport de haut niveau a repris ses droits. Aux « usines à champions des pays de l'Est » invoquées en 1972 pour expliquer de piètres résultats succède maintenant, avec une anticipation remarquable, le slogan « 70% de dopés ». Une telle campagne ne saurait surprendre, mais elle appelle trois remarques :

— L'attitude adoptée par les commentateurs de radio et de télévision — si prompts d'habitude au chauvinisme — à l'égard des résultats olympiques ressemble étrangement à celle du renard de la fable : « Ils sont trop verts », disait-il.

— Il est de bon ton dans les milieux intellectuels de se lamenter sur le sort de pauvres jeunes gens « condamnés à faire du sport plusieurs heures par jour ». Mais, dans le même temps, leurs propres enfants se livrent, souvent au détriment de leur équilibre psychique ou affectif, à une compétition acharnée dans les classes de math-sup ou math-spé ;

— Enfin, en ce qui concerne le dopage, il ne faut pas être dupe ou nier les évidences. Mais le dopage ne doit pas devenir pour autant l'alibi de toutes les défects. De nombreux sportifs sont arrivés au plus haut niveau sans jamais être convaincus ni même soupçonnés de s'être dopés, pourquoi alors penser systématiquement, en cas d'échec, que les autres se dopent ?

Les Jeux olympiques risquent de mourir de l'incapacité de certains responsables olympiques d'anticiper l'événement et de promouvoir les indispensables réformes qui auraient dû accompagner la croissance des Jeux. L'action de lord Killanin n'est pas directement en cause, mais le mouvement olympique paie aujourd'hui un lourd tribut à la politique ultra-réactionnaire de l'ancien président Avery Brundage. L'exacerbation des nationalismes, la portée politique des Jeux olympiques et leur coût financier, le dopage, l'amateurisme maison, ne sont pas des problèmes nouveaux, mais ils ont été volontairement ignorés pendant vingt ans d'immobilisme, vingt ans où ne seront pas effacés en un jour.

Que faire ?

Alors que faire ? Dans l'immédiat, et compte tenu des problèmes apocalyptiques posés par la politique soviétique, la seule réponse adéquate est de rendre aux sportifs le droit d'opinion et la liberté d'expression (4). Certes, les athlètes devront respecter le contrat passé avec le C.I.O. et s'abstenir de toute manifestation politique dans les enceintes olympiques, mais les déclarations de sportifs, déjà faites et à venir, affirment que leur présence à Moscou n'est, en aucun cas, une caution à la présence soviétique en Afghanistan ou au non-respect des accords d'Helsinki ou à une portée au moins égale à celle du boycottage. A cet égard, nul ne peut nier l'importance des déclarations d'Hidalgo, à l'occasion du Mondial. La prise de conscience — progressiv et non uniforme — des sportifs que les J.O. sont avant tout leur affaire constitue un événement fondamental. A cet égard des Jeux, c'est le mouvement sportif tout entier qui prendra conscience de la nécessité de se « ré-approprier le phénomène sportif » (5).

Pour l'avenir, l'urgence des réformes commande. La suppression des hymnes et des drapeaux, symboles du nationalisme qui entourent les Jeux, est souhaitable. Cette suppression des symboles n'est cependant qu'un premier pas, précédant une transformation en profondeur des structures olympiques. De même la tenue des Jeux dans un lieu fixe permettra de réduire des coûts d'organisation devenus prohibitifs. Sans oublier des investissements réalisés à l'occasion des Jeux servant une fois la fête terminée, mais d'autres — le village olympique de Munich, par exemple — ne seront jamais rentabilisés. Dans un monde où la pauvreté domine encore, cette situation est inadmissible.

Entreprise humaine, les Jeux n'ont jamais été et ne seront jamais parfaits ; ils doivent cependant vivre et être une grande fête culturelle, fraternelle et universelle.

(1) Alors que les israéliens se retiraient et appelaient au retrait des autres délégations.

(2) Et avec eux, les sportifs canadiens et japonais.

(3) A l'instar de beaucoup d'hommes politiques français formés dans des grandes écoles ou des universités qui n'ont jamais reconnu le sport comme activité éducative.

(4) Notons à ce propos que la tentative de récupération par l'U.D.F. d'un mouvement d'athlètes lancé le 28 mars — au moment où M. Fignon parlait des médailles tachées de sang et demandait le boycottage — a eu un caractère extrêmement choquant.

(5) Cf. article de Joëlle Dumas-Ducloux, Le Monde du 21 juillet.

FESTIVALS

A AIX-EN-PROVENCE

L'héritage de Bernard Lefort

(Suite de la première page.)

La source de la conviction qui apparaît tout à tour en disant long sur le plaisir qui unit ces choristes à leur chef bondissant et subtil, long, bouclé et barbu, Anders Edy, grand interprète en vérité (1).

Aux côtés du Festival gravitent diverses manifestations : stades d'art lyrique organisés par la délégation régionale de la musique et les Jeunesses musicales de France, expositions (Saint-John Perse et les Elysées, Bernard Buffet, etc.) et le Festival international du film d'opéra dirigé par Levan Sayan, qui offre un ensemble de douze remarquables réalisations, dont « les Noces de Fauré », de Böhm et Ponnelle, « la Flûte enchantée », de Bergmann, « l'Orfeo », de Harcourt et Ponnelle, et un fameux « Poillasse », avec Benjamin Gigli. Il s'est ouvert, cependant, par une déception : un tout nouveau « Falstaff » dirigé par Solti (mais on entend à peine la Philharmonie de Vienne), avec une excellente distribution gâchée par une mise en scène de Götz Friedrich, qui exacerbe les pires conventions de l'opéra traditionnel : surcharge de gestualités et de péripiétés qui veulent éblouir par leur virtuosité et aboutissent à un ennui pesant dans une profusion de décors « naturels » qui ne valent pas un simple théâtre élisabéthain.

On le regrette, en particulier pour Gabriel Bacquier, jamais meilleur que lorsqu'on l'invite à la stylisation et qui, ici, est livré à des démons débilités. Quel grand artiste quand il médite douloureusement au sortir de la rivière avant de se laisser reprendre par ses illusions ! Mais on enrage en pensant que c'est ce « Falstaff » qui va être prochainement offert aux téléspectateurs par T.F.1 comme l'image fidèle du chef-d'œuvre de Verdi.

Dutilleul et Lutoslawski

Tout près du cours Mirabeau, dans le vieux hôtel de Condé, aux couleurs flamboyantes de soie, devenu la conservatoire de Darius-Milhaud, vient de s'ouvrir le Centre Acanthes, consacré cette année, pendant trois semaines, à Henri Dutilleul et Witold Lutoslawski. Cent trente stagiaires, dont un tiers d'étrangers, y entendent les cours magistraux des deux grands compositeurs, qui, à partir de leurs œuvres, développent tel ou tel aspect de la pensée et de la création contemporaines ; ils dirigent également des ateliers de composition où les stagiaires viennent soumettre leurs travaux, tandis que les instrumentistes travaillent les partitions avec des maîtres tels que Geneviève Joy, pour le piano, Jacques Parnin, pour la musique de chambre, Louis Claret pour la violoncelle, ou Sylvio Guada pour la percussion. On notera aussi que, cette année, pour

(1) On peut entendre la chorale d'Opéra dans un admirable disque Polene publié par Brio (STU 70896).

la première fois, Etienne Vatelot vient faire trois cours de lutherie, apportant une information et des conseils qui sont rarement prodigués aux jeunes instrumentistes. Tout ce travail, qui fait bouillonner le Centre de 9 heures à la nuit, débouche sur six concerts donnés par les stagiaires et par les professeurs et sera couronné par le concert de clôture du festival, où Gilbert Amy et le nouvel Orchestre philharmonique créeront la dernière œuvre de Lutoslawski, « Nouvelle », accompagnée par son Concerto pour violoncelle et « Timbres, espace, mouvement » de Dutilleul.

Toutes ces manifestations qui se sont regroupées à Aix-en-Provence prouvent bien que le Festival a retrouvé un véritable rayonnement sous la direction de Bernard Lefort, qui s'y est consacré pleinement pendant sept ans. Sa réussite est d'avoir non pas fait oublier le premier festival, l'ère glorieuse de Roger Bonnet et Gabriel Dusserre, mais créé des événements d'une beauté comparable, nous laissant nos souvenirs mais nous laissant nos regrets. C'est aussi d'avoir introduit un nouveau répertoire, révélé une nouvelle génération de chanteurs et réalisé une gestion financière orthodoxe où, sur 9 millions de francs de budget, les deux tiers sont assurés par ces recettes.

Tout en prenant la direction de l'Opéra de Paris, il assurera encore la programmation d'Aix, l'an prochain, qui comprendra « Don Giovanni », « Tancrède » de Rossini, et probablement « l'Orfeo » de Monteverdi, avant de céder la place à Louis Erlo, auquel on souhaite le même succès.

JACQUES LONCHAMPT.

A BILLOM

« L'Entrée de Georges Bataille... »

par le Théâtre des Chiens jaunes

A 23 kilomètres de Clermont-Ferrand, dans le Limousin, un peu montagneux, Billom la métro-vingtaine, où, au Moyen Age, fut établie une grande école monastique qui deviendrait en 1415 une des premières universités, est une ville très belle.

Georges Bataille y est né. En septembre 1897. A Billom, donc, un cercle de fidèles se penche sur l'œuvre de cet écrivain qui mourut en 1962 en laissant des écrits multiples n'ont pas cessé d'interpeller. L'association s'appelle Billom-Bataille et ceux qui l'ont créée ont eu raison de faire appel au Théâtre des Chiens jaunes, la troupe du Théâtre universitaire de Clermont-Ferrand (TUC), pour monter, dans l'église Saint-Loup, un spectacle centré sur la personne et l'esprit de cet auteur que les manières de la classification ne savent pas ranger.

Armando Alves, Marcel Freydyot et Pierre Laguerrière ont conçu, réalisé et interprété une suite d'images de tableaux muets, à partir notamment d'ébauches de pièces de théâtre que jamais Bataille n'acheva, en utilisant aussi ses notes sur la tragédie, ce « scénario très simple », écrit-il, « qui détermine et donne tout le caractère à l'existence et à l'union des hommes ». Il ajoutait : « L'objet de leur réunion n'a pas pour but une action définie, mais une existence elle-même, l'existence, c'est-à-dire la tragédie ».

Pas de paroles dans la mise en espace qui était proposée devant

un labyrinthe noir. Pas de dialogues entre le personnage du gardien de musée aux cinquante cravates et les autres : de l'étrange sali de terre humide à la femme qui va et vient comme prisonnière, la fiasco peut-être d'un certain Clodomir.

Et derrière le silence, dans l'église de Billom — où est resté, splendide, le baldaquin du maître-autel, avec ses colonnes du XVII^e — il y avait la musique d'un harmonium qui relayait ou soulignait le son d'un trombone venu de la nef — la nef où sont accrochées (jusqu'à 20 soit) les toiles des quelques cent jeunes peintres, — une exposition superbe organisée en l'honneur d'André Masson, le grand ami de Bataille.

Pas de mots. Mais ces sons organisés de manière répétitive et l'on pensait, sans que le lien fût sensible, à la progression lancinante et sensuelle du Boléro de Ravel. Pas de mots. Mais sur un écran les images d'un film que l'équipe a réalisé spécialement autour de son idée de Bataille : évocation impressionniste, noire et blanche, ou plutôt en demi-teinte (les demi-teintes de l'absurde). Un bon travail de photographie.

Le soir où nous étions là, trois petits enfants se sont échappés des rangs, et, comme fascinés, sont entrés dans le jeu avec leur gravité et leur grâce. Comme si, imitant inconsciemment les attitudes « dramatiques » des comédiens ou les brisants d'un scénario d'information, ils voulaient renforcer la poésie, tout en évitant le calcul, tout en ruinant l'esprit de sérieux.

MATHILDE LA BARDONNIE.

FORMES

Du Grand Nord au monde à l'envers

A défaut des dessins sublimes de Matisse — la ligne fine chair — déplorés par Dina Viarey jusqu'à ce samedi soir, il reste encore pour l'amateur d'art des oasis dans le désert parisien. Des accrochages de-ci de-là, les accrochages traditionnels de fin de saison, où les marchands de tableaux mettent souvent le meilleur de leurs réserves : les galeries Jacob (1) ou Jean Leroy (2), par exemple — il en est d'autres, — et si on fait une exception pour la galerie de Bellechasse (3), c'est non seulement parce que son choix est sous-tendu par l'ambition de représenter trois des principaux courants actuels — de Pollock à Luc Peire, en passant par Goetz, Juppé-Francis, Kato, Pélissier, Schaeffer, Vianin du Silva, etc., sans omettre un Lansky exceptionnel, — mais parce qu'il figure un nouveau venu, Jacques Le Noan, qui ne dépare nullement cet ensemble « consacré ». Et puis les lieux officiels n'ont pas fermé leurs portes.

La gravure proprement dite ne remonte qu'à dix-huitième siècle. Le panorama qu'en offre la Bibliothèque nationale (4) jusqu'à la fin du mois, et qui mérite au moins une visite tardive, vous fera assister à la lente conquête de son autonomie. Peu à peu, les influences étrangères subies par les taille-douces ayant fait leur apprentissage à Paris ou à Londres cèdent la place à une inspiration scandiave... encore que l'admirable portrait de Rembrandt par Anders Zorn n'a pu être esquissé, 1892, que dans le cabinet de l'écrivain.

Cette sélection d'estampes historiques d'une facture traditionnelle alterne avec les œuvres de seize artistes, tous vivants, qui suivent les orientations contemporaines, déjà annoncées par Sig Asberg (1909-1968) et ses caricatures d'oiseaux et ses insectes. Ce sont elles que nous de réfléchir un éventail, de qualité incalculable sans doute.

Ainsi, sur dans les poires aches d'Ulf Troszig, où les badines polychromes sont en quelque sorte le contrepoint du trait, j'avoue que l'emploi de la couleur me gêne. Elle ne « colle » pas avec le dessin : opinion toute personnelle. Je me sens mieux à mon aise en face des gravures en noir et blanc. Le génie suédois s'y manifeste sous tous ses aspects, oscillant entre le rêve et le réel, entre le bestiaire plus ou moins ténébreux de P.G. Thelander (Astrakhan européenne), d'Ulla Fries (Rhinocéros), de Hans Nigert (Monstres dans les glaces), souvent épiques d'une vision sur une montagne du Grand Nord ; entre l'évasion vers un exotisme fantasmatique avec la Forêt tropicale de Carl Otto Hultén ou les Rêves d'enfer de Bernd Cornstedt, souvenir, il est vrai, d'un voyage au Kenya ; entre ces jeux séduisants de l'imagination, donc, et le poignant dénuement de Sten Hassel, qui, en montrant les lapides sans vie de ses Fabriques, suggère toute la désolation de la réalité sociale qu'elles impliquent. Dans un registre différent, si Kazuo Amano-Nishio transpose Giono en son image (Quelques sur Judo) de son cru, je trouve moins heureux, c'est le moins qu'on puisse dire, les pastiches de Goya auxquels s'est livré Jodi Arzo.

Quinze Paris. A trois kilomètres de Senlis, où d'ailleurs Charley Chevalier vient d'ouvrir une école galère (5) avec une quinzaine d'élèves, le village de Mailly vers le déplacement. Dans un cadre verdoyant, les salles du Temps de voir (6) sont aussi vives. Deux, pour accueillir soixante-seize artistes traitant à leur manière ce thème insolite : « Le dos - L'envers de l'endroit ». Pas si facile qu'il n'en a l'air, puisqu'il est illustré, notamment, par deux grands peintres, Agnès et Demitriko, mais l'un et l'autre. C'est pour cela qu'on les cite, non seulement parce qu'ils sont ici présents par d'authentiques chefs-d'œuvre, mais parce qu'il est manifestement impossible de citer sans les autres, d'Adam à Demitriko, qui est, lorsqu'il ne disposait pas d'un d'œuvre peinte ou d'une sculpture « tournant le dos » au spectateur, révélateur de l'envers du décor, rivalisant d'audace, d'invention ou d'humour pour créer à eux tous l'unité d'un ensemble prétendu disparate. Et qui, répétons-le, ne manque pas d'œuvres de première grandeur.

Si vos pas vous conduisent vers les pays du soleil, arrêtez-vous à Saint-Maximin (7), où Jean Villet résume en quelque vingt-cinq toiles cinquante ans de peinture. Les lectures de René Char consistent au moins son nom et cette magnifique confirmation : « Ces hommes n'ont rien fait de grand, à celles dont le contact avec les écrivains de l'envers, à la longue, ont devenu inappétent afin d'être plus vivable ».

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) 28, rue Jacob, Paris-6^e.
- (2) 28, rue Quincampoix, Paris-4^e.
- (3) 10, rue de Bellechasse, Paris-7^e.
- (4) B.N. salle Mazarin, 56, rue Richelieu, Paris-6^e.
- (5) 14, rue des Vieilles-Étuves, 89 - Senlis.
- (6) 13, rue du Temple, 90 - Mailly.
- (7) Ancien couvent royal, 65-Maximin.

LES TROUBLES DE DALI

Selon le correspondant à Barcelone du quotidien madrilène El País, Salvador Dali souffrirait de troubles plus importants qu'on ne le laissait jusqu'à présent entendre. C'est pour des troubles psychiques, liés peut-être à une artériosclérose cérébrale, qu'il aurait été hospitalisé à deux reprises, d'abord à Marbella, puis en Catalogne au printemps dernier. Depuis, le peintre vit, reclus, dans sa propriété de Port-Lligat, sur la Costa Brava, où, jusqu'au 18 juin, seul le docteur Juan Obols, professeur de psychiatrie à l'université de Barcelone et ami du peintre de longue date, lui rendait visite chaque semaine. Mais le docteur Obols vient de mourir d'une crise cardiaque alors qu'il se trouvait en présence du peintre.

L'article d'El País, paru avant la mort du médecin, faisait état de la difficulté d'obtenir des indications précises sur l'état de santé de l'artiste, qui est âgé de soixante-seize ans. Selon certaines informations, Salvador Dali reste affaibli en permanence dans un patio intérieur de sa propriété. Il ne dit pas un mot et ne s'intéresse à rien. Son secrétaire, Enrique Balbater, a indiqué qu'il était incapable de travailler.

JAZZ

Stanley Clarke à l'Olympia

Né en 1931, à Philadelphie, dans une famille de musiciens, Stanley Clarke apprend la basse en jouant dans des groupes de rhythm and blues et la contrebasse avec l'orchestre classique de son collège. Après avoir suivi des études à l'Université de Philadelphie, il se tourne vers le jazz et l'entendement une carrière de musicien studio. On le voit avec des gens aussi divers que Gato Barbieri et Santana, Quincy Jones ou André Franke, mais qui se ressemblent : c'est un grand maître de jazz, un grand maître de la contrebasse. C'est l'époque du jazz-rock et des musiciens « monstres », dont le jeu, servi par une technique fabuleuse, tourne facilement à la démonstration, ne trouvant ni l'âme du jazz ni celle du rock.

Plébiscité par la presse internationale, Stanley Clarke est considéré comme « le meilleur bassiste électrique » à l'occasion de plusieurs récompenses. En 1971, dans un club de Philadelphie, il rencontre Chuck Corea, avec lequel il forme Remo To Forever, un groupe dont les difficultés formationnelles tournent autour des deux musiciens au gré des albums jusqu'en 1977. Stanley Clarke continue alors une carrière solo où il investit les domaines du jazz-rock, de cette nouvelle race de bassistes qui, au

neur des jazz. En 1979, aux côtés de funk, du rhythm and blues et du rock. La basse, longtemps reléguée au rang d'instrument rythmique secondaire, trouve soudain une place essentielle dans la musique du moment et gagne ses lettres de noblesse.

Stanley Clarke apparaît maintenant comme l'un des chefs de file de cette nouvelle race de bassistes qui, au même titre que les guitaristes, deviennent des leaders. En 1979, au côté de Keith Richards et de Ron Wood, les deux guitaristes des Rolling Stones, il joue dans les New Barbarians, le groupe d'une tournée américaine, et, du coup, se fait un nom dans l'univers du rock. D'année en année, quelques mois plus tard, c'est avec Jeff Beck qu'il prend la route au Japon et en Europe, à Paris notamment, où les deux hommes se lancent dans de magnifiques échanges improvisés.

Le nouveau disque de Stanley Clarke, Rock, Pebbles and Sand, enregistré avec Simon Phillips (batterie), Charles Johnston (guitare), Steve Bach (clavier), est un pont d'influences qui reflète assez bien, avec ses hauts et ses bas, le cheminement de ce virtuose touché-tout. — A. W.

* Le 19 à Antibes, la Pléiade ; le 20 à l'Olympia. Discographie chez C.B.S.

CINÉMA

FILMS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

Une rétrospective sur le cinéma français, des origines jusqu'à la nouvelle vague, aura lieu aux États-Unis au mois d'octobre 1981, annoncée conjointement dans un communiqué M.M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, et Jean-Philippe Lecoq, ministre de la culture et de la communication.

Organisée avec le Musée d'Art moderne de New-York, cette rétrospective sera présentée d'abord dans le musée, où elle sera accompagnée d'un symposium sur les relations franco-américaines dans le domaine du cinéma, puis circulera dans plusieurs villes américaines.

Une seconde rétrospective devrait suivre, consacrée au cinéma français de la nouvelle vague à aujourd'hui.

Éditée par la S.A.R.L. le Monde.

Géants : Jacques Parnin, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie : S.R. de l'Industrie Paris-15^e 1978

Reproduction interdite de tous droits, sauf accord avec l'administration.

Composition partielle n° 57.637.

Les bienfaits de la pluie

Grâce au mauvais temps les salles de cinéma se repeuplent un peu. Au cours de la dernière semaine de juin le nombre de spectateurs pour Paris et la périphérie a atteint 900 000, 13 % de plus qu'en 1979 pour la même période. La première semaine de juillet la fréquentation était légèrement inférieure (autour de 824 000), mais elle dépassait cependant de 24 % celle de l'an dernier. Les chiffres sont encore plus nets pour le samedi du 6 au 15 juillet : 927 000 d'augmentation par rapport à 1979. Ainsi, après un premier semestre morose qui accusait une baisse de 4 %, les professionnels qui s'inquiétaient vont-ils trouver la matière à se réjouir ?

A quoi attribuer ce brusque regain d'intérêt envers le septième art ? La réponse est aussi simple qu'animée : la pluie. La mauvaise temps qui ensauvage Paris de grêle et de froid, terrant les visiteurs et décourageant l'habitué en météo. Pour les autres les recettes sont identiques à celles de l'an passé, quelques inférieures, mais toujours pour des raisons d'affiche.

Pourtant, quelques chiffres spectaculaires ne doivent pas faire oublier que ces augmentations d'entrées dans les salles obscures ne sont pas également réparties. Les salles d'art et d'essai ont été peu touchées. Celles qui ont enregistré un net progrès dans la fréquentation le doivent, au dire de leurs directions, essentiellement à leurs programmes. La seule influence du temps a été, peut-être, d'attirer les entrées : un peu plus qu'à l'habitude en météo. Pour les autres les recettes sont identiques à celles de l'an passé, quelques inférieures, mais toujours pour des raisons d'affiche.

Pourtant, quelques chiffres spectaculaires ne doivent pas faire oublier que ces augmentations d'entrées dans les salles obscures ne sont pas également réparties. Les salles d'art et d'essai ont été peu touchées. Celles qui ont enregistré un net progrès dans la fréquentation le doivent, au dire de leurs directions, essentiellement à leurs programmes. La seule influence du temps a été, peut-être, d'attirer les entrées : un peu plus qu'à l'habitude en météo. Pour les autres les recettes sont identiques à celles de l'an passé, quelques inférieures, mais toujours pour des raisons d'affiche.

GAUMONT ACHÈTE TRENTA SALLES EN ITALIE

La société Gaumont, première société de distribution cinématographique française, et dans le cadre du G.I.E. Gaumont-Pathé, l'une des trois grandes sociétés d'exploitation en France (avec la propriété d'environ cent quarante salles et la programmation de prix de six cents), vient d'acheter trente salles de cinéma en Italie, dont douze à Rome, que lui a cédées l'Office cinématographique italien. Celui-ci, que des difficultés financières contraignent à liquider son patrimoine cinématographique, a vendu également quatre salles à des intérêts privés italiens.

D'autre part, le groupe de Giovanni Amadi (décédé accidentellement le mois dernier à Rome) envisagerait de céder une partie de ses intérêts dans les vingt-neuf salles qu'il contrôle.

Les derniers films d'Antonioni (« Il Mistero di Oberwald », « Fantasia », « Bertier Alexandri », « Angelopolis » (Alexandre le Grand), « Mille (Atlantic City) ») seront au nombre des trente-quatre longs métrages présentés du 28 août au 2 septembre à la « Mostra » de Venise, à laquelle M. Carlo Lizzani, directeur de la manifestation, dans une interview au quotidien communiste « l'Unità ».

[illegible]

A CHAQUE AUBE, JE MEURS (A. v.o.) : Action Christine, 8° (325 85-781).

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 19 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h Trente millions d'and. Spécial animateurs abandonnés.
19 h 30 Emissions régionales.
19 h 45 Tour de France.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Escala au Mont-Saint-Michel. Avec Jatro, Alain Chantfort, la Bande à Basile, Joëlle, Gérard Lormann, Nicolas Peyregue.
21 h 30 Série : Starkey et Hutch. Le professeur.
22 h 25 C'est arrivé à Hollywood. Cautatrophes, style Hollywood. Avec des extraits de films.
22 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 55 Emissions régionales.
20 h 45 Variétés.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « La Pharisienne ». De P. Mauriac, réalisation G. Pincau. Avec

A. Sapritch, L. Olivier, T. Poqueux... L'existence dramatique d'une « mal-aimée » non reconnue par son époux inconsolable de la perte de sa première femme, frustrée d'un amour maternel impossible avec ses enfants adoptifs. Le drame déstabilise violemment avec la venue d'un ami, en mal d'amour, du fils Louis...
22 h 30 Variétés : Le cercueil de Claude Brasseur.
22 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 50 Pour les jeunes. Mon ami Ouzinot.
19 h 10 Journal.
19 h 30 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes. L'été au trépas, d'après Stevenson : See and tell : les saugrenus.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Série : Le Justicier. Scénario d'I. Kennedy Martin, réalisation de D. Reid, avec T. Howard, etc.
21 h 30 Festivals d'été : Bastia.
22 h 50 Journal.

Dimanche 20 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur : Brésil, quelque chose de l'arbre, du fleuve et du cri du peuple.
Geme, un petit village du Nord-est brésilien : un groupe de paysans vit dans la famine et la peur.
11 h Messe.
Où l'âme en l'Église Notre-Dame-de-l'Assomption, à La Souterraine (Creuse).
Prédicateur : Père Michel Dubost.
12 h La séquence du spectacle.
12 h 30 La bonne conduite.
13 h Journal.
13 h 30 Série : Les leçons de marguerites.
14 h 25 Variétés : Clowns, acrobates et compagne.
14 h 50 Une même source. Tahiti, la nouvelle Cyprière.
15 h 30 Hippisme.
En direct de Saint-Cloud.
15 h 40 Sports premiers.
Tour de France : arrivée.
En direct des Champs-Élysées.

Il faut avoir lu
LES DERNIERS ROIS DE THULÉ
Un grand livre de
JEAN MALAURIE
qui a inspiré son film
TERRE HUMAINE
PLON

Jean DELAY
de l'Académie française
AVANT MÉMOIRE
(Paris, 1955-1978)
Gallimard

Les journalistes de Radio-Corse internationale rongent leur frein

De notre correspondant

Bastia. — « Ici, Radio-Corse internationale. Nous émettons sur 95 MHz en modulation de fréquence. Nous vous demandons de téléphoner au 31-15-11, à Bastia, pour nous dire depuis quelle localité et dans quelles conditions vous captez cette émission. » Depuis le samedi 12 juillet, Radio-Corse internationale — R.C.I., comme on dit ici — a repris ses émissions d'essais techniques. L'émission se trouve au sommet du mont Perone, sur l'île d'Elbe. Il est relié en basse fréquence au studio de Livourne, occupé pour l'instant par un journaliste et un animateur appelés à travailler en direct. Un studio à Bastia fait du préenregistrement. Cet animateur, d'une puissance de 2 kW (qui pourra être renforcée à l'avenir), assure une remarquable qualité de réception sur toute la Corse orientale, l'intérieur de l'île, une partie de la côte occidentale, la Côte d'Azur, de Menton à Toulon, ainsi, bien entendu, que toute la Toscane et la Sardaigne.

Actuellement, R.C.I. diffuse de 6 heures à 22 heures des programmes de style FIP, composés de musique, de flashs d'information et de séquences publicitaires.

Les premières émissions d'essai de R.C.I. remontent au 28 octobre 1979. La naissance de cette radio avait suscité des réactions diverses. Ainsi, le député (R.P.) Jean-Paul de Rocca Serra intervenait à l'Assemblée nationale, laissant entendre qu'elle pourrait servir à une propagande antinationale.

Quelques temps après, dans la nuit du 30 octobre au 1er novembre, l'appartement de M. Aimé Pietri, responsable en Corse de R.C.I., était ravagé par un attentat au plastique. Le 26 novembre est diffusé un premier programme d'une durée (prévue) de six heures : il fut largement brouillé de même que furent brouillées les essais du mois de janvier.

L'appareil de brouillage se trouvait alors au relais de TV du Pigno, qui domine Bastia, mais, devant le refus du syndicat de T.D.F. d'assurer le brouillage, l'appareil fut installé sur le toit du commissariat central, jusqu'à ce que le syndicat de la police refuse à son tour de le faire fonctionner.

Actuellement, il se trouve à la station radar de Port-Lacchi, sur les hauteurs de la ville, mais il n'est pas entré en action. M. Aimé Pietri espère que l'équipe qu'il a constituée (deux animateurs, quatre journalistes, trois techniciens) pourra enfin se mettre sérieusement au travail et préparer les grilles de programmes prévus pour la rentrée. Quant à la nature de ces programmes, M. Aimé Pietri précise : « Il n'est pas question pour R.C.I. de s'engager dans un sens ou dans un autre. R.C.I. se veut une radio de grand public, une radio commerciale et de service. »

TONY GRAZIANI.

D'une chaîne à l'autre

ACCORD SUR L'UTILISATION DES VIDEOCASSETTES

Les modalités de rémunération des artistes en cas d'utilisation des émissions de télévision sous forme de videocassettes viennent de faire l'objet d'un accord. Cet accord, intervenu le 18 juillet, est intégré à la nouvelle convention collective signée par TF 1, Antenne 2 et FR 3. La Société française de production (S.F.P.), l'Institut national de l'audiovisuel (INA), la Chambre syndicale des producteurs indépendants de télévision et le Syndicat français des artistes-interprètes.

Aux termes de cet accord qui, selon les chaînes, a permis de maîtriser d'expérimentation la mise à disposition du public d'émissions sous forme de videocassettes, les artistes devraient toucher 5 % du prix de vente à répartition en fonction des salaires initiaux.

Des sommes ainsi calculées, et qui seront versées sous forme de salaires ou d'honoraires, seront cependant retranchées à certains pourcentages venant des frais de commercialisation, différents selon qu'il s'agira de videocassettes ou de videocassettes. On précise que cet accord « est expérimental et valable pour deux ans ».

L'AUTOMOBILE SUR FRANCE-INTER

France-Inter présentera, lundi 21 juillet, une journée exceptionnelle consacrée à la crise de l'automobile en France et dans le monde. Ce thème sera abordé au cours de différents journaux de la journée. MM. André Giraud, ministre de l'Industrie, à 12 h 30, Xavier Kärcher, directeur des recherches et du développement automobile chez Renault, à 19 h 30 (Le Téléjournal), à 20 h 30 (Le Téléjournal), à 21 h 30 (Le Téléjournal), à 22 h 30 (Le Téléjournal), à 23 h 30 (Le Téléjournal).

ROBERT SABATIER SUR FR 3 AUVERGNE-RADIO

Du lundi au vendredi, vers 10 h 30, sur FR 3-Auvergne, jusqu'au 15 août, Robert Sabatier lui-même un extrait de son roman *Les Nocturnes sauvages* dont l'action se situe à Saugues, en Haute-Loire. Chaque lecture est précédée d'un entretien entre Robert Sabatier et Jacques Santamaria, qui porte sur le travail de l'écrivain, son voyage parmi ses souvenirs, l'approche poétique des êtres et des choses.

L'un des animateurs de Radio-Vallée de la Seine, M. Dominique Vastel, maire adjoint (radical de gauche) des Mureaux (Yvelines), a été inculpé d'infraction au monopole de la radio-diffusion au tribunal de grande instance de Rouen. Dans un communiqué publié jeudi 17 juillet, M. Thierry Jeantet, secrétaire national du M.R.G., déclare : « On retiendra avec intérêt qu'un pays des bonheurs impunités, des diamants disparus et des primes assassinées, c'est un délit de soulever l'opinion la libre expression des citoyens. Il y a décidément deux poids et deux mesures. »

MÉDECINE

EN GRANDE-BRETAGNE

La mortalité infantile reste l'une des plus élevées d'Europe

De notre correspondant

Londres. — Chaque année en Grande-Bretagne, cinq mille nouveaux-nés meurent avant d'avoir atteint l'âge de un an. Bien que le taux de mortalité infantile du pays ait considérablement baissé depuis trente ans (de 38 pour mille en 1951, il est passé à 14 pour mille en 1979), il reste plus élevé que dans la plupart des autres pays d'Europe, et dépasse de 50 % celui des pays scandinaves. Telles sont les conclusions — publiées le mercredi 16 juillet — d'enquêtes effectuées par la commission des services sociaux de la Chambre des Communes.

La commission parlementaire est

aussi parvenue à la conclusion que les enfants nés durant la nuit ou le week-end dans de petits hôpitaux, ou à domicile, sont les plus exposés à une mort précoce, surtout s'ils sont de famille pauvre. Les enquêteurs ont constaté qu'un grand nombre de bébés mouraient d'asphyxie avant ou pendant la naissance, faute de soins adéquats. En raison d'un manque de personnel qualifié et de matériel, de nombreux enfants gravement malades sont renvoyés aux portes des unités de soins intensifs, interrogés sur le nombre élevé de décès de nouveau-nés dans la clinique — la région au plus fort taux de mortalité infantile — a répondu que son établissement disposait du matériel nécessaire pour maintenir les enfants en vie, mais que le personnel qualifié pour s'en servir faisait défaut.

Un grand nombre de femmes enceintes évitent de se rendre dans les centres prénataux à raison de leur éloignement et de leur encombrement. Pour se rendre à la clinique la plus proche, certaines femmes des Midlands doivent faire plus de 30 kilomètres avec trois autocars différents. Pour mettre fin à cette situation critique, la commission recommande l'application de cent cinquante-deux mesures, dont le coût s'élèverait à 25 millions de livres (1). Mme Renée Short, députée travailliste et présidente de la commission, considère que cette somme est une « bagatelle » au regard des dépenses de l'État dans le domaine militaire. A cet égard, il convient de rappeler que le cabinet conservateur vient d'annoncer un programme militaire de 5 milliards de livres, destiné à renouveler la force de dissuasion britannique (le *Monde* du 17 juillet). Un député conservateur et membre de la commission, a fait remarquer, pour sa part, que les propositions

avancées par ses collègues et lui-même

permettraient à l'État de faire des économies. Selon lui, en effet, chaque enfant handicapé coûte au pays entre 250 000 et 500 000 livres. De l'avis de Mme Short, l'une des mesures les plus importantes à prendre est d'encourager les femmes enceintes à se rendre dans les cliniques prénatales, lesquelles devront être « humanisées ». La commission réclame aussi la formation d'un plus grand nombre de médecins-accoucheurs, de pédiatres et de sages-femmes, et demande le lancement d'une campagne contre la consommation de tabac par les femmes enceintes. Enfin, elle s'oppose à l'emploi de matériel asphyxié pour maintenir en vie des bébés trop gravement malades — une position qui ne manquera pas d'être controversée. (Interim.)

(1) Le livre équivaut à 250 F.F.

RELIGION

L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS DÉSAVOUE UN OUVRAGE DU PÈRE VMORT SUR LA FOI

Signé par le cardinal Alexandre Renard, archevêque de Lyon, par Mgr Robert Coffy, président du bureau d'études doctrinales, et par six autres membres de cet organe de la Conférence épiscopale de France, un communiqué en date du 15 juillet vient d'être rendu public. Il vise un livre du Père Jean Vmort, *Je ne crois plus comme avant* (1), de cent quarante-quatre pages, que le *Monde* a présenté dans son numéro daté du 15 février. Ce document fort complexe est tout d'abord fait dans la ligne des recommandations faites le 1er juin, à Paris, par Jean-Paul II à l'épiscopat sur le devoir des évêques de « veiller particulièrement à la fidélité doctrinale et à la qualité ecclésiale » des publications françaises (le *Monde* du 3 juin).

Les signataires du document ne condamnent pas l'auteur, mais font d'expresses réserves sur son livre. Le cardinal Renard a répondu à celui-ci, voici deux mois et les conclusions de ce. entre autres, reproduites dans le texte qui comprend trois parties :

I. — UN TÉMOIGNAGE SINCÈRE MAIS LIMITE : le Père Vmort est tenté de « déconsidérer, voire de ridiculiser (...) l'Église, son sacerdoce et ses oppositions sociales ».

II. — UNE PRÉSENTATION TROUQUÉE DE LA RÉVÉLATION CHRÉTIENNE : « Il y a dans les énoncés, ensemble mal équilibrés, distinction insuffisante » entre les multiples aspects de la foi : « la subjectivité du croyant s'érige en mesure du croyable » ; « l'objectif » n'a pas une place suffisante. « La foi est une expérience faite en Église », fante de l'Église, « elle perdrait son identité ».

« La présentation de la foi faite par le Père Vmort suspend l'équilibre du magistère dans l'Église. Que ne demander la synphonie s'il n'y a plus ni partition ni chef d'orchestre ? »

III. — Le communiqué reconnaît enfin « l'expérience pastorale » de l'auteur (auteur scolaire et hospitalier), « la chaleur de sa conviction, son talent de clarté, mais son livre ne saurait être une référence pour l'enseignement catholétique ».

(1) Éditions du Châlet.

AÉRONAUTIQUE

MORT DE PIERRE SATRE LE « PÈRE » DE LA CARAVELLE

M. Pierre Satre, ancien directeur technique de la direction « Avions » à la Société aéronautique, est mort le 12 juillet à son domicile du Vésinet (Yvelines).

Àgé de soixante et onze ans, Pierre Satre, ancien élève de l'école polytechnique et de l'école nationale supérieure de l'aéronautique, était considéré comme le « père » de l'avion Caravelle dont il avait dirigé l'étude du prototype et celle des versions successives de série du biplan, qui connut un immense succès commercial. En 1962, le constructeur de Caravelle avait été racheté par la firme de l'aviation de la ville de Toulouse. Pierre Satre avait aussi travaillé à la conception et à la réalisation du superjet Concorde.

P.T.T.

Quinze millions d'abonnés au téléphone. — Le quinze millionième abonné français au téléphone — un habitant de Toulouse — a été enregistré le 17 juillet 1980. Cet abonné fait partie des 60 % de ménages français qui possèdent le téléphone. En 1974, 25 % seulement des ménages étaient raccordés au réseau. Pour respecter les objectifs du VII^e Plan, 120 milliards de francs ont été investis par les télécommunications de 1976 à 1980.

هكذا من الأصل

AFFAIRES

Le conseil d'administration de Manufrance décidera le 23 juillet du sort de la société

Lyon. — C'est au début de la semaine que M. Bernard Tapie, l'homme d'affaires parisien venu au chevet de Manufrance, devrait annoncer ses intentions après l'étude approfondie qu'il a menée depuis le vendredi 4 juillet (« Le Monde » du 4 juillet). Lundi 21 juillet il devrait faire part de son diagnostic aux membres

du conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.). Mercredi, après une cascade de réunions entre tous les partenaires intéressés par l'avenir de la firme stéphanoise, une réunion de ce même conseil en tiendra les ultimes conclusions. Quelle que soit la décision prise, la S.N.M. est entrée dans une phase cri-

tique de sa jeune existence (elle est née le 9 mai 1979). Si la complexité juridique, financière et économique du dossier interdit à ce jour d'avancer des prévisions, une certitude demeure : Manufrance ne devrait pas poursuivre ses activités dans ses structures actuelles.

De notre correspondant régional

« Si Manufrance détient sur le plan « affectif » et « culturel » une notoriété impatissable, elle a malheureusement sur le plan économique une image de marque très dévalorisée. L'avertissement adressé en novembre 1979 par M. Pierre Juvin, directeur de la MACIF, au P.D.G. de Manufrance, conserve toute son actualité. Avec la différence fondamentale que les observateurs vigilants de la gestion passée sont aujourd'hui à la barre du navire. M. Yvon Bénard, P.D.G. par intérim de la S.N.M., n'a pas, en deux mois, redressé la situation. Les résultats de l'entreprise sur le plan financier ne peuvent être exposés sur la place publique. Mais les rumeurs qui courent à Saint-Etienne ou à Paris ont été suffisamment alarmantes pour entamer le capital de confiance dont était investie au départ la Société nouvelle Manufrance. Or cette baisse de confiance ne fait qu'accroître les difficultés au moment même où les commandes affluent, tant à la vente par correspondance que pour les productions industrielles (essentiellement les fusils et les bicyclettes).

C'est à partir de ce constat que le maire communiste de Saint-Etienne, M. Joseph Sanguedolce, semble prêt à lancer une nouvelle offensive sur le thème « Manufrance est viable ». La C.G.T. multiplie les démarches auprès du gouvernement pour en obtenir 50 000 000 de francs. Au cours d'une conférence, M. Christian Georges, secrétaire du syndicat C.G.T. de l'entreprise, a estimé que « les difficultés proviennent du refus des banques d'octroyer à Manufrance les concours et facilités de trésorerie qu'elles consentent à toutes les autres sociétés ». De plus, ajoute le responsable cégétiste qui a succédé à M. Jacky Lévy, et le gouvernement porte l'entière responsabilité du blocage des mécanismes financiers.

A Saint-Etienne, les banques sont une étape privilégiée des manifestations de salariés. Mais le milieu stéphanois, placé de ce fait en première ligne, ne veut manifestement pas endosser les responsabilités. Pour lui des dirigeants d'une grande banque nationale associée à l'ancien et au nouveau pôle bancaire, les réponses sont nettes : « Les crédits n'ont jamais été demandés par M. Messtres qui a toujours insisté sur l'aspect prio-

ritaire du rétablissement du crédit fournisseurs. » De plus, poursuit notre interlocuteur, au moment du lancement de la nouvelle société de conditions très favorables que peuvent lui offrir bien des entreprises, Manufrance a refusé de signer une décharge d'impôts importante que la S.N.M. n'aurait pas que le passif total de Manufrance s'élevait à 449 millions de francs. Dans ces conditions, la confiance ne pouvait venir miraculeusement : le crédit se méfiait. En clair, les financiers « piégés » par l'ancienne société attendent, avant de s'engager, de nouvelles structures pour Manufrance « qui a trop d'activités » (métro, production industrielle, édition).

La filiation, possible théoriquement, n'a pas été entreprise. Parce qu'il refusait le démantèlement. M. René Messtres a été dévot à son actif, il restera cependant une restauration progressive de la confiance des fournisseurs. Une confiance vitale pour toutes les entreprises, plus vitale encore dans le négoce. M. Messtres, laissé en partant un capital de crédit fournisseurs de dix jours. Une moyenne due au fait que certains fournisseurs acceptaient des paiements à trente jours. Aujourd'hui, cette forme de crédit est nulle. Depuis le mois de février, le versement des salaires au personnel est assuré au prix d'acrobaties comptables.

L'ancienne société — par ailleurs détentrice de 20 millions de francs sur un compte courant qui régit ses rapports financiers avec la nouvelle — fait l'apport des montants nécessaires (de 7 à 9 millions mensuels).

Face à cette situation délicate, les administrateurs de la S.N.M. (MACIF, Comité d'expansion de la Loire, Equitas et Fabis) montrent leurs limites. La MACIF, à la cheville ouvrière du redémarrage. Elle s'est engagée pour 10 millions de francs. « Sans elle », rappelle M. Elaise de Saint-Just, directeur général de Manufrance, « l'entreprise n'aurait pu exister ». La MACIF n'attendait aucun profit capitaliste de son apport financier. Cette affirmation ne peut cependant masquer le fait que l'ancien directeur de la MACIF, intervenu pour « des raisons sociales », elle a été déçue dans son espoir de voir arriver de nouveaux investisseurs. De plus, la qualité de

gestionnaire de ses administrateurs (autre M. Bénard, P.D.G., il s'agit de M. Pierre Juvin et Jacques Doussy) est parfois jugée très sévèrement : « Ce sont de très, très bons mutualistes », déclare un « homme-clé » dans le dossier juridique. Sous-entendu : « Ils ne connaissent ni l'industrie, ni l'édition, ni le négoce ». La société de droit suisse Equitas (du groupe Rothschild), qui détient tout comme la MACIF, 30 % du capital de la S.N.M., ne s'est jamais manifestée. Le Comité d'expansion économique de la Loire, qui complète le trio des administrateurs détenant 30 % du capital social, ne veut pas pour sa part aller plus loin dans son action économique. Emanation du conseil général, le Comité s'est démarqué de la MACIF le 20 juin dernier en refusant la création d'un conseil de surveillance : « La S.N.M. a toute latitude dans sa forme juridique présente pour mettre en place toute nouvelle modalité de financement ».

Un contexte de méfiance

Dans ce contexte de méfiance, les solutions industrielles et commerciales avancées par M. Y. Bénard semblent bien tardives. Développer la vente (vente par correspondance et magasins) n'aurait pas été une mauvaise idée. Dans un cadre coopératif par le biais d'une entreprise charnière entre la MACIF et Manufrance, est une théorie séduisante. En faisant appel à la solidarité mutualiste, M. Bénard pourrait bénéficier d'un apport appréciable de clientèle : les assurés de la MATMUT, de la C.M.F., de la M.A.F. (1) pourraient former les gros bataillons de futurs acheteurs. Mais, dans l'immédiat, une commande sur trois n'est pas honorée faute de financement.

L'OFFRE DE RACHAT D'ACTIONS GETTY OIL CO PAR LE KOWEIT A ÉTÉ REPOUSSÉE

La « Title Insurance and Trust Company », créateur de la compagnie pétrolière américaine, a précédemment indiqué (« Le Monde » du 17 juillet) que le ministre de l'Énergie, M. Bernard Barrot, avait rejeté l'offre de rachat, pour plus d'un milliard de dollars, de la Getty Oil Co. La direction de la dix-neuvième compagnie pétrolière américaine avait précédemment indiqué (« Le Monde » du 17 juillet) que le ministre de l'Énergie, M. Bernard Barrot, avait rejeté l'offre de rachat, pour plus d'un milliard de dollars, de la Getty Oil Co. La direction de la dix-neuvième compagnie pétrolière américaine avait précédemment indiqué (« Le Monde » du 17 juillet) que le ministre de l'Énergie, M. Bernard Barrot, avait rejeté l'offre de rachat, pour plus d'un milliard de dollars, de la Getty Oil Co.

IMMIGRATION

Le Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants serait transféré dans le Sud-Ouest

L'annonce d'une décision imminente portant sur la décentralisation du Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants (1) a mis en émoi son personnel, qui a manifesté le jeudi 17 juillet devant l'Élysée et devant les locaux du ministère de la santé et de la sécurité sociale. Selon la C.G.T. et la C.F.D.T., une telle mesure remettrait en cause l'existence même de cet organisme.

C'est seulement au mois de juin dernier que le président du conseil d'administration du centre, M. Alain Barjot, conseiller général de la Seine-Saint-Denis, a été élu à la présidence de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Ayant demandé audience à M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, qui assure la tutelle de l'établissement, M. Barjot n'a pas été reçu par ce dernier mais par son directeur de cabinet. Celui-ci lui a confirmé que le ministre s'était prononcé sur le principe d'un déplacement des activités du centre « dans une grande ville du Sud-Ouest ». Il s'agissait de Montpellier — projet que la DATAR (Direction de l'aménagement du territoire) mettrait à exécution incessamment. Placé devant le fait accompli, jusqu'à aucun moment il n'aurait été consulté sur ce transfert. M. Barjot a démissionné de ses fonctions de président.

C'est également pour protester contre ce projet, jugé « scandaleux, déraisonnable et inutile », que le personnel s'est mis en grève à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Le jeudi 17 juillet, des délégations sont allées remettre des pétitions à la DATAR et au ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. Elles déclarent les salariés, elle aboutira à la suppression de quatre-vingts emplois, donc du chômage pour notre personnel. Or comment serions-nous recasés ? Nous ne sommes pas des

CONJONCTURE

La réduction de la production européenne d'acier

(Suite de la première page.)

Une telle compression de la production se traduira quasi inévitablement dans bon nombre d'entreprises par des mesures de chômage partiel.

Comme l'a souligné M. Davignon, cette crise est d'autant plus fâcheuse qu'elle se profile au moment où l'industrie européenne est en pleine reconversion. Dès lors, estime-t-il, « il existe un risque de voir des crédits affectés aux opérations de reconversion être détournés au profit du management quotidien ». Les Français, qui, comme en 1977, ont été à l'origine de la démarche de M. Davignon, souhaitent vivement aboutir à un accord tant la situation des deux grands groupes industriels Usinor et Sacilor est encore précaire. Les signataires s'alignent. Déjà à Serengeti, en Moselle, le train à chaud de Soliac, qui emploie quinze cents personnes, sera arrêté les samedi 28 et dimanche 29 juillet. Si la crise persiste, il n'est pas exclu que l'on ait de plus en plus souvent recours à des mesures de ce type comme en 1974 et en 1975.

Faudra-t-il aller plus loin ? Solmer, à Fos-sur-Mer, vient d'annoncer une diminution de 8,8 % de ses effectifs d'ici à mars 1982 (« Le Monde » du 19 juillet). Venant après la suppression de plus de vingt mille emplois — qui pourrait être accélérée, — va-t-on vers un nouveau dégrèvement dans la sidérurgie française ? M. Antoine Porcu, député (P.C.) de Meurthe-et-Moselle, le croit, qui, le 17 juin, affirmait, dans une question posée à M. Giraud, ministre de l'Industrie, qu'un plan de quinze mille nouvelles licenciements serait établi par les sociétés Usinor et Sacilor. L'affirmation que M. Giraud n'avait ni confirmée ni démentie. Une chose est sûre en tout cas : la situation actuelle ne facilitera pas la reconstruction des aciéries spéciales qui se négociait actuellement.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Le P.N.B. a baissé de 9,1 % en rythme annuel au second trimestre

Washington (A.F.P. Reuters). — Le produit national brut des États-Unis a baissé de 9,1 % en rythme annuel au cours du second trimestre, a annoncé le 18 juillet le département du Commerce. Ce recul est égal à celui enregistré durant le premier trimestre de 1979, le plus important depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Au premier trimestre, le P.N.B. américain avait enregistré une progression de 1,2 % en rythme annuel.

Ces chiffres font ressortir une récession beaucoup plus prononcée que la « récession modérée » prévue initialement par les conseillers économiques du président Carter et prouvant que la réduction de l'activité s'apparente plutôt par son ampleur à celle qui avait affecté les États-Unis en 1974-1975.

Les prévisions fournies par le gouvernement à propos de l'évolution du P.N.B. au second trimestre confirment toutefois que la récession actuelle est essentiellement à une baisse de la demande et non pas — comme en 1974-1975 — à une accumulation excessive de stocks par l'industrie et le commerce. Au second trimestre, en effet, la demande des consommateurs américains a baissé, en rythme annuel, de 9,5 %. Quant aux investissements, ils ont baissé de 10,1 %.

Paradoxalement, ces indicateurs de la récession interviennent à un moment où la demande de dollars diminue (- 6,7 milliards de dollars contre + 7,4 milliards de dollars au premier trimestre). « Les fortes réductions de stocks ne sont pas sans rapport, estiment les économistes américains, avec le renforcement des restrictions du crédit décidé le 15 mars pour lutter contre une inflation qui avait atteint un rythme annuel de 13 % au premier trimestre (il n'est plus que de 10,8 %). » Paradoxalement, cet indicateur de l'ampleur de la récession interviennent à un moment où sont constatés les premiers signes de reprise dans l'automobile et le bâtiment (« Le Monde » du 19 juillet), et alors que la forte baisse des taux d'intérêt depuis le mois d'avril devrait favoriser une certaine relance de l'économie.

M. Charles Schultze, le principal

Le plan américain de soutien à l'automobile

LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL REFUSE DE SE PRONONCER SUR LES IMPORTATIONS AVANT LES ÉLECTIONS

Washington (A.F.P.). — La commission américaine du commerce international (International Trade Commission) a refusé, vendredi 18 juillet, d'accéder pour le moment à la demande de la commission des importations américaines aux États-Unis, comme le lui avait demandé le président Carter. Dans le cadre du programme gouvernemental d'aide à l'industrie automobile, M. Carter avait écrit à la commission, il y a deux semaines (« Le Monde » du 10 juillet), lui demandant d'accroître de deux mois, les importations japonaises. La commission des importations demandait l'augmentation des droits de douane sur ces véhicules. Si la commission avait accédé à la demande du président Carter, ses conclusions auraient été publiées le 12 octobre, avant les élections présidentielles. Cependant, un porte-parole de la commission a déclaré que la décision était soumise à révision et qu'elle essaierait de trouver une alternative pour répondre aux souhaits du président des États-Unis.

ÉNERGIE

L'Iran baisse le prix de certains de ses pétroles

L'Iran vient de procéder à une baisse du prix de six qualités de pétrole : de 10 cents à 1 dollar — a reconnu le ministre iranien du pétrole, M. Moïnier, après la publication de cette information par le Petroleum Intelligence Weekly. Le baril de Ferideon (Fruzan) est ainsi passé de 34,07 à 33,57 dollars, et celui d'Ardesheir (Abouza desormais), de 33,57 à 32,87 dollars. A qualité égale, les prix du pétrole iranien dépassent encore de plus de 1 dollar les prix des autres bruts du Golfe. D'autant que la qualité iranienne Light reste inchangée à 35,37 dollars. La réduction de la demande provoquée par le ralentissement économique dans les pays industrialisés, et par le haut niveau des stocks, a sans doute rendu nécessaire cette baisse des prix d'un pétrole qui était de moins en moins attrayant pour les acheteurs. L'Iran est dépendant le

premier pays de l'OPEP à annoncer officiellement une baisse de ses prix depuis le début de l'escalade des prix pétroliers en mars 1979. Selon les milieux pétroliers américains, ce premier mouvement pourrait être suivi d'une suppression des primes réclamées en sus des prix officiels par les pays de l'OPEP sur près de 15 % de leur production. Les pays africains seraient les premiers obligés à agir de la sorte. Mais il n'y a guère de chance que les prix du pétrole descendent au-dessous des prix officiels décidés par l'OPEP à Alger (une tonne de 32 à 37 dollars par baril). Et le Petroleum Intelligence Weekly estime même que l'Arabie Saoudite, dont le pétrole de référence — Arabian Light — est toujours vendu 25 dollars le baril, pourrait procéder à une hausse dans les prochaines semaines.

SOCIAL

Plusieurs centaines de licenciements chez Jules Verger-Delporle (installations électriques)

Les menaces sur l'emploi dans de nombreux secteurs continuent de provoquer des tensions sociales. A la société Jules Verger-Delporle, une usine d'installations électriques (3 400 salariés dont 1 800 à Clithy), 617 licenciements sont annoncés. Une démission syndicale conduite par M. Guy Schaus, sénateur communiste des

Hauts-de-Seine, s'est rendue le 18 juillet au ministère de l'Énergie pour protester contre le fait que « l'État, client principal de cette entreprise, refuse à celle-ci toute aide susceptible d'assurer sa trésorerie, alors qu'il lui doit 50 millions de francs ».

Dans l'industrie papetière, la Journée d'action C.G.T. s'est déroulée le 17 juillet par des arrêts de travail dans plus de vingt entreprises, dont l'une a été occupée par son personnel : les Cartonniers mécaniques du Nord, à Gravelines (440 licenciements).

Aux établissements Dupré (textiles) de Romilly-sur-Seine (Aube), les syndicats C.G.T. et F.O. lancent une grève, le 22 juillet, pour protester contre un plan de licenciements qui concernerait une centaine de personnes sur un millier de salariés.

A Paris, le personnel du Cercle de la librairie annonce que six services employant trente-huit salariés sont menacés de disparition.

Les revendications de salaires sont à la base d'autres conflits : une quarantaine de travailleurs de l'entreprise Desquenne et Giral (travaux publics, pose de voies ferrées), employant 800 salariés à Osmes (Seine-Maritime) ont occupé le siège parisien de la Fédération nationale du bâtiment et des travaux publics, rue de Berri, pour obtenir de meilleures conditions de logement et de salaire sur les chantiers.

LE GROUPE AGACHE-WILLOT DÉMENT ENVISAGER DEUX MILLE LICENCIEMENTS CHEZ BOUSSAC-SAINT-FRÈRES

La direction du groupe Agache-Wilrot a démenti vendredi soir 18 juillet l'existence d'un « plan de deux mille licenciements » annoncé par l'Union départementale C.G.T. des Vosges pour la rentrée chez Boussac-Saint-Frères. Selon la C.G.T., tous les services administratifs et commerciaux de Paris seraient déjà touchés par cette mesure, qui serait « une des premières conséquences du plan de restructuration mis en place en avril 1979 et qui va trouver son développement à l'automne 1980, entraînant la suppression de milliers d'emplois dans le groupe, avec dans l'immédiat la fermeture de la blanchisserie de Moyenvic (Vosges) qui occupe quatre cents personnes ».

En ce qui concerne cette dernière usine, la direction d'Agache-Wilrot indique que des négociations sont actuellement en cours, avec les pouvoirs publics (notamment la DATAR) et les parties intéressées, en vue d'une reconversion de ses activités vers l'hygiène (couches Pampers). Cette opération nécessite un investissement de 180 millions de francs, précise-t-on, et aucun calendrier n'est encore fixé.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Nervosité sur le dollar

Les marchés des changes se sont montrés quelque peu nerveux cette semaine, le cours de l'once d'or chutant brusquement de 10 %, celui du DOLLAR montant et descendant au gré de nouvelles annonces contradictoires : à vrai dire, l'incertitude règne sur les véritables intentions des autorités monétaires américaines en matière de taux d'intérêt, facteur primordial actuellement lorsque l'on évoque la tenue du « biller vert ».

Initialement un peu plus ferme en début de semaine en raison d'une légère hausse du taux, la monnaie américaine a fléchi par la suite, au point de devoir être soutenue par les banques, notamment, dit-on, la Réserve fédérale des États-Unis. En fin de semaine, le DOLLAR reprenait un peu de tonus à l'annonce d'une vive reprise des mises en chantier outre-atlantique, encore qu'une

revue a été le vif repli du cours de l'once d'or, revenu à 606 dollars contre plus de 660 dollars précédemment. Dès le début de la semaine, le ton était donné avec une déclaration de M. William Miller, secrétaire américain au Trésor, suivant laquelle on ne pouvait exclure la reprise des ventes de métal aux enchères par les États-Unis, interrompues depuis novembre dernier. On eût pu s'attendre à Washington que la position officielle n'aurait pas changé depuis huit mois (« Nous nous réservons le droit de vendre de l'or à tout moment »), mais cette déclaration, plutôt ce rappel, fit l'effet d'une douche froide sur un marché redevenu très spéculatif. En deux jours, le cours de l'once chuta brutalement de 663 dollars à 620 dollars, pour remonter à 630 dollars, puis retomber à 606 dollars à la veille

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

(Le Monnaie intérieure donne cours de la semaine précédente.)							
PLACES	Libre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Yen	Libre (antérieur)
London...	—	2,3755	9,5207	3,8124	4,1428	66,5704	4,5324
	—	2,3770	9,5149	3,8053	4,1407	66,5836	4,5281
New-York...	—	—	24,7212	62,2577	57,2394	3,5842	35,4108
	—	—	24,7212	62,2577	57,2394	3,5842	35,4108
Paris.....	9,6207	4,0500	—	252,82	232,26	14,6161	212,26
	9,6149	4,0459	—	252,82	232,26	14,6126	212,23
Zurich.....	3,8124	1,6079	39,5790	—	82,1464	5,7590	84,2263
	3,8053	1,6010	39,5790	—	82,1464	5,7323	84,0413
Frankfurt...	4,1428	174,46	3,8125	189,3223	—	6,2598	17,4046
	4,1407	174,20	3,8055	189,3069	—	6,2570	17,4135
Bruxelles...	66,5704	27,9000	6,8808	17,3515	15,9977	—	14,6222
	66,5836	27,9300	6,8918	17,4533	16,0322	—	14,6514
Amsterdam...	4,5324	150,50	47,3111	118,7203	189,4036	6,6387	—
	4,5281	150,20	47,2953	118,9881	189,4036	6,6380	—
Stockholm...	137,156	830,60	224,5370	816,4983	615,5914	79,7493	435,08
	137,149	830,75	225,3770	818,8944	616,8243	79,7449	435,08

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 2-3. AMÉRIQUES — La coup d'État en Bolivie.
- 2. PROCHE-ORIENT — L'ayatollah Khomeini.
- 3. ASIE — La distribution de l'aide humanitaire aux Cambodgiens.
- 4. EUROPE — Les mouvements de grève. « Panagiotis et formales creuses », une libre opinion de Pierre Li.
- 4. AFRIQUE

POLITIQUE

- 5. Éloges étrangers pour le premier ministre.
- DÉFENSE : le service militaire est actuellement « un trop long ou trop court », estime M. Lancelin (R.P.R.).

SOCIÉTÉ

- 6. JUSTICE : le garde des sceaux sanctionne deux magistrats.
- 12. MÉDECINE : la mortalité infantile en Grande-Bretagne reste l'une des plus élevées d'Europe.

ÉQUIPEMENT

- 7. ENVIRONNEMENT : « L'écologie en Union soviétique » (III), par Marc Ambrasse-Rendu.

SPORTS

- 8-9. LES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU
- 8. Le Tour de France cycliste.

CULTURE

- 10. FESTIVALS : la Malediction à Avignon ; l'entrée de Georges Bataille, par le Théâtre des Champs Élysées à Billon.

ÉCONOMIE

- 14. AFFAIRES : — Manœuvres : le conseil d'administration décide le 23 juillet du sort de la société.
- 15. SOCIAL
- 15. LA SEMAINE FINANCIÈRE

- RADIO-TELEVISION (12)
- Carnet (13) : Programmes sportifs (11) ; Journal officiel (13) ; Mots croisés (13) ; Loto (13) ; Météorologie (13).

En Grande-Bretagne

LE TAUX ANNUEL D'INFLATION A BAISSÉ DE PRÈS DE 1 %

(De notre correspondant.)
Londres. — Pour la première fois depuis deux ans, le taux annuel d'inflation a baissé de façon significative en Grande-Bretagne : de 21,9 % en mai, il est passé à 21 % en juin. Hormis une très légère baisse (0,2 %) en décembre dernier, les prix n'avaient cessé d'augmenter depuis l'été 1978. La baisse de tendance, enregistrée le mois dernier (les prix n'ont augmenté que de 0,9 % en juin), est essentiellement due à une diminution de la demande et à la consommation, qui a entraîné les détaillants à solder leurs produits. (Interim.)

EP

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Cycle de formation supérieure d'une durée de 3 ans de généraliste de la gestion. Préparation aux diplômes d'état : D.E.C.S. B.T.S. d'action commerciale.

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande : 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 252.27.27

Établissement agréé d'enseignement technique supérieur.

EXAMEN D'ADMISSION NIVEAU BAC - 21 JUILLET 1980

A B C D E F G H I

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE M. BAKHTIAR

Deux Palestiniens qui faisaient partie du commando sont arrêtés à Paris

Beyrouth dément la participation du Fatah

Les policiers de la brigade criminelle ont arrêté, ce samedi 19 juillet, à Paris, deux jeunes Palestiniens qui avaient participé à l'attentat manqué contre le boulevard Bineau, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), contre M. Chabour Bakhtiar, dernier premier ministre de l'ancien chah d'Iran (« le Monde » du 19 juillet). Les policiers ont également acquis la conviction, semble-t-il, que le commando qui a tué un gardien de la paix, M. Jean-Michel Jamme, une voisine de M. Bakhtiar, Mme Yvonne Stein, et très grièvement blessé un autre gardien de la paix, M. Bernard Vignat, était dirigé par M. Abou Mazen, membre du comité central du Fatah, l'une des branches de la résistance palestinienne.

Un porte-parole de l'O.L.P. a cependant

démenti, depuis Beyrouth, la participation de M. Abou Mazen à l'attaque. Selon l'O.L.P., M. Mazen se trouverait actuellement à Damas, où il représente le Fatah. A Damas même, M. Hazzem, directeur du bureau du responsable palestinien, a affirmé que M. Abou Mazen se trouvait dans la capitale syrienne depuis une semaine. Les trois terroristes arrêtés vendredi à Neuilly auraient reconnu avoir agi sur ordre de leur organisation.

M. Ghotbzadeh, ministre iranien des affaires étrangères, de passage vendredi 18 juillet à Orly alors que son avion faisait une escale technique, a prolongé son séjour à Paris et devait repartir ce samedi en fin de matinée pour le Nicaragua. En dernière minute on avait que le ministre des affaires étrangères avait renoncé à ce voyage.

C'est à l'heure légale du « laitier », vers 6 heures du matin, que les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête sur l'attentat de vendredi, ont interpellé, dans le quartier Latin à Paris, deux jeunes Palestiniens, qui avaient trouvé refuge dans d'un appartement différent, appartenant à des compatriotes. La rapidité de ces interventions est la conséquence des recherches effectuées dans la capitale, durant la nuit de vendredi à samedi, et des interrogatoires des trois terroristes déj. appréhendés après la fusillade, devant l'immeuble du boulevard Bineau.

Les deux Palestiniens arrêtés samedi dont l'identité n'a pas été révélée mais qui seraient l'un d'origine syrienne, l'autre d'origine libanaise — n'auraient pas participé à l'attaque. Ils seraient restés en retrait, cachés derrière les arbres de la rue, à proximité de la voiture de location que le commando avait garée contre le trottoir. Des témoins les auraient vus s'enfuir pendant la fusillade. Comme leurs camarades, ils auraient reconnu appartenir à la résistance palestinienne et agir au nom du Fatah. L'un des participants à l'attentat, qui avait abordé précédemment Amis Wacziargue et été né à Beyrouth en 1951, pourrait en fait, selon les policiers, être M. Abou Mazen, âgé de quarante-quatre ans, responsable militaire palestinien, membre du comité central de cette organisation. Il aurait dirigé lui-même le commando. C'est l'homme moustachu que les témoins ont vu, déguisé, pousser dans une voiture par des policiers. Cette information, qui n'était confirmée officiellement ce samedi en fin de matinée, ni par le ministère de l'Intérieur ni par le procureur de la République de Nanterre, est cependant présentée comme très sérieuse, mais a été démentie en fin de matinée samedi depuis Beyrouth. Les cinq hommes n'auraient mentionné, à aucun moment, le nom d'une organisation iranienne quelconque.

Le commando serait arrivé en France au début du mois, en provenance du Liban, et aurait séjourné à Paris et à Nice, où ils auraient loué le véhicule, une Peugeot 305, ayant servi à l'attentat. De source policière, on s'explique mal, cependant, « le côté suicidaire » et imprudent de l'attaque contre M. Chabour Bakhtiar, assez peu conforme aux méthodes employées jusqu'ici par les terroristes palestiniens.

« Cela ne pouvait finir qu'en bain de sang », constatait vendredi après-midi, un policier. Selon toute vraisemblance, les membres du commando n'auraient pas repéré les lieux avant l'attaque, et ne se seraient pas rendus au bureau que possède M. Bakhtiar, boulevard Raspail, où l'ancien premier ministre se rend chaque matin.

Il se seraient simplement présentés au gardien de la paix de la grille de l'immeuble du boulevard Bineau, munis de cartes de presse et d'appareils photographiques. Comme les policiers habillés de M. Bakhtiar, ils auraient été dirigés, à travers le jardin, vers le hall où un autre gardien de la paix est chargé de prévenir l'ancien premier ministre au moyen d'un interphone.

Quatre policiers de garde

Quatre policiers étaient de garde, vendredi, lorsque le commando s'est présenté vers 8 h 30. Ignorant cette présence, ses membres, armés de pistolets munis de silencieux, se sont heurtés à quatre policiers, dont un a été grièvement blessé. Le commando a ouvert le feu tuant M. Jean-Michel Jamme, âgé de vingt-cinq ans, et blessant très grièvement M. Bernard Vignat, âgé de vingt-trois ans. Les deux jours étaient toujours en danger ce samedi matin. — et, plus légèrement, M. Jean Marty, âgé de vingt-trois ans. Parvenus au

Les tribulations de l'ancien premier ministre

Depuis qu'il s'était enfui d'Iran, après l'insurrection populaire de Téhéran des 10, 11 et 12 février, qui avait balayé le régime impérial, le dernier premier ministre du chah se savait pourchassé et menacé par les révolutionnaires islamiques, qui ne lui ont jamais pardonné sa lâcheté et sa collaboration avec le chah et les États-Unis.

M. Chabour Bakhtiar a connu bien des déboires depuis que le commando des mollahs, à la fin décembre 1978, alors qu'il semblait perdu. Le 3 janvier 1979, le Sénat et la Chambre ratifièrent le choix de cet ancien opposant du Front national, que le souverain avait envoyé plusieurs fois en prison. Il représentait la dernière chance de sauver la monarchie iranienne, au prix, dit-il, du sacrifice de son honneur. Ce dernier quitta d'ailleurs le pays avec sa famille le 16 janvier, tandis que M. Bakhtiar recourait à toutes sortes de manœuvres pour empêcher l'imam Khomeiny de regagner l'Iran.

Il finissait par s'incliner devant la pression populaire : le chef religieux regagnait triomphalement Téhéran le 1^{er} février 1979 et nommait aussitôt son premier ministre, M. Mehdi Bazargan, l'un des plus vieux amis de M. Bakhtiar. Au cours d'une conférence de presse, le 8 février, ce dernier lançait, non sans panache : « Je dis non à la dictature des mollahs. Je dis non à l'obscurantisme. » Tout est alors allé très vite, beaucoup plus vite que ne l'aurait pensé le premier ministre du chah, dont le cabinet n'a duré que quarante jours.

Devant la victoire des « trois glorieuses », il est obligé de se cacher et, dans un premier temps, on le croit mort. Fin février, cependant, l'imam Khomeiny annonce : « Le criminel Bakhtiar s'est enfui à l'étranger. Au nom de la nation iranienne nous appelons tous les pays étrangers à nous l'arrêter et le livrer. » Le 13 mai, l'ayatollah Khomeini, président du tribunal islamique, le condamnera à mort par contumace. Entre-temps, le fugitif avait

Mutisme officiel à Téhéran

Une certaine ambiguïté continue à planer sur la responsabilité des autorités officielles iraniennes, concernant l'attentat manqué contre M. Chabour Bakhtiar. En effet, les responsables à Téhéran observent le mutisme à ce sujet. L'ayatollah Khomeini, généralement prompt à revendiquer, même à tort toute action terroriste, a déclaré à l'A.F.P. qu'il « n'avait ordonné aucune action de commando de cette nature ». A une exception près, les journaux reproduisent les déclarations d'agences concernant l'attentat et s'abstiennent de tout commentaire. Le quotidien communiste Mardom, pour sa part, passe sous silence l'événement. Les autres journaux reproduisent le communiqué de l'organisation des Gardiens de l'islam revendiquant l'attentat. Cependant, personne à Téhéran n'est en mesure, ce samedi matin 19 juillet, d'identifier cette organisation qui ne s'est jamais manifestée jusqu'ici.

S'il est vrai que l'exécution de M. Bakhtiar avait été décidée à Téhéran, on se pose la question de savoir pourquoi les responsables de l'attentat auraient fait appel à des Palestiniens alors que la République islamique ne manque pas de candidats au « martyre » (chehadah). Le procédé serait d'autant plus étonnant que les relations entre la République islamique et l'O.L.P. n'ont cessé de se détériorer ces derniers mois.

D'ailleurs, un porte-parole de l'agence palestinienne de presse Wafa, dans une déclaration faite à notre correspondant à Beyrouth ce samedi matin, dément formellement que l'organisation de M. Arast ait été impliquée en quoi que ce soit dans l'attentat de Paris. Le porte-parole a ajouté que les personnes

Les réactions dans les milieux politiques français

M. MICHEL PINTON, député général de l'O.D.F., estime « inadmissible que ceux qui ont bénéficié de la protection des lois françaises la violent aujourd'hui pour assouvir leur vengeance partisane ». M. Pinton souligne que « lorsque Khomeiny était en France, il a trouvé normal d'être protégé par la loi française ».

LE PARTI SOCIALISTE « émet une vive protestation contre la tentative d'assassinat menée en territoire français contre M. Chabour Bakhtiar ». M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national du P.S., rappelle que « pour les socialistes français, les méthodes de terrorisme international que certaines forces politiques iraniennes tentent d'introduire doivent être fermement condamnées ».

M. CHARLES PASQUA, sénateur des Hauts-de-Seine, regrette, au nom du R.P.R., « le laxisme du gouvernement, qui tolère que la France devienne le lieu privilégié des commandos, déguisés ouverts par les responsables d'un pays étranger ».

M. JEAN-PIERRE PIERRE-BLOCH, député (U.D.F. rad.) de Paris, demande au premier ministre que « le gouvernement prenne enfin des mesures indispensables pour assurer la sécurité des citoyens français et des réfugiés politiques qui ont choisi la France comme terre d'asile ».

M. ROGER GERARD SCHWARTZBERG, vice-président du M.R.G., qualifie l'attentat de « camouflé pour le mouvement, qui n'a cessé de grouiller le long des rives du Golfe persique ».

M. ALFRED COSTE-FLORET, président du Mouvement de la démocratie chrétienne française, exprime son « indignation » et demande au gouvernement « de faire respecter par les réfugiés politiques une nécessaire neutralité ».

LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE SOCIALISTE (M.D.S.), que préside M. Max Lejeune, sénateur de la Somme, élève « la plus vive protestation ». M. Georges Donnez, vice-président délégué, estime que la tentative de meurtre dirigée contre M. Bakhtiar constitue « sans doute une récompense à l'hospitalité accordée par la France à l'ayatollah Khomeiny ».

PARIS EXPRIME SON « INDIGNATION »

Le ministère des affaires étrangères avait fait, vendredi 18 juillet, la communication suivante : « L'attentat manqué perpétré ce matin à Neuilly dans un immeuble où M. Bakhtiar occupait un appartement et qui a fait plusieurs victimes, est particulièrement odieux. Le gouvernement français exprime sa plus vive indignation contre un acte aussi inqualifiable. Trois agresseurs ont été arrêtés et sont actuellement interrogés. Le gouvernement entend mener l'enquête avec la plus grande rigueur et lui donner toutes les suites qu'elle appelle. »

LES PROLONGEMENTS

« L'homme demande de « tous les comités »

« Le mouvement de la République islamique, qui paraît vouloir exploiter à des fins politiques. Le quotidien de l'ayatollah Behechi se lance, en effet, dans une violente diatribe contre la France, l'accusant d'être l'ennemi des États-Unis et de la Grande-Bretagne dans les complots ourdis contre le régime de Téhéran. Jomhour-i Islami reproduit un communiqué de l'Association de défense des droits de l'homme au Moyen-Orient — totalement inconnue, elle aussi — dans lequel on peut lire : « Le gouvernement français a donné refuge à Chabour Bakhtiar, ce fugitif, et l'a laissé libre de fomenter des complots contre l'Iran. Il lui a donné tous les moyens d'agir contre l'Iran... M. Valéry Giscard d'Estaing n'aurait-il pas dû assumer la responsabilité de la mort de millions d'Iraniens innocents si le coup d'État avait réussi ? »

Cette attaque contre la France et la Grande-Bretagne ne serait pas étrangère aux manœuvres du Parti républicain islamique contre le président Bani Sadr et ses amis accusés d'être des partisans de l'« impérialisme européen ». — E. R.

En Turquie

M. NIHAAT ERIM ANCIEN PREMIER MINISTRE A ÉTÉ ASSASSINÉ
Ankara (A.F.P.). — M. Nihaat Erim, ancien premier ministre turc, a été assassiné par trois hommes armés, samedi 19 juillet, à Drago, à une vingtaine de kilomètres d'Istanbul. M. Erim, atteint de plusieurs balles, est décédé pendant son transfert à l'hôpital. Le garde du corps de l'ancien premier ministre a été tué au cours de l'attentat, revendiqué, de source policière, par l'organisation clandestine de gauche « DEV-SOL » (gauche révolutionnaire).

M. NIHAAT ERIM, né en 1912, avait passé son doctorat en droit à Paris. Il était professeur à l'Université d'Ankara, spécialiste d'histoire internationale. Il fut, en 1943, conseiller juridique au ministère des affaires étrangères et participa à ce titre à la conférence de San-Francisco qui donna naissance aux Nations Unies. En 1945, il était devenu sans parti. — Les militaires, qui avaient provoqué la chute d'un gouvernement, ont placé M. Erim à la tête du gouvernement. Il restait à ce poste jusqu'en avril 1972. Depuis, lui aussi, il ne jouait pas de rôle politique actif.

L'anniversaire de la révolution au Nicaragua

M. FIDEL CASTRO S'ENTRETIENT AVEC DES REPRÉSENTANTS OFFICIELS DE WASHINGTON

M. Fidel Castro s'est entretenu avec l'ambassadeur américain aux Nations Unies, qui représente Washington aux cérémonies marquant le premier anniversaire de l'entrée des troupes sandinistes à Managua. Le chef de l'État cubain, arrivé dimanche à Managua, le vendredi 18 juillet, a rencontré de façon imprévue le même jour M. Donald McHenry. Il s'est également entretenu avec M. William Bowdler, secrétaire d'État adjoint pour les affaires interaméricaines, et M. Lawrence Pezzola, ambassadeur de Washington à Managua. C'est la première fois, depuis la rupture des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, en 1961, que le président cubain s'entretient directement avec des représentants officiels du gouvernement américain. — (A.F.P.)

DES SEULES

« MICHELE MA »

« Grand rep »

« DES SEULES »

« MICHELE MA »

« Grand rep »

« DES SEULES »

« MICHELE MA »

« Grand rep »

« DES SEULES »

« MICHELE MA »